

Université de Montréal

**Le rôle de la banque dans la lutte contre le blanchiment
d'argent :
Étude comparative entre le droit Libanais et le droit Canadien**

par Rita Tayrouz

Faculté de droit

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise
en Droit des affaires (LL.M.)

Avril, 2018

© Rita Tayrouz, 2018

Résumé

L'élargissement du domaine de compétence des banques et le renforcement du secret bancaire qui est un système de protection des renseignements personnels, ont tous les deux été à l'origine de la croissance du secteur économique, notamment le secteur bancaire. Cependant, ces avantages offerts à la clientèle bancaire ont fini par constituer un stimulant pour le déroulement de la fraude financière, particulièrement le blanchiment d'argent.

Eu égard à cette situation, la communauté internationale luttant contre le blanchiment d'argent a réalisé que sa lutte ne pourrait être si efficace que par une prise de conscience et par l'intégration des professions impliquées directement par le problème de l'argent sale. Pour ce faire, elle a décidé de confier aux « intermédiaires financiers », y compris les banquiers, le soin de respecter un certain nombre d'obligations telles l'obligation de déclaration des opérations douteuses à un organisme créé à cette fin d'où la levée du secret bancaire et l'obligation de surveillance de façon continue des opérations effectuées par la clientèle bancaire. Par l'entrée en jeu de ces nouvelles obligations, chaque banquier a fini par jouer le rôle d'auxiliaire à la police des circuits financiers et par conséquent tout manquement de sa part à une de ses obligations encourra sa responsabilité et sera sévèrement réprimé.

Mots-clés : blanchiment d'argent, lutte contre le blanchiment d'argent, conventions internationales, banquier, banque, secret bancaire, dérogations au secret bancaire, obligation de discrétion, obligation de vérification d'identité de la clientèle, responsabilité civile, responsabilité pénale, sanctions.

Abstract

The development of banks' areas of expertise and the reinforcement of the banking secrecy, a system that protects personal information, have played an important role in the development of the financial sector, notably the banking sector. These systems have offered clients many advantages. However, they have also triggered the emergence of financial fraud, giving rise specifically to the act of money laundering.

As a result, the international community fighting against money laundering has realised that the only way to make a change would be to integrate all the professions implicated directly in the problem of dirty money. Thus, it has decided to intrust financial middlemen and bankers with the task of integrating a number of regulations to deal with the issue. This includes the declaration of suspicious activities and the obligation to monitor clients' activities at all times. As a result of these new regulations, each banker plays the role of the middleman and reports to the police of financial circuits. Bankers will be severely punished if they fail to achieve their duties and they will be personally held responsible for the ensuing consequences.

Keywords : money laundering, fight against money laundering, international conventions, banker, bank, banking secrecy, derogations of banking secrecy, obligation of discretion, client identification and verification of identity, civil responsibility, criminal responsibility, sanctions.

Table des matières

Résumé	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des abréviations	vi
Remerciements	viii
Introduction.....	1
Partie I : La lutte contre le blanchiment d'argent	5
I. La détermination du blanchiment d'argent.....	5
A. Définition et aperçu sur le blanchiment d'argent	6
1. Définition	6
2. Le blanchiment d'argent dans l'espace.....	7
3. Blanchir de l'argent, « c'est facile ! »	8
B. Les sources du blanchiment d'argent.....	9
1. Une infraction initiale	9
2. La diversité des infractions initiales	9
C. Le processus du blanchiment d'argent	10
1. Le placement.....	10
2. La dissimulation	12
3. L'intégration.....	14
4. Conclusion	14
D. Les techniques de blanchiment d'argent	15
1. L'affinage.....	15
2. Le fractionnement et le schtroumpfage	16
3. Le dépôt de l'argent dans un paradis fiscal.....	16
4. Les casinos	17
II. La lutte contre le blanchiment d'argent	18
A. Les instruments internationaux.....	18
1. La prise de conscience de la communauté internationale	18

2. Les principaux textes internationaux.....	19
a) La Convention de Vienne.....	19
b) La Convention de Strasbourg	20
c) La déclaration de Bâle.....	21
d) La Convention de Palerme	22
e) Les recommandations du GAFI	22
B. Les dispositifs anti-blanchiment Libanais et Canadien	26
1. Au Liban	26
a) Aperçu sur le Liban	26
b) La Loi n° 318 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux.....	28
c) Autres mesures de lutte contre le blanchiment d'argent	38
2. Au Canada	40
a) Le contexte mondial.....	40
b) Le développement de la législation canadienne	40
3. Conclusion	50
Partie II : Le secret bancaire et la responsabilité de la banque.....	52
I. Le principe du secret bancaire.....	53
A. Définition et fondement du secret bancaire	54
1. Au Liban	55
a) Aperçu du contexte libanais avant 1956	55
b) Le secret bancaire suisse : principale source d'inspiration du secret bancaire libanais	57
c) Loi de 1956 relative au secret bancaire	61
d) Propositions de modifications de la Loi de 1956	65
2. Au Canada	70
a) Au niveau fédéral.....	71
b) Au niveau provincial	74
c) Observations.....	79
B. Les dérogations au secret bancaire.....	80

1) Au Liban.....	81
a) Le consentement du client, de ses héritiers ou légataires	81
b) La faillite du client.....	83
c) Le procès relatif à des opérations bancaires entre la banque et le client	84
d) L' échange d'informations entre les banques	85
e) L'enrichissement illicite	86
f) Observations	87
2) Au Canada.....	88
a) Contrainte d'une loi ou ordonnance du tribunal.....	89
b) Devoir d'intérêt public	90
c) Intérêt de la banque.....	91
d) Consentement exprès ou tacite du client	92
II. La contribution du secteur bancaire dans la lutte contre le blanchiment.....	94
A. La levée du secret bancaire en cas de soupçon de blanchiment d'argent	94
1) Au Liban.....	95
2) Au Canada.....	101
3) Propositions de modifications.....	104
B. Responsabilité de la banque	105
1) Au Liban.....	105
a) Les sanctions civiles	106
b) Les sanctions pénales.....	107
c) Les sanctions professionnelles ou disciplinaires.....	109
2) Au Canada.....	109
Conclusion	111
Bibliographie	i

Liste des abréviations

ABC : Association des banquiers canadiens

Al. : Alinéa

AMC : Autorité des marchés financiers

Art. : Article

BIL : Bureau International des Stupéfiants et de l'Application de la Loi

BRI : Banque des règlements internationaux

BSIF : Bureau du surintendant des institutions financières

CANAFE : Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

C.C.Q. : Code civil du Québec

C. cr. : Code criminel

C.M.C. : Code de la Monnaie et du Crédit

C.O.C. : Code des obligations et des contrats libanais

C.P.L. : Code pénal libanais

GAFI : Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux

GAFIMOAN : Groupe d'Action Financière pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord

GRC : Gendarmerie royale du Canada

LB : Loi sur les banques

LBA : Loi sur le blanchiment d'argent

LCSF : Loi sur les coopératives de services financiers

L.C. : Lois du Canada

L.Q. : Lois du Québec

L.R.C. : Lois révisées du Canada

L.R.O. : Lois refondues de l'Ontario

L.R.Q. : Lois refondues du Québec

MENAFATF : The Middle East and North Africa Financial Action Task Force

p. : page

r. : règlement

R.C.S. : Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada

R.G.D : Revue générale de droit

Rev. jud. lib. : Revue judiciaire libanaise

SCRS : Service canadien du renseignement de sécurité

SIC : Commission spéciale d’investigation

s. / ss : suivant(e) / suivante(e)s

S.C. : Statuts du Canada

S.F.C.B.Q. : Service de la formation continue, Barreau du Québec

URF : Unité de renseignement financier

Remerciements

Dire merci au grand chercheur qui m'a suivi et qui m'a encadré reste peu à l'égard des efforts inouïs déployés auprès de moi en présentiel et à distance

Dire merci éternel à un chercheur de qualité qui a développé mon esprit critique et analytique reste insuffisant devant la méthodologie que vous m'avez inculquée

Professeur Stéphane Rousseau, merci pour tout encouragement pour tout soutien et pour toute graine d'espoir que vous avez parsemée sur mon chemin.

Introduction

La situation de la société d'aujourd'hui, société en perpétuelle et profonde mutation, est conditionnée par divers phénomènes tels la mondialisation, la globalisation des marchés financiers, l'internationalisation des échanges, la libre circulation des marchandises, des biens et des personnes, la mutation¹ des mécanismes de paiement vers les paiements électroniques², l'entrée en jeu des technologies révolutionnaires et la multiplication des sociétés offshores³.

À première vue, ces phénomènes sont perçus comme étant exclusivement favorables à l'essor de la croissance économique. Cependant, ils ont d'énormes retombées négatives sur le système mondial, majoritairement matérialisées par la circulation transnationale des agissements délictueux et criminels. C'est en partant de ce constat que nous pouvons affirmer que « l'essor de l'activité criminelle est [devenu] le revers de la libéralisation des échanges et de la mondialisation »⁴. L'essor de la dynamique économique et financière a fini alors par

¹ Dans la décision *Banque canadienne de l'Ouest c. Alberta*, [2007] 2 R.C.S. 2, 2007, CSC 22, EYB 2007-120167, par. 1, la Cour suprême du Canada récapitule cette mutation : « [l]es activités des banquiers, de nos jours, ne se limitent pas à celles auxquelles se livraient leurs prédécesseurs au dix-neuvième siècle. Au cours de ces dernières années, ils ont convaincu le Parlement de leur donner accès à des secteurs d'activités qui leur étaient autrefois fermés [...] ».

² Dans ce sens, voir : Grant ANDERSON, Virgil PARKER, et Philip COLE, *The Most Popular Transferring Systems in North America*, septembre 2017, en ligne : <<http://paymentsystemreview.ca/>> (consulté le 20 avril 2018) ; Sur les systèmes de paiement au Canada, voir : Bradley CRAWFORD et John D. FALCONBRIDGE, *Crawford and Falconbridge, Banking and bills of exchange : a treatise on the law of banks, banking, bills of exchange and the payment system in Canada*, 8^e éd., Toronto, Canada Law Book, 1986.

³ « Les sociétés offshores sont autorisées à mener des activités uniquement en dehors du pays où elles ont été constituées. Elles sont situées dans des pays réputés être des "paradis financiers" et ne sont pas soumises à l'impôt. Elles sont, en outre, exemptées d'un grand nombre de règles qui sont normalement imposées aux institutions "onshores". Les transactions de telles sociétés sont aussi exemptées d'impôts, des prescriptions de réserve, libres de toute restriction concernant les taux d'intérêt et souvent, mais pas toujours, exemptées de toute vérifications réglementaires concernant la trésorerie ou le montant du capital. » : Alexandre JEANNERET, Philippe DE SELLIERS et Rashmi CHOPRA, *Le blanchiment d'argent en Suisse*, étude, Lausanne, École des HEC, Université de Lausanne, 2003, p. 18.

⁴ Gérard BRAYER et CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ, *La lutte internationale contre le blanchiment et le financement du terrorisme : colloque du 1^{er} décembre 2006*, vol. 9, Paris, Société de législation comparée, 2007, p. 12.

établir une dynamique de délinquance et de criminalité⁵. Bref, « un terrain de jeu plus vaste, plus diversifié et profitable [pour les criminels] »⁶ a fini par être établi.

Parallèlement au rôle qu'a joué la dynamique économique et financière vis-à-vis de l'essor de la dynamique de délinquance et de criminalité, d'autres facteurs et mécanismes ont également contribué à cette fin. Citons, à titre d'exemple, « l'attachement excessif » au mécanisme du secret bancaire en vertu duquel les banquiers sont tenus de maintenir la confidentialité des opérations et des données relatives à leurs clients lors de l'exercice de leur profession.

En effet, l'adoption dudit mécanisme au sein des banques a fait en sorte d'affaiblir les procédures de surveillance et de poursuite menées par les autorités compétentes contre les auteurs de crimes, notamment les blanchisseurs d'argent qui tirent largement profit, voire même abusent, de l'ensemble des services⁷ qui leur sont offerts par ce type d'établissements. En dehors de leur volonté, les banques ne cessent alors de contribuer à la création d'une atmosphère propice au déroulement des opérations de blanchiment d'argent lors de leur invocation des règles du secret bancaire auprès des autorités compétentes.

Eu égard à cette situation, la communauté internationale a décidé de mettre un terme et de combattre, avec un maximum d'armes légales à caractère préventif ainsi que répressif, ce fléau d'envergure internationale. L'intérêt porté par cette communauté à la lutte contre le blanchiment d'argent a encouragé un nombre considérable de pays à prendre part à cette vague de lutte, et ce, soit par leur adhésion aux conventions internationales ou par l'inclusion, dans leurs propres législations internes, de dispositions légales criminalisant l'opération de blanchiment d'argent, soit les deux à la fois.

L'édiction des règles relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, tant à l'échelle internationale que nationale, ne cesse de constituer une étape importante vers la prévention et

⁵ Sur les retombées négatives de la dynamique économique et financière, voir : « Le critère international pour la divulgation mutuelle en matière fiscale », *Union of Arab Banks*, n° 437, avril 2017, p. 48. (Traduit)

⁶ Olivier JEREZ, *Le blanchiment de l'argent*, 2^e éd., Paris, La Revue Banque Édition, 2003, p. 17.

⁷ Le fait que la technologie moderne règne sur le travail bancaire et qu'une grande partie des opérations bancaires est effectuée via les guichets automatiques, rend difficiles la surveillance et le contrôle de ces opérations. Cette idée justifie le recours excessif des gangs criminels à la banque qui a fini par constituer un des canaux les plus importants facilitant le déroulement des opérations de blanchiment d'argent.

le combat du crime objet de notre étude. Toutefois, « la lutte contre le blanchiment de l'argent ne peut être efficace que par une prise de conscience et un effort des professions intéressées directement par le problème de l'argent sale »⁸.

Une telle idée est en mesure de justifier la raison pour laquelle les lois « anti-blanchiment » ont fini par prévoir une série d'obligations et de mesures devant être obéies par les banques dans l'exercice de leurs fonctions. Bref, ces institutions financières se sont finalement trouvées obligées à obéir à une nouvelle série de règles et d'obligations bancaires qui leur sont imposées par les lois relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent.

La mise en pratique de ces nouvelles règles et obligations a, d'une manière ou d'une autre, compliqué le travail au sein des banques puisque ces institutions financières se sont trouvées confrontées à un véritable dilemme, matérialisé par la conciliation entre les intérêts de la clientèle bancaire et l'intérêt de la sécurité communautaire.

En bref, comment serait-il possible aux banques de sauvegarder la confidentialité des données privées de la clientèle bancaire, tout en évitant d'encourager le recours des blanchisseurs à elles afin de blanchir leurs capitaux issus d'activités criminelles? Comment serait-il possible de concilier entre la mise en pratique des obligations imposées par les dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et celles imposées par les dispositions relatives au secret bancaire?

Dans l'objectif de répondre à ces questionnements, le travail sera divisé en deux parties :

La première partie sera destinée à présenter la lutte contre le blanchiment d'argent. Pour ce faire, nous définirons dans un premier temps le blanchiment d'argent, énumérerons ses sources et techniques et décrirons les étapes de son processus. Par la suite, nous analyserons les instruments légaux luttant contre le blanchiment d'argent tant à l'échelle internationale que nationale.

Quant à la deuxième partie de notre travail, elle s'intéressera dans un premier temps au principe du secret bancaire destiné à protéger la sphère privée de la clientèle bancaire. Par la

⁸ O. JEREZ, préc., note 6, p. 15.

suite, elle abordera l'ensemble des dérogations qui lui ont été prévues par la loi. Quant à la levée du secret bancaire dans le cadre de comportements déviants, notamment ceux liés à des opérations de blanchiment d'argent, celle-ci prendra une importance accrue par rapport au reste des cas où ladite levée est autorisée. Dans un troisième et dernier temps, nous aborderons la question de la responsabilité des institutions financières, notamment des banques, en cas de leur manquement à leurs obligations.

Tous les axes avancés ci-dessus seront traités dans le cadre d'une étude comparative mettant en évidence les convergences et les divergences des systèmes juridiques libanais et canadien. De ce fait, les législations libanaise et canadienne relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et au secret bancaire seront examinées dans le but de voir si elles répondent aux exigences et aux conditions minimales envisagées par la communauté internationale.

Partie I : La lutte contre le blanchiment d'argent

Une lutte utile et efficace contre le blanchiment d'argent sale requiert en premier lieu une compréhension profonde et intégrale du crime. Qu'entend-t-on par blanchiment d'argent? Quelles sont les sources de l'argent destiné à être blanchi? Quelles sont les étapes du processus de blanchiment d'argent? Quelles sont les principales techniques adoptées afin de blanchir l'argent sale ? Quelles sont les législations destinées à combattre ce crime?

Les interrogations sont multiples en la matière. Afin d'y répondre, nous aborderons en première partie le phénomène du blanchiment d'argent ainsi que la lutte contre ce véritable fléau.

Pour ce faire, le premier chapitre s'intéressera à l'opération de blanchiment d'argent dans tous ses aspects (I) alors que le second chapitre abordera la question de la mobilisation contre le blanchiment d'argent, à l'échelle aussi bien internationale (textes, conventions et accords internationaux) que nationale (dispositifs légaux du Liban et du Canada) (II).

I. La détermination du blanchiment d'argent

La présente section a pour objectif de détailler le phénomène du blanchiment d'argent. À cette fin, nous proposerons dans un premier temps une définition au concept du blanchiment d'argent (A). Dans l'étape suivante, nous énumérerons les sources de ce crime (B) pour s'attarder dans un troisième temps sur le processus entier du blanchiment d'argent (C). Nous consacrerons notre dernière partie (D) à l'analyse des techniques de blanchiment.

A. Définition et aperçu sur le blanchiment d'argent

1. Définition

Le blanchiment d'argent est l'un des crimes les plus graves⁹ de l'ère de l'économie moderne qui consiste à réaliser un ensemble d'opérations financières et commerciales consécutives et de nature variée afin d'éloigner les fonds de leur origine criminelle et pour réussir à les insérer dans le circuit légal¹⁰. « Plus simplement, le blanchiment est la technique de légalisation de l'argent sale »¹¹. Dans son ouvrage, Olivier Jerez a bel et bien qualifié l'argent sale faisant l'objet de l'opération de blanchiment d'argent en disant que c'est de l'argent sans honneur et sans foi¹².

Par son recours à l'opération de blanchiment d'argent, l'agent cherche à effacer la traçabilité entre l'origine du capital illicite et sa voie finale en lui donnant une apparence propre et légale sans laquelle il ne pourrait pas être intégré dans le cycle économique légal.

Le blanchiment d'argent « est [alors] un processus licite en sa forme mais illicite en son fond : licite en sa forme car, il recourt à des techniques financières reconnues dans le monde économique et illicite en son fond car il vise à dissimuler l'origine illicite des profits générés »¹³.

⁹ « On estime que l'économie criminelle représente un produit brut d'au moins 1000 milliards de dollars » : Pascal CHAIGNEAU, Marc CHESNEY et François LUDOVIC, *Criminalité financière. Comment le blanchiment de l'argent sale et le financement du terrorisme sont devenus une menace pour les entreprises et les marchés financiers*, Éditions d'organisation, Paris, 2002, p. 1 ; « Selon les estimations, la valeur annuelle du blanchiment d'argent à l'échelle mondiale varie entre 800 milliards et 2 mille millions de dollars américains »⁹ : COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES BANQUES ET DU COMMERCE, *Suivre l'argent à la trace : le Canada progresse-t-il dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes? Pas vraiment*, en ligne : <<https://sencanada.ca/content/sen/Committee/411/BANC/rep/rep10mar13-f.pdf>> (consulté le 21 novembre 2017).

¹⁰ « Le blanchiment d'argent sale (*money laundering*) est, selon Interpol, l'action qui consiste à cacher ou à déguiser l'identité de revenus obtenus illégalement, afin de les faire apparaître comme provenant de sources légitimes » : Michel KOUTOUZIS et Jean-François THONY, *Le blanchiment*, Paris, Presses universitaires de France, 2005, p. 3.

¹¹ Éric VERNIER, *Techniques de blanchiment et moyens de lutte*, 3^e éd., Paris, Dunod, 2013, p. 35.

¹² O. JEREZ, préc., note 6, p. 15.

¹³ Badr N. EL BANNA, *La place du Liban dans la répression internationale du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme*, Liban, SADER Éditeurs, 2010, p. 15.

2. Le blanchiment d'argent dans l'espace

La majorité des opérations de blanchiment d'argent se déroulaient dans les principaux centres financiers internationaux : la ville de New York, Londres, Paris, Genève et Hong Kong. Toutefois, le renforcement des procédures de contrôle et l'adoption de normes de qualité et de standards stricts au sein de ces centres financiers, ont toutes les deux poussé les détenteurs des fonds illégaux à se déplacer vers d'autres pays¹⁴ qui se caractérisent par une série considérable d'avantages tels l'adoption du mécanisme du secret bancaire¹⁵, la possibilité d'ouverture de comptes numériques¹⁶, la stabilité économique et politique et la faiblesse du système fiscal. À partir de là, nous nous permettons toutefois d'affirmer que la commission de l'infraction de blanchiment d'argent peut avoir lieu dans toutes sortes de pays, qu'ils soient des pays riches et industrialisés du Nord ou des pays en développement généralement pauvres¹⁷.

Mis à part la possibilité de déroulement de l'opération de blanchiment d'argent dans toutes sortes de pays, il convient de préciser qu'elle pourrait avoir lieu dans le pays d'origine des fonds illicites ou dans un autre pays d'où son extension à plusieurs pays. Dans ce dernier cas, l'opération de blanchiment d'argent est considérée comme une infraction de nature transnationale¹⁸.

¹⁴ Citons, à titre d'exemple, la Suisse, la Russie, la Grèce, la Colombie, Chypre et le Panama.

¹⁵ « D'une façon générale, il s'agit de l'obligation, pour l'ensemble des membres des organes de direction et de surveillance des établissements de crédit, ainsi que leurs employés exerçant une activité bancaire, de taire les informations de nature confidentielle qu'ils détiennent sur leurs clients ou des tiers » : Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, *Le secret bancaire : approches nationale et internationale*, Paris, Revue Banque Édition, 2013, p. 14.

¹⁶ Un compte numérique est un compte représenté par un numéro ou un code donné et dont le nom et l'identité de son titulaire sont connus par un nombre restreint de personnes dans la banque.

¹⁷ Daoud Y. SOBH, *Le blanchiment d'argent et le secret bancaire*, Liban, SADER Éditeurs, 2002, p. 259.

Traduction :

لا تقتصر مشكلة تبييض الأموال على بلد دون غيره، فهي منتشرة في أغلبية الدول، سواء في الدول الغنية أو ما يسمى الدول الصناعية الكبرى أو المتقدمة أو دول الشمال، أم في الدول الفقيرة أو دول الجنوب، أو ما يسمى دول العالم الثالث

¹⁸ « [...] [u]ne infraction est de nature transnationale si: a) Elle est commise dans plus d'un État; b) Elle est commise dans un État mais qu'une partie substantielle de sa préparation, de sa planification, de sa conduite ou de son contrôle a lieu dans un autre État; c) Elle est commise dans un État mais implique un groupe criminel organisé qui se livre à des activités criminelles dans plus d'un État; ou d) Elle est commise dans un État mais a des effets substantiels dans un autre État. » : NATIONS UNIES, office des nations unies contre la drogue et le crime, *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant*, en ligne : <<https://www.unodc.org/pdf/cld/TOCebook-f.pdf>> (consulté le 22 novembre 2017).

3. Blanchir de l'argent, « c'est facile ! »

En raison de leur énorme capacité financière, de leur créativité et de leur recours à une main d'œuvre hautement qualifiée dans divers domaines tels la comptabilité, le droit et la politique, les organisations criminelles n'ont depuis toujours et jusqu'à l'heure actuelle cessé d'atteindre leur objectif privilégié : blanchir le plus d'argent avec le moindre risque de soupçon et de détection.

Parallèlement à cette série de prérogatives, nous ne pouvons pas nier le fait que : « la mondialisation ainsi que le progrès technologique, tant dans le domaine des télécommunications que dans la diversification des systèmes de paiement [ont fini par présenter] de nouvelles possibilités aux réseaux criminels. »¹⁹ C'est ainsi que, « [w]ith the proliferation of technology and new instruments within the financial system, more and more opportunities will arise for money-laundering »²⁰.

À partir de l'ensemble de ces avantages susmentionnés, nous pouvons malheureusement affirmer que :

« [l]e blanchiment semble désormais entré dans une nouvelle période caractérisée par sa généralisation et sa banalisation, lesquelles témoignent de son intégration par le système économique et financier global.

Cette mutation résulte de trois phénomènes indépendants, à l'origine, des uns des autres :

- la réussite des stratégies d'infiltration mises en œuvre par les grandes organisations criminelles ;
- la mondialisation économique et financière ;
- le rapide développement des nouvelles technologies de l'information. »²¹

¹⁹ G. BRAYER et CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ, préc., note 4, p. 15.

²⁰ Vito TANZI, « Macroeconomic aspects of offshore centres and the importance of money-laundering in offshore financial flows », dans Ian HAMILTON FAZEY, NATIONS UNIES, office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et GLOBAL PROGRAMME AGAINST MONEY-LAUNDERING, *Attacking the profits of crime : drugs, money and laundering : a panel discussion held at the United Nations, New York on 10 June 1998*, Vienna, United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention, 1998, p. 12, à la page 13.

²¹ Philippe BROYER, *Criminalité financière*, Paris, Éditions d'Organisation, 2002, p. 27-28.

B. Les sources du blanchiment d'argent

1. Une infraction initiale

Le crime de blanchiment d'argent est considéré comme un délit intentionnel de conséquence parce qu'il constitue un acte dont l'existence et la répression dépendent de la reconnaissance officielle du caractère criminel ou délictuel de l'infraction initiale qui le précède. À défaut de celle-ci, le blanchiment d'argent ne pourra pas être juridiquement établi. Par voie de conséquence, le crime de blanchiment d'argent retrouve son origine dans une « économie sale ».

2. La diversité des infractions initiales

« Contrairement à une idée encore trop largement répandue en ce début du XXI^e siècle, les trafics illégaux qui sont à l'origine des flux financiers du blanchiment ne se limitent pas aux stupéfiants, aux armes et à la prostitution »²². Par contre, ils englobent une large série d'infractions telles le trafic de drogue, le proxénétisme, le trafic d'êtres humains, le trafic d'organes, le trafic d'animaux, le vol, la fraude bancaire, l'escroquerie, le recel, l'abus de confiance et la corruption²³. Il convient de préciser que les infractions initiales²⁴ générant des capitaux illicites ne sont pas universelles et varient d'un pays à l'autre, dépendamment de la loi « anti-blanchiment » adoptée.

²² Jean-Pierre THIOLLET, *Beau linge & argent sale : fraude fiscale internationale et blanchiment des capitaux*, Croissy-sur-Seine, Anagramme Éditions, 2002, p. 78.

²³ Voir : O. JEREZ, préc., note 6, p. 25.

²⁴ Sur les infractions initiales, voir : GROUPE D'ACTION FINANCIÈRE SUR LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, *Rapport Annuel 1996-97*, n°8, 1997, en ligne : <<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/1996%201997%20FR.pdf>> (consulté le 17 juillet 2017).

C. Le processus du blanchiment d'argent

Le blanchiment d'argent est l'un des crimes les plus graves de l'époque moderne vu qu'il est composé d'un ensemble d'opérations financières et commerciales consécutives destinées à dissimuler la source illicite de l'argent mal gagné.

« D'une certaine façon, le processus [du blanchiment d'argent] a l'effet d'un filtre financier. Les fonds à dissimuler pénètrent à un bout de la machine et en ressortent à l'autre bien propres et consciencieusement déguisés. »²⁵

Cette opération complexe qui se matérialise par un cycle de transactions se déroule en trois stades : tout d'abord le placement, ensuite la dissimulation et finalement l'intégration. Nous évoquerons brièvement en quoi consiste chacune de ces trois phases :

1. Le placement

a) Définition

Le placement se caractérise par le débarras des capitaux générés du crime en les faisant intégrer dans les circuits commerciaux et/ou financiers. À ce stade, l'agent, conscient de l'illicéité de l'argent qu'il a en sa possession²⁶, cherche à trouver un moyen par lequel il serait possible d'injecter les liquidités présentes entre ses mains dans le cycle de l'économie légale.

Cette phase peut revêtir diverses formes, y compris le dépôt des fonds dans un compte, la conversion des fonds en tout autre devise ou leur échange contre d'autres modes de paiements (chèques de voyage et cartes de crédit) et l'achat de biens meubles et/ou immeubles de grande valeur (voitures de luxe et antiquités rares). L'ensemble de ces opérations financières est souvent réalisé dans des États pratiquant une stratégie économique de offshoring ou de paradis fiscal.

²⁵ Mario POSSAMAI, *Le blanchiment de l'argent au Canada : Duvalier, Ceausescu, Marcos, Carlos et les autres*, Laval, Guy Saint-Jean Éditeur Inc., 1994, p. 38.

²⁶ Fadia K. BAYDOUN, *La corruption et le blanchiment d'argent*, Manshourat AlHalabi Alhoukoukiya, 2013, p. 102.

Traduction :

يقوم الغاسل بتحويل المال القذر إلى إيداعات مصرفية أو يقوم بعمليات مالية، مع العلم بأن مصدر أمواله غير مشروع

« L'expérience a prouvé que le maillon le plus faible dans la voie du processus du blanchiment d'argent est l'étape du placement puisqu'au cours de cette dernière la détection du produit²⁷ résultant du trafic illicite est facilement percevable »²⁸.

b) Éléments clés du stade de placement

Dans son rapport²⁹, le Groupe d'action financière (GAFI) a énuméré les éléments clés du stade de placement au Canada : « 1. Exportations de numéraire 2. Bureaux de change utilisés pour convertir des petites coupures en plus grosses 3. Chèques au porteur et transferts télégraphiques utilisés pour transférer les fonds à l'étranger »³⁰.

Dans ce même rapport, le GAFI a mis l'accent sur les services qu'offrent les bureaux de change aux criminels. Cette gamme de services englobe :

« (a) des services de change qui peuvent servir à acheter ou vendre des devises, ainsi que l'échange de paquets de billets de banque de faible valeur faciale contre des billets de gros montants, (b) l'échange d'instruments financiers comme les chèques de voyage, les eurochèques, les mandats et les chèques de particuliers, enfin (c) les mécanismes de virement télégraphique. »³¹

Mis à part cette liste considérable de services, le fait que les bureaux de change ne sont ni soumis à une réglementation stricte ni munis d'un système de contrôle interne, a également encouragé le déroulement concret des opérations de blanchiment d'argent³².

²⁷ Nous renvoyons par ce terme à la grande quantité de monnaie en espèces présente entre les mains des blanchisseurs.

²⁸ Ahmad SAFAR, *Les banques et le blanchiment d'argent : pratiques arabes et étrangères*, Union des banques arabes, 2001, p. 38.

Traduction :

وفي أي حال لقد ثبت بالتجربة والبرهان أن الحلقة الأضعف في مسار عملية التبييض هي مرحلة التوظيف التي يسهل خلالها اكتشاف أمر المتحصلات الناتجة عن الاتجار بالممنوعات

²⁹ GAFI, préc., note 24.

³⁰ O. JEREZ, préc., note 6, p. 143.

³¹ GAFI, préc., note 24.

³² Il convient de préciser qu'avec l'entrée en jeu des lois relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, plusieurs obligations ont été imposées aux bureaux de change. L'art. 5 de la *Loi libanaise n°44 du 24 novembre 2015 relative à la Lutte contre le Blanchiment des capitaux et le Financement du terrorisme* a par exemple obligé plusieurs institutions, y compris les bureaux de change d'obéir à un certain nombre d'obligations telles l'application des procédures de diligence nécessaires sur les clients et la conservation des copies des documents connexes de toutes les opérations pendant une période déterminée.

2. La dissimulation

a) Définition

La phase de dissimulation est la phase la plus compliquée du processus de blanchiment d'argent qui se matérialise par le recours de l'agent à une série d'opérations successives amplement susceptibles d'ébranler les équilibres économiques dans le système financier. Le but derrière ces opérations est de brouiller l'origine frauduleuse de l'argent ainsi que la piste de vérification. Il convient de préciser que la plupart des opérations effectuées sont liées à des comptes ouverts dans des banques offshores³³ ou dans des pays considérés comme des paradis financiers³⁴.

L'objet de cette phase consiste, d'une part à rendre les investigations et les recherches compliquées et de l'autre, à affaiblir la supervision et le contrôle des autorités sur les opérations effectuées.

Au cours de cette phase, les fonds sont transférés par voie maritime, terrestre ou aérienne d'un endroit à l'autre dans un même pays ou d'un pays à l'autre. C'est à partir de là que nous pouvons dire que la phase de dissimulation est nature internationale.

b) Méthodes de dissimulation

³³ « Banque Offshore se dit d'une banque située à l'extérieur du pays de résidence du propriétaire des fonds. En général la banque offshore est une domiciliation bancaire dans une région au taux d'imposition faible, à la législation souple et bénéficiant d'une culture de discrétion proche du secret bancaire » : Frederic ROUSSELET, « Définition : Banque Offshore », *Bethelfinance.com*, 23 octobre 2012, en ligne : <<http://www.bethelfinance.com/fr/banque-offshore/>> (le 15 avril 2018) ; « Ces banques présentent une garantie quasi absolue pour leurs clients : elles ne risquent pas de révéler des informations concernant ceux-ci dans la mesure où il n'est pratiquement jamais posé aucune question aux clients sur leur état civil, leur(s) résidence(s), leurs activités, que ce soit lors de l'entrée en relation ou par la suite » : Philippe BROYER, préc., note 21, p. 215.

³⁴ Les principales caractéristiques d'un paradis financier parfait sont les suivantes : « refus absolu de communiquer des informations fiscales à d'autres pays, disponibilité de sociétés instantanées, législation garantissant le secret des sociétés, excellentes communications électroniques, législation stricte sur le secret bancaire, important trafic touristique justifiant de gros mouvements d'argent liquide, [...] gouvernement relativement insensible aux pressions extérieures [...] » : Jack A. BLUM, NATIONS UNIES, office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et NATIONS UNIES, programme pour le contrôle international des drogues, *Paradis financiers, secret bancaire et blanchiment d'argent*, vol. 8, coll. « Technical Series du PNUCID », New York, Nations Unies, office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, 1999, p. 19.

Les méthodes les plus importantes adoptées aujourd'hui par les blanchisseurs pour la compilation de leurs capitaux sont celles relatives aux transferts électroniques et télégraphiques réalisés au sein du secteur bancaire ;

« [c]es transferts offrent aux blanchisseurs une série d'avantages les aidant à effacer l'origine criminelle de leurs opérations comme par exemple : la célérité dans l'accomplissement et l'exécution des transferts, l'aptitude à dissimuler le nom entre un nombre considérable de transferts électroniques se déroulant tout au long de l'année. »³⁵

Mis à part le recours à la technique des transferts des capitaux d'origine illicite, la dissimulation peut se matérialiser par le recours aux sociétés-écrans³⁶ ou par l'achat d'actions et d'investissements via les courtiers.

Finalement, cette phase peut se réaliser par la vente de ce qui a été acheté durant la phase du placement (les œuvres d'art, les bijoux, les métaux précieux, les voitures de luxe, etc.) et l'effectuation du paiement par chèque, et ce, dans le seul but de rompre le lien existant entre l'argent illicite et sa source.

c) Éléments clés du stade de dissimulation

Dans son rapport, le GAFI a énuméré les éléments-clés de la phase de dissimulation au Canada. Parmi ces éléments citons à titre d'exemple la création d'un ensemble complexe de sociétés-écrans dans plusieurs pays. Pour le GAFI, ces sociétés :

« [...] permettent de masquer l'identité du propriétaire réel des fonds. [L]eur comptabilité est souvent d'un accès plus difficile pour les autorités parce que ces sociétés sont situées dans des zones extraterritoriales ou appartiennent à des professionnels invoquant le secret et ceux qui les gèrent agissent sur instructions anonymes et à distance. »³⁷

³⁵ A. SAFAR, préc., note 28, p. 39.

³⁶ « La société écran est une société constituée par un individu ne désirant pas faire apparaître son nom. Généralement créée dans un pays où existe le secret bancaire, la société écran achète les parts ou actions de la société qui déploiera l'activité commerciale ou industrielle effective. [...] Société ou fondation sans activité commerciale ou industrielle dans le pays du siège social. » : É. VERNIER, préc., note 11, p. 170.

³⁷ GAFI, préc., note 24.

3. L'intégration

Enfin, la phase de l'intégration consiste à réinjecter l'argent dans les marchés financiers et de les mettre à l'abri du moindre soupçon. Cette phase « [...] perme[t] de rendre productif l'argent du crime d'une manière 'conforme au marché' »³⁸. C'est à partir de là que nous pouvons parler d'une « utilisation de l'argent de façon profitable et respectable »³⁹. Bref, la phase de l'intégration consiste à introduire l'argent acquis illégalement dans le cycle économique légal.

Conformément au rapport du GAFI, la phase de l'intégration prend, au Canada, la forme de « fonds transférés sous forme de prêts à des sociétés au Canada et aux USA ou investis dans des programmes immobiliers légaux »⁴⁰.

Finalement, cette phase est la plus tranquille et la moins risquée⁴¹ du processus du blanchiment d'argent puisque les fonds illicites finissent par être combinés avec d'autres licites.

4. Conclusion

Pour conclure, il convient de préciser que les trois phases susmentionnées constituent un même processus composé d'activités liées et interdépendantes. Toutefois, il est possible de manquer à une d'elles ou de poursuivre d'autres voies, voire même de nouvelles façons, tant que celles-ci aboutissent à la réalisation de l'opération de blanchiment de l'argent sale ; « [n]ot

³⁸ Jean VANEMPTEN et Ludwig VERDUYN, *Blanchiment: mode d'emploi*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, 1997, p. 7.

³⁹ O. JEREZ, préc., note 6, p. 127.

⁴⁰ *Id.*, p. 143.

⁴¹ En tout cas, s'il était possible de contrôler le mouvement et l'activité des produits financiers du trafic illicite d'une manière ou d'une autre au cours des deux premières phases, le placement et la dissimulation, il devient extrêmement difficile au cours de cette dernière étape, l'intégration, de pouvoir différencier les fonds légitimes des fonds illégitimes : A. SAFAR, préc., note 28, p. 40.

Traduction :

وفي أي حال إذا كان ممكنا مراقبة حركة المتحصلات المالية غير المشروعة بصورة أو بأخرى خلال المرحلتين الأوليين التوظيف والتجميع، فإنه يصبح من الصعوبة البالغة خلال مرحلة الدمج الأخيرة إمكان التفريق بين الأموال المشروعة والأموال غير المشروعة

all money-laundering transactions involve all three distinct phases, and some may indeed involve more (van Duyne 2003) »⁴².

Tout dépend alors des circonstances dans lesquelles a lieu l'opération de blanchiment d'argent, de la qualité des personnes détentrices des fonds illégaux, du montant de l'argent destiné à être blanchi et des systèmes juridiques adoptés.

D. Les techniques de blanchiment d'argent

Le blanchiment d'argent est un phénomène mondial qui fait appel à des techniques nombreuses et très spécialisées capables de dissimuler l'origine illicite de l'argent généré par les criminels. Le but derrière ces techniques est de conférer à l'argent sale une apparence respectable et légale.

En effet, « les techniques de blanchiment ne sont pas inscrites dans la pierre et changent constamment »⁴³. Nous examinerons ci-dessous une série des techniques auxquelles les blanchisseurs d'argent ont le plus souvent recours :

1. L'affinage

Cette technique de blanchiment d'argent renvoie à la conversion de petites coupures (par exemple des billets de 5\$ ou de 10\$) en coupures plus grosses (par exemple des billets de 50\$ ou de 100\$). Le recours à cette technique, conforté le plus souvent par les actions de change de devises, trouve sa justification dans le fait qu'une quantité considérable de petites coupures est capable de déclencher le doute lors de son intégration dans le système financier légal.

Il convient de préciser que l'affinage est le plus souvent lié au trafic de stupéfiants vu que les « dealers » accumulent de considérables sommes d'argent en petites coupures au cours de la

⁴² Peter REUTER et Edwin M. TRUMAN, *Chasing dirty money: the fight against money laundering*, Washington, DC, Institute for International Economics, 2004, p. 25.

⁴³ M. KOUTOUZIS et J-F. THONY, préc., note 10, p. 10.

vente de leur marchandise illégale ; il est bien évidemment compliqué et difficile pour eux de véhiculer de grosses sommes en espèces.

2. Le fractionnement et le schtroumpfage

Le fractionnement et le schtroumpfage renvoient à des dépôts et à des retraits divers, structurés et habituels en espèces de sommes inférieures au seuil de déclaration. Ces opérations se réalisent par l'intermédiaire de différentes personnes⁴⁴ au cours d'une courte période de temps et dans différentes succursales bancaires situées dans un même pays.

Dans leur ouvrage, Margaret Beare et Stephen Schneider ont employé les termes suivants pour référer à ces deux techniques de blanchiment : « structuring and smurfing »⁴⁵ ;

« [a] money-laundering technique closely associated with the use of nominees is 'smurfing', which involves spreading cash deposits across different accounts (and, in some cases, different branches or deposit institutions) by using a number of money couriers [...]

Structuring [...] is an integral part of smurfing. [It] refers to a process whereby large cash deposits and other transactions are broken down into smaller amounts to avoid suspicion associated with large amounts of cash. »⁴⁶

3. Le dépôt de l'argent dans un paradis fiscal

« Grâce à la loi du silence qui prévaut dans les paradis fiscaux il serait virtuellement impossible de découvrir qui [sont les véritables détenteurs de comptes], quelles sont [leurs] activités et le montant de [leurs] comptes en banque. Tout ceci constitue un ensemble de facteurs très alléchants pour qui veut blanchir d'énormes sommes d'argent. »⁴⁷

⁴⁴ « The objective of this laundering technique is to avoid transactions involving large amounts of cash by spreading the funds among a sizeable number of individuals, financial institutions, and accounts. »: Margaret BEARE et Stephen SCHNEIDER, *Money laundering in Canada: chasing dirty and dangerous dollars*, Toronto, University of Toronto Press, 2007, p. 83-84.

⁴⁵ *Id.*, p. 84.

⁴⁶ *Id.*

⁴⁷ M. POSSAMAI, préc., note 25, p. 40-41.

Possédant de nombreuses caractéristiques, les paradis bancaires et fiscaux⁴⁸ forment les terrains de jeu préférés des blanchisseurs d'argent puisqu'ils camouflent les points de départ et d'arrivée de leurs capitaux. De leurs caractéristiques, citons à titre d'exemple : la possibilité d'ouverture de comptes anonymes, le maintien d'un secret bancaire strict et absolu, un taux d'imposition particulièrement attrayant, « [le] refus absolu de communiquer des informations fiscales à d'autres pays, [la] disponibilité de sociétés instantanées, [d'] excellentes communications électroniques [et finalement un] important trafic touristiques justifiant de gros mouvements d'argent liquide. »⁴⁹

4. Les casinos

« Les casinos utilisent divers instruments de valeur pour faciliter la pratique du jeu par leurs clients. Les instruments de valeur les plus courants sont les jetons de diverses valeurs utilisés à la place des espèces pour faciliter les opérations de jeu.

Les instruments de valeur des casinos sont utilisés aux étapes du placement et de la dispersion de l'activité de blanchiment d'argent. Généralement, les fonds illicites sont placés lorsqu'ils sont utilisés pour acheter des jetons et sont ensuite dispersés lorsqu'après quelques opérations de jeu, les jetons sont remboursés au moyen d'un chèque du casino. On crée ainsi l'illusion que les fonds proviennent d'une source légitime. »⁵⁰

C'est pour cette raison avancée ci-dessus que les casinos, ainsi que d'autres activités liées au jeu comme les paris clandestins, continuent à être associés au blanchiment d'argent puisqu'ils sont en mesure de justifier la possession d'une fortune récemment acquise et n'ayant pas d'origine légitime apparente.

⁴⁸ Sur l'histoire des paradis fiscaux, voir : Christian CHAVAGNEUX et Ronen PALAN, *Les paradis fiscaux*, 4^e éd., coll. « Repères », Paris, La Découverte, 2016.

⁴⁹ J. A. BLUM, NATIONS UNIES, office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et NATIONS UNIES, programme pour le contrôle international des drogues, préc., note 34, p. 19.

⁵⁰ GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Typologies et tendances en matière de blanchiment d'argent dans les casinos canadiens*, en ligne : <<http://www.canafe-fintrac.gc.ca/publications/typologies/2009-11-01-fra.asp#s4-1>> (consulté le 1 décembre 2017).

« Le blanchiment d'argent favorise la corruption et déstabilise l'économie des pays vulnérables. De plus, il compromet l'intégrité des institutions et des systèmes financiers légitimes et procure au crime organisé les fonds requis pour entreprendre d'autres activités criminelles. Il est donc essentiel de lutter contre le blanchiment d'argent. »⁵¹

II. La lutte contre le blanchiment d'argent

Compte tenu de la gravité et de l'ampleur des effets dévastateurs du crime de blanchiment d'argent, plusieurs organisations internationales et États ont décidé de légiférer en matière de lutte contre ledit crime.

C'est à partir de cette idée que nous réserverons notre première partie (A) à l'énumération et à l'étude des principaux instruments internationaux adoptés par la communauté internationale. Quant à la seconde partie (B), nous la consacrerons à l'étude respective des dispositifs anti-blanchiment adoptés au Liban et au Canada.

A. Les instruments internationaux

1. La prise de conscience de la communauté internationale

« La lutte contre les bénéfices, profits et revenus illicites [...] doit s'inscrire comme la priorité première des États, des nations. [...] Cela nécessite une prise de conscience à laquelle les États ont répondu, certes depuis 1989, au sommet de l'Arche. Les États, le Groupe d'action financière, l'OCDE, la communauté internationale ont finalement réussi à mettre en œuvre des dispositions et réglementations destinées à prévenir et à lutter contre ce phénomène. »⁵²

Au cours de ces dernières années, les intérêts internationaux, régionaux et locaux se sont concentrés sur la lutte contre le blanchiment d'argent, un des principaux crimes mondiaux.

⁵¹ GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Rapport annuel de CANAFE*, Ottawa, Centre d'analyse des opérations et déclarations du Canada, 2002, p. 10.

⁵² O. JEREZ, préc., note 6, p. 18.

Dans le cadre de cette campagne de lutte occupant une place prépondérante sur la scène internationale, les États-Unis⁵³ ont joué le rôle de leader et ont inspiré le reste des pays à prendre part dans cette vague de lutte anti-blanchiment⁵⁴.

2. Les principaux textes internationaux

a) La Convention de Vienne

i) Première convention internationale

La première convention internationale régissant la lutte contre le blanchiment des capitaux issus notamment du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes⁵⁵ fut ratifiée à Vienne le 20 décembre 1988 et entrée en vigueur le 11 novembre 1990.

La Convention de Vienne cherche à appuyer et à compléter l'ensemble des dispositions et des mesures prévues dans les conventions précédentes, notamment la Convention unique sur les stupéfiants de 1961⁵⁶ et la Convention sur les substances psychotropes de 1971⁵⁷.

ii) Buts de la convention

⁵³ « Au niveau national, le pays le plus actif en ce domaine reste les États-Unis. Sa tradition de lutte contre le blanchiment a commencé par la création du 'Bank Secrecy Act' dans les années 1970, et s'est poursuivie en 1986 avec le 'Money Laundering Control Act', jusqu'aux attentats terroristes en 2001 qui ont grandement renforcé les mesures anti-blanchiment » : Ivelin BODUROV, *Les transferts de fonds virtuels – une technologie innovatrice et un moyen potentiel de blanchiment d'argent*, travail dirigé, Montréal, Faculté des Arts et des Sciences, Université de Montréal, 2016, p. 24.

⁵⁴ D. Y. SOBH, préc., note 17, p. 15.

Traduction :

كانت الولايات المتحدة الأميركية رائدة في قيادة هذه الحملة ثم تبعتها باقي الدول حالما توضحت الرؤيا حول خطورة هذا النشاط غير المشروع

⁵⁵ Au Liban, la lutte contre ce trafic est règlementée par la *Loi n° 673 du 16 mars 1993 relative aux stupéfiants, aux hallucinogènes et aux psychotropes*.

⁵⁶ La Convention unique sur les stupéfiants de 1961 est amendée par le Protocole de 1972.

⁵⁷ « La Convention unique sur les stupéfiants (1961) et la Convention sur les substances psychotropes (1971) constituent les deux principaux traités internationaux qui régissent la lutte contre l'abus des drogues. En septembre 1982, 76 pays de toutes les régions du monde avaient ratifié la Convention sur les substances psychotropes, et 113 la Convention unique. Cette dernière est l'un des traités internationaux les plus largement reconnus » : GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL CHARGÉ D'Étudier LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, *Rapport du Groupe de travail international chargé d'étudier la Convention unique sur les stupéfiants de 1961: 20-24 septembre 1982*, Toronto, Addiction Research Foundation, 1983, p. 24.

Pour commencer, la Convention de Vienne a été le « premier texte international invitant les États à incriminer [le] phénomène [du blanchiment d'argent], à noter que cette sanction se limite aux capitaux issus du trafic de stupéfiants »⁵⁸. Deuxièmement, cette convention a été le premier texte international réussissant à établir une définition juridique du blanchiment. Outre cela, elle a imposé l'incrimination de l'acquisition, de la détention ou de l'utilisation des biens de celui qui les acquiert, les détient ou les utilise et qui a connaissance, au moment où il les reçoit qu'ils proviennent d'une des infractions liées au trafic de drogue⁵⁹.

En effet, en vertu de cette convention, l'obligation d'incriminer le blanchiment des capitaux⁶⁰ devrait être établie, indépendamment du principe de double incrimination d'où la possibilité d'extradition entre les États signataires.

Finalement, cette convention qui pose des principes pour faciliter la coopération en matière d'enquêtes administratives, affirme le principe selon lequel le secret bancaire ne doit pas gêner les enquêtes pénales effectuées dans le cadre de la coopération internationale.

b) La Convention de Strasbourg

La convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime a été signée par les États de la communauté européenne à Strasbourg le 8 novembre 1990.

À la différence de la Convention de Vienne qui est uniquement liée au blanchiment d'argent généré par le trafic de drogue, la Convention de Strasbourg étend l'infraction de blanchiment d'argent à l'ensemble des produits générés de divers crimes⁶¹. Cette convention comporte une série de mesures et de procédures législatives relatives à la lutte contre le

⁵⁸ B. N. EL BANNA, préc., note 13, p. 204.

⁵⁹ Dans ce sens, voir : M. KOUTOUZIS et J.-F. THONY, préc., note 10, p. 13.

⁶⁰ Art. 3 de la Convention de Vienne.

⁶¹ « Le premier rapport avec le blanchiment de capitaux trouve son origine de longue date avec le trafic illicite de stupéfiants. Aujourd'hui, les gains mal acquis proviennent d'un large éventail d'activités criminelles » : Djazira MEHDI, *Les instruments de lutte contre le blanchiment d'argent en Algérie*, thèse de doctorat, Nice, Faculté de Droit et Science politique, Université Nice Sophia Antipolis, 2015, p. 5.

blanchiment d'argent. Les pays signataires de ladite convention peuvent s'inspirer de ces dernières lors de l'édiction de leurs propres règles.

c) La déclaration de Bâle

i) Objet de la déclaration

« Les criminels se servent du système financier pour effectuer des paiements et des transferts de compte à compte, pour occulter l'origine des fonds et l'identité de leur véritable propriétaire et pour dissimuler des billets de banque dans des coffres »⁶².

À partir de là, il a été nécessaire, voire même primordial, aux autorités d'empêcher l'utilisation du système bancaire à des fins de blanchiment de fonds d'origine criminelle. C'est dans ce cadre qu'une déclaration de principe a été adoptée par le Comité de Bâle le 12 décembre 1988 sous le nom de la Déclaration de Bâle. Le but de cette dernière est alors d'empêcher les banques de se tenir comme des canaux facilitant la commission de l'opération de blanchiment d'argent.

ii) Principes de la déclaration

Des principes de base visant à faire échec aux opérations de blanchiment des capitaux touchant intimement le système bancaire, citons les suivants : l'identification du client, le respect des lois et règlements concernant les opérations financières et la coopération avec les autorités de détection et de répression, dans les limites des lois posées par les règles en vigueur en matière d'obligations de confidentialité⁶³.

Il convient de préciser que « ce texte n'a en fait aucune obligation juridique, mais permet la mise en œuvre de solutions donnant à ces principes valeur d'obligation »⁶⁴.

⁶² O. JEREZ, préc., note 6, p. 39.

⁶³ Dans ce sens, voir : Denis SAMUEL-LAJEUNESSE et GROUPE D'ACTION FINANCIÈRE SUR LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, *La lutte contre le blanchiment de capitaux : rapport demandé par les chefs d'États lors du Sommet de l'Arche*, Paris, La Documentation Française, 1990.

⁶⁴ O. JEREZ, préc., note 6, p. 179.

d) La Convention de Palerme

La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ou Convention de Palerme a été signée en décembre 2000 à Palerme.

L'article premier de cette convention dispose ce qui suit : « L'objet de la présente convention est de promouvoir la coopération afin de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée. »

L'idée pouvant être dégagée du corps du texte de cet article est que la Convention de Palerme ne peut s'appliquer que dans la stricte mesure où les trois conditions suivantes soient cumulativement remplies : « que l'infraction soit établie par la convention ; que cette infraction soit transnationale et qu'un groupe criminel organisé y soit impliqué. »⁶⁵

e) Les recommandations du GAFI

i) Création et mission du GAFI

Le Groupe d'action financière internationale (GAFI) est un organisme intergouvernemental créé en 1989 lors du sommet de l'Arche à Paris par les sept principaux pays industrialisés, le G7⁶⁶. Le GAFI se compose actuellement de 35 pays et territoires⁶⁷, ainsi que de deux organisations régionales⁶⁸. Cet organisme intergouvernemental regroupe des experts juridiques, financiers et opérationnels désignés par ses membres.

La mission essentielle de cet organisme consiste à combattre le crime du blanchiment d'argent par le développement et la promotion de normes et de politiques relatives à cette fin. Pour les États membres, le rôle du GAFI consiste à surveiller le développement de leurs

⁶⁵ Jean-Paul LABORDE, *État de droit et crime organisé : les apports de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée*, coll. « États de droits », Paris, Dalloz, 2005, p. 154.

⁶⁶ Les États-Unis, le Canada, le Japon, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie.

⁶⁷ Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chine, République de Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hong Kong – Chine, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Malaisie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume des Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse et Turquie.

⁶⁸ Le Conseil de coopération du golfe et la Commission Européenne.

stratégies nationales anti-blanchiment et le suivi de leurs progrès réalisés en matière d'application des mesures de lutte anti-blanchiment.

ii) Quarante recommandations du GAFI

Cet organisme intergouvernemental a élaboré en 1990 quarante recommandations⁶⁹ couvrant tous les aspects de la lutte contre le blanchiment. Le but de ces recommandations est de servir comme un outil d'aide aux législateurs nationaux lors de la promulgation de leurs propres lois nationales.

« [...] Les 40 recommandations du GAFI contre le blanchiment, adoptées en 1990, puis révisées en 1996 et 2003 et complétées, après les événements de septembre 2001, par 9 recommandations spéciales contre le financement du terrorisme, sont devenues la norme internationale de référence. »⁷⁰

Le fait que lesdites recommandations ont fait l'objet de plusieurs révisions est tout à fait raisonnable puisqu'elles doivent rester adaptées aux nouveaux risques nés de l'évolution du système financier et des nouvelles pratiques de la criminalité organisée.

Voici une gamme des mesures prévues par le GAFI :

- L'abolition des lois relatives à la protection excessive du secret bancaire ;
- L'instauration des régimes de supervision et d'autorisation dans les secteurs financier et non financier ;
- La création d'une unité de renseignement financier responsable de l'examen et de l'analyse des transactions suspectes.

En effet, une nouvelle série de mesures a vu le jour à la suite de la deuxième révision. De ces mesures citons à titre d'exemple l'adoption d'une définition plus rigoureuse du devoir de vigilance relatif à la clientèle au sein des institutions financières et l'adoption d'une norme plus rigoureuse pour les infractions sous-jacentes du blanchiment de capitaux.

⁶⁹ Pour le texte de ces recommandations, voir, en ligne :

<<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/pdfs/FATF%20Recommendations%202012.pdf>> (consulté le 28 avril 2018).

⁷⁰ G. BRAYER et CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ, préc., note 4, p. 19-20.

iii) Liste noire

À chaque année, le GAFI établit une liste⁷¹ identifiant les pays et les territoires aux politiques anti-blanchiment déficientes.

Lors de sa réunion en mars 2000, cet organisme a publié 25 critères le guidant à classer les pays selon leur coopération dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent. Pour Olivier Jerez, 4 critères sont capables de récapituler l'esprit des critères établis par le GAFI : « [...] un taux d'imposition très bas ou nul, des avantages fiscaux spécifiques pour les résidents étrangers, un manque de transparence dans le système fiscal, une forte réticence à communiquer des informations »⁷².

À la suite de la mise en pratique de ces critères permettant le classement des pays, le GAFI a publié en juin 2000 la première liste noire incluant 15 pays et territoires non coopératifs⁷³ en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, y compris le Liban⁷⁴. En effet, deux raisons majeures étaient derrière la mention de ce pays⁷⁵ : l'absence d'une réglementation libanaise relative à la lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que l'adoption d'un secret bancaire extensif.

Il a fallu attendre jusqu'en 2001 pour que le Liban décide de promulguer une loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent fortement inspirée des recommandations et des normes prévues par l'ensemble des instruments internationaux susmentionnés. Par voie de conséquence et à la suite de l'assemblée générale du GAFI tenue à Paris du 15 au 19 février, le Gouverneur de la Banque du Liban a annoncé que le GAFI a fini par considérer le Liban

⁷¹ Le principe du « naming and shaming » repose sur le fait de désigner et de faire la honte des pays qui ne respectent pas la règle. Par cette expression, les organisations internationales telles l'OMC et le GAFI procèdent à la dénonciation ou à l'accusation publique des pays dérogeant aux règles et aux principes (Gafi établit une liste noire des pays non coopératifs en matière de blanchiment d'argent) ; Dans ce sens, voir : Thierry GODEFROY et Pierre LESCOUMES, *Le capitalisme clandestin : l'illusoire régulation des places offshore*, Paris, Découverte, 2004, p. 169.

⁷² O. JEREZ, préc., note 6, p. 103.

⁷³ Nauru, Bahamas, les Îles Caïmans, Philippines, St-Christophe-et-Nièves, les Îles Marshall, Israël, la Dominique, Panama, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Liechtenstein, la Russie, Niue et les Îles Cook.

⁷⁴ Le nom du Liban a figuré sur cette liste le 22 juin 2000 et a été supprimé le 21 juin 2002.

⁷⁵ Tout pays désirant retirer son nom de la liste noire doit adopter une législation anti-blanchiment.

comme étant un des pays remplissant toutes les conditions requises par les normes et les règlements internationaux anti-blanchiment et qu'il ne fera plus l'objet d'aucune réclamation⁷⁶. La promulgation de la loi « anti-blanchiment » libanaise a alors joué un rôle clé à cet égard.

Dans ce cadre, il serait intéressant de préciser que la mention d'un pays sur la liste noire du GAFI a bien évidemment des répercussions néfastes sur ce pays⁷⁷ telles l'exercice d'une vérification minutieuse et d'un contrôle renforcé de la part des banques situées au sein des pays membres du GAFI sur toutes les opérations financières émises par ce pays accusé de non coopération en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

En effet, tout pays désirant retirer son nom de la liste noire devrait déployer des efforts considérables à cette fin. Une fois fournis, ces efforts permettront au GAFI de décider la suppression du pays de la liste noire. Cette mesure de suppression joue un rôle considérable à l'égard du redressement du secteur bancaire du pays, le renforcement de sa réputation financière et son éloignement des complications et des problèmes⁷⁸ auxquels ses banques et ses institutions financières faisaient face auparavant.

Après avoir énuméré et détaillé le contenu des recommandations et des textes internationaux anti-blanchiment, est venu le tour d'étudier les dispositifs anti-blanchiment Libanais et Canadien.

⁷⁶ « Le Liban répond aux exigences de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme », *Annahar Newspaper*, 22 février 2016.

Traduction :

إثر إنتهاء الجمعية العمومية لمجموعة غافي المعنية بمكافحة تبييض الأموال ومكافحة تمويل الإرهاب والتي عقدت في باريس بين ١٥ شباط الجاري و ١٩ منه، أعلن حاكم مصرف لبنان رياض سلامة أن مجموعة غافي أكدت في بيانها الختامي أن لبنان يستوفي كل الشروط المطلوبة حيال القانون والممارسة لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وسلاح الدمار الشامل، ولن يكون هناك أي مطالبة أو متابعة تتعلق بلبنان

; Toni SAADE, « Le Liban dira-t-il adieu au secret bancaire? », *Al-Iktissad Al-Jadeed*, n°8, août 2016, p. 16

Traduction :

وعلى ضوء هذه الخطوات، أعلنت مجموعة "غافي" المعنية بمكافحة تبييض الأموال والإرهاب أن لبنان يستوفي كل الشروط المطلوبة من حيث الممارسة والقانون ولن يكون هناك أي مطالبة أو متابعة تخص لبنان

⁷⁷ Sur les répercussions négatives, voir : « Il n'est pas vrai de dire que le secret bancaire a été aboli », *Al Bayan*, n° 540, novembre 2016, p. 44. (Traduit)

⁷⁸ A. SAFAR, préc., note 28, p. 183.

Traduction :

شطب اسم لبنان من لائحة الدول غير المتعاونة في مكافحة تبييض الأموال سيؤثر على تعزيز سمعته المالية ودعم قطاعه المصرفي والمالي، وكذلك إلى تجنبه التعقيدات التي ستواجهها مصارفه ومؤسساته المالية في علاقتها مع الخارج

B. Les dispositifs anti-blanchiment Libanais et Canadien

« L'attention fournie à la lutte contre le blanchiment d'argent sale ne se limite plus à la fourniture de conseils ou à l'émission de recommandations, comme ce fut le cas dans les pays industriels avancés, mais ceci a été dépassé et s'est concrétisé par des interventions directes et indirectes au niveau des législations internes, des lois et des règlements des États. »⁷⁹

Ainsi, les textes internationaux relatifs à la lutte contre le blanchiment d'argent ont fini par inspirer les législateurs nationaux lors de l'édiction de leurs propres règles nationales⁸⁰ anti-blanchiment.

Nous étudierons ci-dessous les textes législatifs et les mesures anti-blanchiment adoptés par le Liban (1) et le Canada (2).

1. Au Liban

a) Aperçu sur le Liban

L'emplacement géographique du Liban, son système économique libre, ses relations vastes à tous les niveaux : local, régional et international et son adoption du mécanisme du secret bancaire ont tous formé des éléments d'attraction pour les capitaux étrangers et été à l'origine de la croissance et de la prospérité du pays. Cependant, l'ensemble de ces attributs a fini par rendre du Liban un pays recherché par les mafias internationales cherchant à blanchir leur argent.

⁷⁹ *Id.*, p. 20.

Traduction :

لم يعد الإهتمام بمكافحة تبييض الأموال الملوثة مقتصرًا على إبداء نصائح أو إصدار توصيات، كما كانت عليه الحال مع الدول الصناعية المتقدمة تحديداً، بل تعداهما إلى ضغوطات، بل تدخلات مباشرة وغير مباشرة في تشريعات الدول الداخلية وقوانينها وأنظمتها

⁸⁰ Les premières lois nationales destinées à lutter contre le blanchiment d'argent ont été adoptées en 1996 : *la Loi française n° 96-392 du 13 mai 1996 relative à la lutte contre le blanchiment et le trafic des stupéfiants et à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation des produits du crime*, la *Loi fédérale suisse concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme* en 1997.

Voulant mettre une limite à cette situation, le Liban n'a pas longtemps attendu pour prendre action et prêter une attention particulière à la lutte contre le phénomène du blanchiment d'argent. Des mesures adoptées par ce pays, les suivantes :

- A- L'approbation de la Convention des Nations Unies de 1988 en vertu de la loi n° 95/426 ;
- B- La préparation d'un projet spécial de lutte contre le blanchiment d'argent ;
- C – La Convention de prudence et de précaution ;
- D – La Loi n° 98/673⁸¹ (*Loi sur les stupéfiants et les substances psychotropes*) ;
- E – La circulaire n° 98/30 de l'Association des banques du Liban.⁸²

À l'époque de leur adoption, ces mesures étaient bien évidemment dotées d'une importance majeure en matière de lutte contre la criminalité. Cependant et après un certain temps, elles n'étaient plus aptes à se porter garantes de l'efficacité de la lutte contre le blanchiment d'argent. Cette situation a demeuré jusqu'au temps où :

« [I]e gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salameh, après avoir été classé parmi les meilleurs dirigeants des banques centrales dans le monde [...] a souligné la nécessité d'appliquer au Liban les normes internationales et de publier les règlements nécessaires pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la région »⁸³.

Il a fallu attendre jusqu'en 2001 pour que le Liban décide de marcher sur les pas de la communauté internationale dans le but de promulguer une loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent. Le 20 avril 2001, la *Loi n° 318 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux* fut adoptée.

⁸¹ La Loi n° 673 du 16 mars 1998 a incorporé le terme du blanchiment d'argent dans la législation libanaise.

⁸² Nadine CHARROUF, « Entre 590 milliards et 1 500 milliards de dollars le montant de fonds blanchis annuellement dans le monde », *Immar Wa Iktissad*, n° 280, octobre 2012, p. 8.

Traduction :

ومن أبرز الخطوات التي اعتمدها لبنان في سبيل مكافحة: أ - الموافقة على إتفاقية الأمم المتحدة لعام 1988 وذلك بموجب القانون رقم 426/95. ب - إعداد مشروع خاص لمكافحة تبييض الأموال: ج - إتفاقية الحيطرة والحذر: د - القانون رقم 673/98: (قانون المخدرات والمؤثرات العقلية والسلائف): ه - التعميم رقم 30/98 الصادر عن جمعية مصارف لبنان

⁸³ « Salameh à la 40ème session du Conseil des gouverneurs des banques centrales à Rabat : avec la promulgation de règlements nécessaires à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme », *Union des banques arabes*, n° 432, novembre 2016.

Traduction :

شدد حاكم مصرف لبنان رياض سلامة بعد تصنيفه بين أفضل حكام المصارف المركزية في العالم على ضرورة تطبيق المعايير الدولية وإصدار الأنظمة المطلوبة لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب في المنطقة، وهذا ما حصل في لبنان

b) La Loi n° 318 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux

i) Contexte de la création de la loi

Au début de l'année 2001, le Liban a sérieusement pris en considération les dangers et les retombées néfastes du blanchiment d'argent sur son système économique financier. Il a alors décidé de prendre l'initiative de créer une loi anti-blanchiment⁸⁴ et d'harmoniser les dispositions de cette dernière avec les législations et les mesures internationales⁸⁵ en vigueur.

ii) Étude de la loi

Le Liban a adopté la *Loi n° 318 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux*⁸⁶ afin de garantir la conformité de son cadre réglementaire anti-blanchiment à celui des normes internationales⁸⁷. En effet, la loi susmentionnée a inclus 17 articles⁸⁸. Notre analyse portera sur les principales dispositions de cette loi et tentera d'expliquer l'état d'évolution du contenu des articles à la suite des amendements adoptés :

Définition des fonds illicites

L'article 1⁸⁹ de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015* portant amendement de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001* dispose que :

« [s]ont considérés capitaux illicites, au sens de la présente loi, les actifs corporels et incorporels, mobiliers et immobiliers, y compris les documents, certificats ou papiers légaux attestant la propriété totale ou partielle desdits actifs qui proviennent de l'accomplissement ou tentative punissable d'accomplissement, ou la participation à l'un des délits suivants, au Liban ou à l'étranger :

⁸⁴ Le Liban fut le premier pays arabe à avoir adopté une loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent.

⁸⁵ Dans ce sens, voir : « Le Liban a franchi la phase de doute quant à sa conformité aux règles internationales de lutte contre le blanchiment d'argent », *Al Shou'oun Al-ektisadiya*, n° 99, décembre 2015, p. 16. (Traduit)

⁸⁶ Cette loi a été modifiée et remplacée par la *Loi n° 44 du 24 novembre* relative à la lutte contre le Blanchiment des capitaux et le Financement du terrorisme.

⁸⁷ Voir : « Salameh : le Liban respecte les standards pour protéger son secteur bancaire », *Al-Bank Wal-mustasmer*, juin 2016, p. 82. (Traduit)

⁸⁸ La *Loi n° 44 du 24 novembre 2015* comporte 18 articles.

⁸⁹ Le texte de cet article a été amendé pour la première fois par la *Loi n° 547 du 20 octobre 2003*. Voir *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent*, Beyrouth, L'Argus des documents libanais (Bureau de documentation libanaise et arabe), 2009, p.1.

1. La culture, la production ou le trafic illicite de stupéfiants⁹⁰ et de substances psychotropes au sens des dispositions des lois libanaises.
2. La participation à des associations illégales avec l'intention de commettre des crimes et des délits⁹¹.
3. Le terrorisme, au sens des dispositions des lois libanaises⁹².
4. Le financement du terrorisme ou des actes terroristes et les activités connexes (le voyage, l'organisation, la formation, le recrutement ...) ou le financement des individus ou des organisations terroristes, au sens des dispositions des lois libanaises⁹³.
5. Le trafic illicite des armes.
6. L'enlèvement, par la force des armes ou par tout autre moyen.
7. Le délit d'initié, la violation de la confidentialité, l'entrave à la liberté des ventes aux enchères, et les spéculations illégales.

⁹⁰ Ce trafic est considéré comme la principale activité génératrice de revenus illicites. La lutte contre le trafic de stupéfiants au Liban est régie par la *Loi n° 673 du 16 mars 1998 relative aux stupéfiants, aux hallucinogènes et aux psychotropes*.

⁹¹ En vertu de l'article 335 du *Code pénal libanais - tel que modifié par l'article 14 du DL n° 112 du 16/9/1983* : « Si deux ou plusieurs individus établissent une association ou une entente écrite ou orale en vue de commettre des crimes contre les personnes ou les biens ou de porter atteinte à l'autorité de l'Etat, à son prestige ou à ses institutions civiles, militaires, financières ou économiques, ils seront punis des travaux forcés à temps, laquelle peine ne sera pas inférieure à dix ans si le but des coupables était d'attenter à la vie d'autrui ou à la vie des fonctionnaires dans les institutions et les administrations publiques. Sera néanmoins exempt de peine celui qui aura révélé l'existence de l'association ou de l'entente et fourni toutes les informations qu'il possède relativement aux autres coupables. »

⁹² Cet alinéa renvoie aux articles 314, 315 et 316 du *Code pénal libanais* :

« Art. 314. Sont compris dans l'expression actes de terrorisme tous faits dont le but est de créer un état d'alarme, qui auront été commis par des moyens susceptibles de produire un danger commun, tels qu'engins explosifs, matières inflammables, produits toxiques ou corrosifs, agents infectieux ou microbiens, » : Fouad AMMOUN, *Code pénal : précédé du rapport général sur la réforme pénale par M. Fouad Ammoun*, Beyrouth, Antoine Edition, 2009, p. 148.

Art. 316. bis amendé par la *Loi n°77 du 27 octobre 2016* - Toute personne qui procède, ou essaie d'effectuer ou de diriger ou de participer volontairement et par tout moyen, directement ou indirectement, au financement ou à la participation au financement, en totalité ou en partie, du terrorisme ou des actes terroristes, ou au financement des personnes terroristes ou des organisations terroristes, ou aux affaires qui leurs sont liées, y compris l'apport ou la fourniture ou la collecte de biens mobiliers ou immobiliers, de sources légales ou illégales, au Liban ou à l'étranger, que cet argent ait été utilisé ou non, et que l'acte terroriste ait eu lieu ou non au Liban ou à l'étranger.

Le crime de financement du terrorisme englobe le voyage, la tentative de voyage, le recrutement, la planification, la préparation, l'organisation, la facilitation, la participation, l'apport ou la réception d'une formation, ainsi que tout autre opération associée à l'intention de commettre des actes terroristes, et sans que ces opérations soient liées à un acte terroriste spécifique.

Les auteurs des actes spécifiés ci-dessus sont passibles de la peine de travaux forcés pour une durée de trois ans au minimum et de maximum sept ans et d'une amende non inférieure au montant payé et non supérieure à son triple, et ceci ne fait pas obstacle à l'application des sanctions prévues aux articles 212 à 222 compris du *Code pénal* :

Loi n° 77 du 27 octobre 2016 : Modification de l'article 316 bis du Code pénal, en ligne : <<http://www.abl.org.lb/Library/Files/Loi%20%2055%2060%20%2074%2075%2077.pdf>> (consulté le 12 décembre 2017).

⁹³ Cet alinéa a été ajouté au texte de l'article 1 par la *Loi n° 547 du 20 octobre 2003*.

8. L'incitation à la débauche et l'atteinte aux bonnes mœurs et à la moralité publique par des bandes organisées.
9. La corruption, y compris les pots de vin, le trafic d'influence, le détournement de fonds, l'abus de fonctions, l'abus de pouvoir, et l'enrichissement illicite.
10. Le vol, l'abus de confiance, et le détournement de fonds.
11. La fraude, y compris les délits de faillite frauduleuse.
12. La contrefaçon de documents et titres publics et privés, y compris les chèques et les cartes de crédit de tous types, ainsi que la contrefaçon de monnaie, des timbres et des papiers timbrés⁹⁴.
13. La contrebande selon les dispositions de la loi sur les douanes.
14. La contrefaçon de produits et la falsification dans le commerce de ces produits.
15. La piraterie ayant lieu sur les voies aériennes et maritimes.
16. La traite des êtres humains et le trafic de migrants.
17. L'exploitation sexuelle, y compris l'exploitation sexuelle des enfants.
18. Les délits environnementaux.
19. Le chantage.
20. Le meurtre.
21. L'évasion fiscale selon les lois libanaises. »⁹⁵

En effet, l'article premier de la *Loi* dresse une liste limitative⁹⁶ des infractions sous-jacentes ou initiales générant de l'argent sale. Cette énumération stricte des délits sous-jacents à l'opération blanchiment d'argent oblige le juge libanais à identifier tout d'abord l'infraction d'origine pour accuser par la suite du délit de blanchiment. Le fait que la poursuite du blanchiment est intimement liée à l'identification de l'infraction sous-jacente rend de plus en plus difficile l'incrimination du blanchiment d'argent au Liban.

Il est évident que cet article constitue un véritable « casse-tête » pour le juge puisqu'il incombe à sa charge de s'assurer de l'existence de l'une des infractions sous-jacentes listées ci-dessus afin de pouvoir accuser l'individu concerné de blanchiment. Il convient de préciser

⁹⁴ « La contrefaçon de la monnaie et des effets de crédit public était considéré comme infraction sous-jacente au blanchiment depuis l'élaboration de la loi n° 318 en 2001. En octobre 2003, la contrefaçon des cartes de crédit, des cartes de paiement immédiat ou différé, et des effets de commerce, y compris les chèques, a été ajoutée à la liste des infractions générant des capitaux illicites. » : B. N. EL BANNA, préc., note 13, p. 239.

⁹⁵ *Loi n°44 du 24 novembre 2015 : la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*, en ligne : <www.abl.org.lb/Library/Files/loi%2042-43-44-53%20FR.pdf> (consulté le 12 décembre 2017) ou, sur support papier, *Loi n°44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*, *Le journal officiel*, n° 48, novembre 2015, p. 3313-3314.

⁹⁶ « Contrairement à la Belgique et la Suisse où la loi pénale ne prévoit pas une énumération limitative des délits sous-jacents, et par suite il ne ressort du texte de cette loi aucune obligation d'identification formelle de l'infraction sous-jacente, la loi libanaise quant à elle, énumère les crimes qui constituent des délits sous-jacents au blanchiment [...]. » : *Id.*, p. 244.

que la qualification et la preuve de l'infraction principale sont suffisantes pour accuser une personne d'une infraction de blanchiment d'argent⁹⁷.

Nous croyons opportun de faire appel à cette étape-ci à la critique avancée par Dr. Badr El Banna. Dans son ouvrage, l'auteur ne trouve pas fondée et rationnelle l'idée selon laquelle le crime du blanchiment constitue une infraction de conséquence dont l'existence et la répression dépendent de la reconnaissance officielle du caractère criminel ou délictuel des faits qui la précèdent. Il suggère « [d'] incorporer dans la loi une disposition consistant dans le renversement de la charge de la preuve. En d'autres termes, l'origine des biens sera présumée comme étant illicite à moins que le suspect ne prouve le contraire, c'est-à-dire leur origine licite »⁹⁸.

Nous appuyons la suggestion avancée par Dr. Banna car, à notre avis, elle répond suffisamment aux exigences et aux besoins d'une lutte anti-blanchiment plus puissante et plus efficace. Nous nous permettons toutefois d'affirmer qu'à la suite de l'adoption d'une telle suggestion, le nombre d'incriminations en matière de blanchiment d'argent va certainement « dilater ».

Définition du blanchiment des capitaux

L'article 2 de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015*⁹⁹ dispose ce qui suit :

« [e]st considéré comme blanchiment des capitaux tout acte visant à :

1. Dissimuler l'origine réelle des capitaux illicites ou donner, par tout moyen, une justification mensongère sur cette origine, tout en sachant que ces capitaux sont illicites.
2. Transférer ou transporter des fonds, les échanger ou les utiliser ou les investir pour l'achat de biens meubles ou immeubles ou pour l'exécution de transactions financières dans le but de dissimuler ou de camoufler leur origine ou d'aider une

⁹⁷ L'art. 2 de la *Loi n°44 du 24 novembre relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme* dispose que « [...] le blanchiment des capitaux est un délit indépendant qui ne nécessite pas la condamnation pour un délit principal sous-jacent [...] ». (Traduit)

⁹⁸ B. N. EL BANNA, préc., note 13, p. 242.

⁹⁹ *Loi n°44 du 24 novembre 2015 : la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*, préc., note 95.

personne impliquée dans l'un des crimes mentionnés à l'article (1) à se soustraire à la justice et à la poursuite, tout en sachant que ces capitaux sont illicites. [...] ».

En effet, l'ensemble des actes faisant l'objet de l'article 2 de ladite *Loi* forment les éléments matériels constitutifs de l'infraction de blanchiment d'argent tels que définis dans les instruments internationaux de référence¹⁰⁰. Malgré le fait que l'acte matériel constitutif de l'infraction de blanchiment d'argent peut revêtir différentes formes, toutes ces dernières cherchent une même finalité : le camouflage et la dissimulation de la réalité des fonds illicites.

En effet, l'élément matériel de l'opération de blanchiment d'argent devrait être conforté par un second élément : l'élément intentionnel qui renvoie à la connaissance de l'auteur de l'origine illicite des capitaux qu'il a en sa possession. L'infraction de blanchiment d'argent est alors une infraction qui exige la connaissance de son auteur ou de la personne y participant du caractère illégal des fonds issus d'une ou de plusieurs infraction(s) originaire(s) listée(s) à l'article 1 de la présente loi¹⁰¹. « Il est donc erroné de prétendre que le blanchiment représente une délinquance financière de forme classique, le problème majeur étant de rapporter la double preuve du lien unissant les deux infractions et *la connaissance coupable du blanchisseur*. »¹⁰²

Les institutions

¹⁰⁰ Conformément à la Convention de Vienne de 1988, le blanchiment d'argent implique :

« 1- La conversion ou le transfert de biens dont celui qui s'y livre sait qu'ils proviennent de l'une des infractions de trafic de stupéfiants ou d'une participation à sa commission, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'une de ces infractions à échapper aux conséquences juridiques de ses actes,

2- La dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété réels de biens ou de droits y relatifs dont l'auteur sait qu'ils proviennent de l'une des infractions [de trafic de stupéfiants ou d'une participation à l'une de ces infractions,

3- L'acquisition, la détention ou l'utilisation de biens, dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils provenaient de l'une des infractions ou de la participation à l'une de ces infractions » : en ligne : <https://www.unodc.org/pdf/convention_1988_fr.pdf> (consulté le 20 octobre 2017).

¹⁰¹ *Stupéfiants*, n° 200, jugement final, 30 juillet 2002, Al-moustashar - Collections d'affaires pour le juge Afif Shams El-Din, Cour de cassation.

Traduction :

إن جرم تبييض الأموال كما حددته المادة الثانية المذكورة هو جرم قدي يشترط لاكتمال عناصره أن يكون من أقدم عليه أو تدخل فيه عالما بالصفة غير الشرعية للأموال التي تعاطى بشأنها

¹⁰² B. N. EL BANNA, préc., note 13, p. 227.

Ce qui est remarquable dans la *Loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent* est la division des institutions en deux catégories : la première comprend les institutions soumises à la *Loi relative au secret bancaire de 1956* et la deuxième vise les institutions qui n'y sont pas soumises :

Les institutions soumises à la Loi du 3/9/1956 relative au secret bancaire

L'article 4¹⁰³ de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015* portant amendement de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001* dispose que :

« [L]es banques, les institutions financières, les sociétés de leasing, les entreprises émettrices et promotrices de cartes de crédit et de débit et les institutions qui effectuent des virements monétaires électroniques, les bureaux de change, les sociétés de courtage financier, les organismes de placement collectif et tous les établissements soumis à l'autorisation et au contrôle de la Banque du Liban doivent se conformer aux obligations et procédures énumérées ci-après et aux textes réglementaires qui seront émis par la BDL en application de la présente loi :

- 1- Appliquer les procédures de diligence nécessaires sur les clients permanents (personnes physiques ou personnes morales ou entités juridiques privées), afin de vérifier leur identité sur la base de documents ou informations ou données fiables.
- 2- Appliquer les mesures de diligence nécessaires sur les clients de passage afin de vérifier leur identité, si le montant de l'opération unique ou d'une série d'opérations effectuées dépasse le seuil désigné par la Banque du Liban.
- 3- Déterminer l'identité de l'ayant droit économique et prendre les mesures nécessaires pour vérifier cette identité, sur la base de documents ou informations ou données fiables.
- 4- Conserver des copies des documents connexes de toutes les opérations, et conserver des informations ou des données ou des copies des documents d'identification des clients, pendant au moins cinq ans après l'exécution des opérations ou après la clôture des comptes ou de la fin de la relation avec le client, si cette période est plus longue.
- 5- Effectuer un contrôle permanent et revoir continuellement les relations d'affaires.
- 6- Appliquer les procédures stipulées aux paragraphes de 1 à 5 ci-dessus sur les clients permanents et les clients de passage en cas de doute sur l'exactitude ou la cohérence des données déclarées relatives à l'identification du client, ou chaque fois qu'il y a soupçon d'opérations de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, indépendamment de tout seuil ou des exemptions limitant l'application de ces mesures.

¹⁰³ Les institutions soumises à la *Loi relative au secret bancaire* étaient régies par l'article 5 de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative au blanchiment des capitaux*.

- 7- Déterminer les indices susceptibles de révéler l'existence d'opérations de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, ainsi que les principes de diligence, afin de détecter les opérations suspectes. »

Conformément aux termes de cet article, nous constatons que les institutions soumises à la *Loi relative au secret bancaire* sont tenues de respecter un nombre considérable d'obligations et de devoirs lors de l'exercice de la profession : le devoir de clairvoyance, le devoir de vigilance, le devoir de renseignement, le devoir de conseil, le devoir de contrôle, le devoir d'information et le devoir de non-ingérence ou de non-immixtion dans les affaires du client¹⁰⁴. Il incombe également à la charge de cette catégorie d'institutions de connaître leurs clients (*know your customer*), de s'assurer de leur identité, de leur résidence et de leurs activités et d'inscrire toutes les opérations effectuées d'une manière conforme aux règles et aux lois¹⁰⁵. La mise en pratique et l'obéissance des banques à l'ensemble des obligations et des devoirs susmentionnés leur permet de prendre part dans le phénomène de lutte contre le blanchiment d'argent.

Les institutions non soumises à la Loi du 3/9/1956 relative au secret bancaire

L'article 5¹⁰⁶ de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015* portant amendement de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001* dispose ce qui suit :

« [l]es institutions non soumises à la loi du 3/9/1956 relative au secret bancaire, notamment les compagnies d'assurance, les casinos, les courtiers et les agents immobiliers, les commerçants d'objets de valeur (bijoux, pierres précieuses, or, œuvres d'art, antiquités), doivent tenir des registres propres aux opérations dont la valeur dépasse le montant fixé par la « SIC », la « Commission Spéciale d'Investigation »¹⁰⁷ créée en vertu de l'article 6 de la présente loi.

Ces institutions doivent aussi se conformer aux obligations prévues à l'article 4 ci-dessus et aux règlements et aux recommandations émises par « la Commission » en application des dispositions de la présente loi [...] ».

¹⁰⁴ En vertu de ce devoir, la banque n'a pas à surveiller ou à contrôler les mouvements et les activités du compte de son client.

¹⁰⁵ L'ensemble de ces devoirs découle des règlements stricts émis par divers organismes comme la Banque du Liban, le comité de surveillance bancaire et la Commission d'enquête spéciale.

¹⁰⁶ L'article 4 de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux* régissait ce type d'institutions.

¹⁰⁷ Nous étudierons en détail dans notre prochaine partie le mode de fonctionnement de cette entité.

Tout comme les institutions soumises à la *Loi relative au secret bancaire*, les institutions qui n'y sont pas soumises sont également tenues à l'obéissance des obligations et des devoirs faisant l'objet de l'article 4. Cela traduit la volonté claire du législateur libanais à engager le plus grand nombre possible de professions dans le phénomène de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Il convient de préciser que toute personne qui violerait les dispositions des articles 4, 5 de la *Loi n°44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme* sera passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende maximale de dix millions de livres libanaises, ou de l'une desdites sanctions¹⁰⁸.

Les sanctions

En vertu de l'article 3 de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015* portant amendement de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001* :

« [q]uiconque aura entrepris ou tenté d'entreprendre, incité ou facilité, ou est intervenu dans ou participé, à des opérations de blanchiment des capitaux est passible d'une peine d'emprisonnement pour une période de trois à sept ans, et d'une amende ne dépassant pas deux fois le montant objet de l'opération de blanchiment [...] ».

Le terme « quiconque » employé dans le corps du texte de cet article renvoie non seulement aux personnes physiques, mais également aux personnes morales. Il convient d'apporter quelques clarifications sur l'engagement de la responsabilité des personnes morales.

Les personnes morales

L'article 210¹⁰⁹ du *Code pénal libanais* dresse les deux conditions devant être remplies pour engager la responsabilité pénale des personnes morales. Tout d'abord, il faut que l'auteur

¹⁰⁸ Art. 13 de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*.

¹⁰⁹ Voir : F. AMMOUN, préc., note 92, p. 126.

de l'infraction soit directeur, administrateur, représentant agissant au nom de la personne morale ou agent de cette dernière et deuxièmement les actes doivent être commis au nom de la personne morale ou avec les moyens qu'elles leur procurent.

Selon le pouvoir judiciaire libanais, si la responsabilité de la personne morale¹¹⁰ est retenue, cela restera sans effet sur la responsabilité personnelle de la personne physique qui a commis l'infraction. La responsabilité de l'entreprise ne substituera pas la responsabilité personnelle de la personne physique. Par voie de conséquence, la personne physique et la personne morale seront conjointement responsables de l'acte criminel mais individuellement punies¹¹¹.

La participation à l'infraction

Conformément à l'article 3 de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015*, la personne ayant participé à l'infraction de blanchiment est passible de la même peine que celle de l'auteur principal¹¹².

Il arrive que la personne qui joue un rôle déterminé dans l'infraction de blanchiment prenne l'initiative d'informer les autorités publiques de l'infraction *avant que* ces dernières en prennent connaissance. Dans ce cas, la personne sera exemptée de la peine prévue par l'article 3 de la loi. Si cette même personne notifie les autorités publiques *après* leur connaissance de l'infraction¹¹³, elle bénéficiera uniquement d'une atténuation de peine.

¹¹⁰ Une fois la responsabilité de l'entreprise est engagée, des peines compatibles avec la nature de la personne morale entreront en jeu. De ces dernières, citons : la dissolution de l'entreprise, l'amende, la confiscation, la prohibition (temporaire ou permanente) de l'exercice de la profession et la publication du jugement rendu contre l'entreprise.

¹¹¹ Affaire n° 265, arrêt, 23 décembre 1974, Cour d'Appel de Beyrouth.

Traduction :

إن مسؤولية الشخص الطبيعي الذي يقترب الجرم بإسم الهيئة المعنوية، أو بإحدى وسائلها، لا تزول لتحل محلها مسؤولية الهيئة المعنوية، بل يبقى من الوجهة المبدئية كل من الشخص الطبيعي والهيئة المعنوية مسؤولاً بالإشتراك، عن الفعل الجرمي ويعاقب كل منها على إنفراد

¹¹² Cette règle puise son fondement dans l'article 212 du *Code pénal libanais*. En vertu de cet article : « [l']auteur d'une infraction est celui qui en a réalisé les éléments constitutifs ou qui a coopéré directement à leur exécution. » : F. AMMOUN, préc., note 92, p. 126.

¹¹³ Le but de cette notification est de soumettre aux autorités publiques des informations permettant l'arrestation des auteurs ou la détection des personnes impliquées.

Par ces mesures, le Liban est en conformité avec la Convention des Nations Unies de 1988 en vertu de laquelle les tribunaux et les autorités concernées peuvent atténuer, augmenter ou même exempter le contrevenant de la peine qui lui a été attribuée¹¹⁴.

La tentative

En vertu de l'article 3¹¹⁵ de la *Loi n° 318 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux*, toute tentative liée à une infraction de blanchiment d'argent ne pouvait en aucun cas être punissable.

Un changement qualitatif au niveau du corps du texte de cet article s'est produit à la suite de la promulgation de la *Loi n°44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*. L'article 3 de ladite loi dispose ce qui suit: « [q]uiconque aura entrepris ou tenté d'entreprendre, incité¹¹⁶ ou facilité, ou est intervenu dans ou participé, à des opérations de blanchiment de capitaux est passible [...] » de la peine prévue.

Par l'amendement de l'article 3 de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent*, le Liban a franchi un pas essentiel dans le domaine de la lutte contre le blanchiment des capitaux et s'est conformé aux textes internationaux quant à l'incrimination de la tentative¹¹⁷.

¹¹⁴ Ali ABDEL-HUSSEIN ALMOUSAWI, *Le rôle du code pénal dans la lutte contre les délits de blanchiment d'argent: étude comparative en droit français, libanais et égyptien*, 1^{er} éd., Shiyah, Librairie Zein Juridique, 2016, p. 193.

Traduction :

بذلك يكون لبنان قد تجاوب مع ما فرضته إتفاقية العام ١٩٨٨ مع ضرورة إنزال العقوبة المناسبة حيث أتاح للمحاكم والسلطات المعنية إمكانية تشديدها أو تخفيفها أو الإعفاء منها

¹¹⁵ En vertu de cet article : « [t]oute personne ayant entrepris des opérations de blanchiment de fonds, étant intervenue dans ces opérations ou y ayant participé, encourra une peine d'emprisonnement de trois à sept ans et une amende d'un moins vingt millions de livres libanaises. » : *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent*, préc., note 89, p. 1.

¹¹⁶ L'incitation à commettre une infraction de blanchiment d'argent a été instituée par la *Loi n°44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*.

¹¹⁷ La Convention de Vienne ainsi que la première recommandation du GAFI incriminent la tentative de blanchiment d'argent.

La confiscation

La confiscation est une sanction qui consiste en « l'arrachement » de la propriété d'un bien et son appropriation par l'État. Derrière cette sanction règne un fondement moral majeur : « le crime ne paie pas ». Le but derrière la confiscation est d'interdire au contrevenant de profiter de son crime¹¹⁸.

Cette mesure fait l'objet de l'article 14 de la *Loi n°44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*. En vertu de cet article,

« [s]eront confisqués au profit de l'État, les biens meubles et immeubles qui s'avèrent, en vertu d'un jugement définitif, être liés ou provenant de l'un des crimes énumérés à l'article premier de la présente loi, à moins que leurs propriétaires ne prouvent, par-devant les tribunaux, leurs droits légitimes à cet égard.

En effet, les biens confisqués peuvent être partagés avec d'autres États lorsque la confiscation est le résultat d'enquêtes directes ou d'une coopération coordonnée entre les autorités libanaises compétentes et les autorités étrangères concernées¹¹⁹. »

c) Autres mesures de lutte contre le blanchiment d'argent

En effet, l'adoption de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux* a marqué le début de la mobilisation du Liban contre le crime du blanchiment d'argent.

Ce pays a continué de combattre ce crime, tant à l'échelle nationale qu'internationale, par l'intermédiaire de l'adoption d'une gamme de mesures¹²⁰ :

Premièrement, le Liban a été derrière la création du Groupe d'Action Financière pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord (GAFIMOAN)¹²¹. Voici un bref aperçu sur ce groupe : à la suite de l'identification des menaces posées par les opérations de blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, les pays de

¹¹⁸ Pour plus de détails sur la mesure de confiscation, voir : A. ABDEL-HUSSEIN ALMOUSAWI, préc., note 114, p. 178. (Traduit)

¹¹⁹ Ce deuxième paragraphe a été ajouté par la *Loi n°44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*.

¹²⁰ Voir : « La Commission d'enquête spéciale : une stratégie de lutte contre le financement du terrorisme », *Al-Ektissad Wal-aamal Al-loubnaniya*, n° 88, 15 juin – 15 juillet, 2016, p. 28. (Traduit)

¹²¹ The Middle East and North Africa Financial Action Task Force (MENAFATF).

la région MENA ont décidé de travailler conjointement pour se conformer aux recommandations du GAFI et aux mesures prises par les Nations Unies. Les gouvernements de 14 pays ont fini par créer, lors d'une réunion inaugurale ministérielle tenue à Manama, Bahreïn, le 30 Novembre 2004, le GAFIMOAN.

Ce groupe s'est fixé une série d'objectifs tels l'adoption et la mise en œuvre des quarante recommandations du GAFI sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la mise en œuvre des traités et des accords pertinents des Nations Unies et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, la coopération entre les pays membres pour améliorer le respect des normes anti-blanchiment dans la région MENA et la coopération avec d'autres organisations, institutions et agences internationales et régionales¹²².

Deuxièmement, le Liban occupe le rôle de représentant régional du Moyen-Orient devant le comité du groupe Egmont. En effet, le Groupe Egmont, créé en 1995 et réunissant un nombre considérable de cellules de renseignement financier, a pour objectif de promouvoir la coopération et les échanges opérationnels d'informations entre ses membres.

Finalement, l'adoption récente d'une série de législations¹²³ sur la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et l'évasion fiscale a véritablement traduit la volonté du pays de réprimer sévèrement la criminalité sous ses diverses formes.

Après avoir étudié la réglementation libanaise régissant la lutte contre le blanchiment d'argent, est venu le tour d'analyser la réglementation anti-blanchiment canadienne.

¹²² Voir : MENAFATF, *12th Annual Report of the Middle East and North Africa Financial Action Task Force for the year 2016*, en ligne: <<http://menafatf.org/sites/default/files/Newsletter/12th%20Annual%20Report%202016.pdf>> (consulté le 15 mars 2018).

¹²³ *Loi n° 42 du 24 novembre 2015 relative à la déclaration relative au transport transfrontalier de l'argent liquide; Loi n° 43 du 24 novembre 2015 relative à l'échange d'informations fiscales ; Loi n° 44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ; Loi n° 53 du 24 novembre 2015 autorisant le Gouvernement libanais à adhérer à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme signée à New York le 9 décembre 1999.*

2. Au Canada

a) Le contexte mondial

Il est convenu que les effets dévastateurs de la criminalité transnationale ne cessent d’envahir le monde et d’ébranler les équilibres au sein de différents secteurs. Cette escalade incessante de la criminalité a commencé à inquiéter la communauté internationale et à l’inciter à jouer un rôle actif dans la lutte contre le blanchiment d’argent. Les premiers efforts de cette communauté se sont matérialisés par la ratification de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes en 1988.

b) Le développement de la législation canadienne

« En 1988, le Canada se joint à d’autres pays à Vienne pour signer la *Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (Convention de Vienne)*, qui reconnaît la nécessité d’une collaboration internationale pour la détection des produits de la criminalité et du blanchiment d’argent. »¹²⁴

En effet, la signature de la convention susmentionnée a déclenché l’engagement du Canada dans la vague de lutte contre le blanchiment d’argent. Nous étudierons en détail le développement de la législation canadienne en la matière.

Nous débuterons par l’affaire *Pinto* :

Rappelons les faits

Dans cette affaire, un blanchisseur américain d’origine colombienne « [...] dénommé Louis Pinto avait déposé [en 1983] à la Banque Royale du Canada, à Montréal, une somme qui s’approchait de un million de dollars. C’était de l’argent qu’il avait tiré du trafic de stupéfiants aux États-Unis. »¹²⁵

¹²⁴ GOUVERNEMENT DU CANADA, centre d’analyse des opérations et déclarations financières du Canada, *Rapport annuel de CANAFE*, Ottawa, Ont. : Centre d’analyse des opérations et déclarations du Canada, 2002, p.8.

¹²⁵ PARLEMENT, CHAMBRE DES COMMUNES, COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE PROJET DE LOI C-61, *Procès-verbaux et témoignages du Comité législatif sur le projet de loi C-61 : Loi modifiant le code criminel, la*

Une fois mise au courant de la situation, la Gendarmerie royale du Canada¹²⁶ (GRC) a demandé un mandat pour saisir les fonds concernés. Sa demande a été rejetée et le mandat a été annulé par un jugement rendu en 1985 sous prétexte que tout argent déposé sur un compte bancaire constitue une dette que la banque doit à son client et ne peut en aucun cas être saisi ou confisqué¹²⁷. Les fonds n'ont jamais été récupérés.

Cette affaire a entraîné un nombre considérable de protestations au sein de la communauté policière canadienne.

Projet de loi C-61

L'affaire *Pinto c. Banque Royale du Canada* a joué un rôle important à l'égard de l'adoption, en 1989, du projet de loi C-61 portant sur le blanchiment de l'argent.

Prévoyant l'immunité pour les personnes signalant volontairement les opérations douteuses à la police, cette première législation a considéré le blanchiment d'argent comme étant un acte criminel. En outre, elle a doté les tribunaux canadiens du pouvoir de saisir ou de retenir les produits de crimes qui sont introduits au Canada. Par voie de conséquence, toute personne déclarée coupable en raison de l'illicéité de l'origine des capitaux en sa possession, perdra d'une manière définitive leur propriété. Bref, « '[t]his law¹²⁸ gives police the right to freeze property first and have a trial later', Toronto lawyer Clayton Ruby was quoted as saying in the media. »¹²⁹

Malgré l'importance des mesures qu'il a établies, plusieurs faiblesses pouvaient être relevées du projet de loi C-61 ;

Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants, 33e lég., 2e sess. (nos 1-10), 5 nov. 1987-2 juin 1988, 6:27.

¹²⁶ « La Gendarmerie royale du Canada est le service de police national et un organisme qui relève du ministère de la Sécurité publique Canada. La GRC est unique au monde puisqu'elle est un service de police municipal, provincial et national » : GENDARMERIE ROYALE DU CANADA, en ligne : <<http://www.rcmp-grc.gc.ca/about-ausujet/index-fra.htm>> (consulté le 30 août 2017).

¹²⁷ « The Supreme Court of Canada determined in 1985 that cash in bank accounts was an 'intangible' and therefore could not be seized under existing legislation » : M. BEARE et S. SCHNEIDER, préc., note 44.

¹²⁸ Le projet de loi C-61 portant modification du *Code criminel*, de la *Loi sur les aliments et drogues* et la *Loi sur les stupéfiants*.

¹²⁹ M. BEARE et S. SCHNEIDER, préc., note 44.

« [l]a principale faiblesse du projet de loi C-61 est son aspect territorial. En effet, contrairement à la législation adoptée aux États-Unis, elle ne couvre pas les mouvements d'argent trans-frontalier.

Malgré ses faiblesses, ce projet de loi connut certains succès, incluant le fait que plus de gains monétaires reliés au commerce de la drogue furent saisis qu'avant sa promulgation. 38 millions furent saisis en 1989 comparativement à 2,7 millions en 1984. »¹³⁰

À la suite de l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi, le Bureau du surintendant des institutions financières¹³¹ qui est responsable du contrôle et de la surveillance des institutions financières fédérales¹³² s'est initié en 1990 à émettre et à développer des lignes directrices et des règlements luttant contre le blanchiment d'argent.

À cette époque, il n'y avait pas de mécanismes au Canada «[...] permettant d'identifier l'importance de ce problème, déclare Brian Sargent, un ex-spécialiste des crimes économiques à la GRC, qui participa à la rédaction du rapport fédéral de 1990 sur le blanchiment. »¹³³

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité

C'est en 1991 que la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité*, première loi canadienne réglementant le phénomène de la lutte contre le blanchiment d'argent, a été créée¹³⁴. En vertu de cette loi, les banques ont été amenées à instaurer un système d'identification de la clientèle et à tenir des registres bancaires. Le but derrière l'adoption de cette loi était de rendre possible la reproduction de la voie de l'opération financière.

¹³⁰ Mario POSSAMAI, préc., note 25, p. 55-56.

¹³¹ « Le BSIF est un organisme fédéral indépendant constitué en 1987 sous le régime de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* [L.R.C. (1985), ch. 18 (3^e suppl.)]. Il a pour objectif de contribuer à la sauvegarde et à la solidité du système financier canadien » : GOUVERNEMENT DU CANADA. Bureau du surintendant des institutions financières, en ligne : <<http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/osfi-bsif/Pages/default.aspx>> (consulté le 5 septembre 2017).

¹³² Nous renvoyons notamment aux banques et aux quasi-banques. Ces dernières renvoient aux sociétés de fiducie et de prêt, aux sociétés d'assurance et aux coopératives de crédit.

¹³³ M. POSSAMAI, préc., note 25, p. 92.

¹³⁴ En 1991, on adopte la première version de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité*. En 2000, le gouvernement adopte une nouvelle version de cette loi : L.C. 2000, ch. 17.

Dans la même année, la GRC a mis en place trois unités intégrées de contrôle des produits de la criminalité tout en leur conférant le pouvoir de poursuivre et de mener des enquêtes et des investigations sur les principaux chefs et groupes du crime organisé. En 1996, dix unités supplémentaires ont été établies dans le Canada.

Une déficience au niveau législatif

L'année 1993 a été marquée par la signature d'un protocole d'entente entre la GRC et l'Association des banquiers canadiens (ABC)¹³⁵ en vertu duquel la déclaration volontaire de toutes les opérations suspectes pouvant être liées à des activités de blanchiment d'argent a été instituée.

Toutefois et malgré l'adoption de ces diverses mesures anti-blanchiment énumérées ci-dessus, le Bureau International des Stupéfiants et de l'Application de la Loi (BIL)¹³⁶ a publié en 1993 un rapport soulignant l'ampleur du phénomène de blanchiment d'argent au Canada :

« [t]he International Narcotics Control Strategy Report, published in April 1993 by the Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs of the U.S. State Department, stated that 'Canada has a drug money laundering problem that may be as large as (US)\$10 billion and possibly increasing ... Canada is considered a significant money laundering threat, because it is a transit point for drugs and money destined for the U.S. from South America, the Middle East and Asia traffic. »¹³⁷

Dans ce contexte, le sénateur américain John Kerry, après avoir accusé les lois canadiennes de laxisme, a proposé au Canada d'adopter le modèle du système américain selon lequel les banques sont tenues de déclarer les transactions importantes en argent liquide¹³⁸.

¹³⁵ L'ABC est l'une des plus anciennes associations sectorielles au Canada qui participe depuis toujours à l'élaboration de politiques publiques qui favorisent le maintien d'un système bancaire canadien solide ; voir également, en ligne : < <https://www.cba.ca/cba-history?l=fr> > (consulté le 5 avril 2018).

¹³⁶ « Le Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (BIL, en français, Bureau International des Stupéfiants et de l'Application de la Loi) est un organisme dépendant du département d'État des États-Unis, chargé de la prévention et de la gestion à l'international de la politique anti-stupéfiants menée par le gouvernement fédéral des États-Unis. » : Département d'État des États-Unis, en ligne : < https://fr.wikipedia.org/wiki/Bureau_for_International_Narcotics_and_Law_Enforcement_Affairs > (consulté le 2 novembre 2017).

¹³⁷ M. BEARE et S. SCHNEIDER, préc., note 44, p. 11.

¹³⁸ Il convient de préciser que cette mesure avait déjà été envisagée par les autorités fédérales mais rejetée en raison des pressions des banquiers qui avançaient qu'elles étaient inopérantes et très coûteuses.

En effet, « [...] les hommes politiques fédéraux n’avaient aucune preuve tangible pour contrer les chiffres de Kerry ou ses conclusions- en d’autres mots, pour prouver que le Canada n’était pas un sanctuaire pour les profits du trafic de la drogue américain. »¹³⁹

Un pas en avant

En 2000, la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité* a été substituée par une autre loi portant le même nom mais dont le domaine d’application était plus large : la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* ou la « Loi sur le recyclage »¹⁴⁰. Le but de cette loi est de détecter et de décourager le blanchiment d’argent et le financement des activités terroristes, de faciliter les enquêtes et les poursuites relatives aux infractions de blanchiment d’argent et de financement de terrorisme, et de combattre le crime organisé¹⁴¹.

Conformément à cette nouvelle loi, toutes les opérations douteuses engageant un montant élevé d’argent devront être déclarées au Centre d’analyse des déclarations et opérations financières du Canada (« CANAFE »)¹⁴². L’article 7 de ladite loi définit les opérations douteuses comme étant des opérations « [...] à l’égard desquelles il y a des motifs raisonnables¹⁴³ de soupçonner qu’elles sont liées à la perpétration -réelle ou tentée¹⁴⁴- d’une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d’une infraction de financement des activités terroristes. »

¹³⁹ M. POSSAMAI, préc., note 25, p. 91.

¹⁴⁰ *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, préc., note 134.

¹⁴¹ Art. 3 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, id.

¹⁴² Dans notre deuxième partie, nous étudierons les divers aspects de cette déclaration.

¹⁴³ « Il n’existe pas de méthode infallible de déterminer que les soupçons s’appuient ou non sur des motifs raisonnables. » : Marc LEMIEUX, « La responsabilité du banquier face à une opération liée au blanchiment d’argent ou au financement du terrorisme », dans S.F.C.B.Q., vol. 427, *Développements récents en droit bancaire* (2017), Québec, Éditions Yvon Blais, p. 141.

¹⁴⁴ Une des particularités de cet article réside dans le fait que même les opérations qui ne sont pas achevées doivent être déclarées si elles ont donné lieu, avant d’être abandonnées, ou en raison de leur abandon, à des motifs raisonnables de soupçonner qu’elles étaient liées à la perpétration d’une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou de financement d’activités terroristes. » : *Id.*, p. 150 ; Comme nous l’avons déjà vu, l’article 3 de la *Loi libanaise n° 44 du 24 novembre 2015* incrimine également la tentative de blanchiment d’argent.

De plus, cette loi a étendu l'obligation de conservation des documents, initialement incombée à la charge des banquiers, aux agents immobiliers, aux comptables et aux organismes gouvernementaux. De plus, une unité¹⁴⁵ dont la mission est de faciliter la détection et la prévention du blanchiment d'argent et du financement des activités terroristes a été créée par cette même loi.

C'est en 2000 alors que les éléments substantiels du régime canadien de lutte contre le blanchiment des capitaux ont été établis dans la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité*. Il convient de préciser qu'à la suite de l'adoption de la *Loi antiterroriste*¹⁴⁶, la portée de la *Loi sur le recyclage* a été élargie pour englober des mesures de lutte contre le financement des activités terroristes. Le régime répressif du blanchiment s'est alors trouvé renforcé par les dispositions anti-terroristes.

La *Loi sur le recyclage*, pièce maîtresse de la législation canadienne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, cherche à mettre en œuvre des mesures et des règles relatives à la détection et à la diminution du recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes. Pour ce faire, elle oblige les établissements financiers, y compris les banques, à respecter un certain nombre d'obligations telles la tenue des documents, l'établissement d'un régime de déclaration obligatoire des opérations financières douteuses et des mouvements transfrontaliers d'espèces et d'effets et la constitution d'un organisme chargé de l'examen de renseignements, notamment ceux portés à son attention en application du paragraphe précédent¹⁴⁷.

Par l'adoption de la *Loi sur le recyclage*, le Canada a fini par répondre à ses engagements aussi bien nationaux qu'internationaux en matière de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes.

Partie XII.2 du Code criminel

¹⁴⁵ Le centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE).

¹⁴⁶ *Loi antiterroriste*, L.C. 2001, ch. 41.

¹⁴⁷ Voir : GOUVERNEMENT DU CANADA, centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, en ligne : < www.fintrac.gc.ca/act-loi/1-fra.asp > (consulté le 10 novembre 2017).

Depuis 2001, le régime répressif du blanchiment et du recyclage des produits de la criminalité est régi par la partie XII.2 du *Code criminel*¹⁴⁸ intitulée ‘Produits de la criminalité’. Ce régime répressif revêt une importance particulière¹⁴⁹ puisqu’il a créé de nouvelles infractions au *Code*. L’art. 462.31(1) a par exemple permis à la poursuite d’avoir recours à des outils d’enquêtes nouveaux (art. 462.32) et a créé des règles particulières en matière de détermination de la peine (art. 463.31(2)) et (art. 462.37).

En vertu de l’article 462.3 (3), le procureur général du Canada a par exemple été doté du pouvoir de poursuite dans le cadre des infractions de recyclage des produits de la criminalité issus d’une « infraction désignée ».

Afin de mieux comprendre le régime répressif du recyclage des produits de la criminalité établi au Canada nous évoquerons les principaux articles de la partie XII.2 du *Code criminel* :

Le crime consistant à recycler les produits de la criminalité¹⁵⁰ est codifié dans le *Code criminel* (art. 462.31 C. cr.), dans la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, dans la *Loi sur les douanes* et dans la *Loi sur l’accise*.

C’est l’article 462.31 qui nous importe dans notre présente étude. En effet, « [cet article] a un large objectif dissuasif, soit d’empêcher les contrevenants de profiter de leurs crimes ou de poursuivre leurs activités illégales »¹⁵¹. Le paragraphe 1^{er} de cet article dispose ce qui suit :

« [e]st coupable d’une infraction quiconque de quelque façon que ce soit — utilise, enlève, envoie, livre à une personne ou à un endroit, transporte ou modifie des biens ou leurs produits, en dispose, en transfère la possession ou prend part à toute autre forme d’opération à leur égard, dans l’intention de les cacher ou de les convertir sachant ou croyant qu’ils ont été obtenus ou proviennent, en totalité ou en partie, directement ou indirectement :

¹⁴⁸ *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46.

¹⁴⁹ L’article 462.31(1) a permis à la poursuite d’avoir recours à de nouveaux outils d’enquête (art. 462.32) ; « La partie XII.2 prévoit de nouvelles techniques d’intervention qui permettent à la police de geler ou immobiliser les biens des organisations criminelles en quelques mains qu’ils se trouvent et ce, avant même que des accusations ne soient portées » : *Québec (Procureur général) c. Laroche*, [2002] 3 R.C.S. 708, para. 25. ; Voir les articles 462.31(2) et 462.37 dudit *Code*.

¹⁵⁰ En ligne : < <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-46/section-462.3-20051125.html>> (consulté le 20 avril 2018).

¹⁵¹ *R.c. Daoust*, [2004] 1 R.C.S. 217, para. 63.

- a) soit de la perpétration, au Canada, d'une infraction désignée ;
- b) soit d'un acte ou d'une omission survenu à l'extérieur du Canada qui, au Canada, aurait constitué une infraction désignée ».

Une exception à ce paragraphe a été prévue par le paragraphe (3) du même article :

« [n]'est pas coupable de l'infraction prévue au paragraphe (1) l'agent de la paix ou la personne qui agit sous la direction d'un agent de la paix qui fait l'un des actes mentionnés à ce paragraphe dans le cadre d'une enquête ou dans l'accomplissement de ses autres fonctions ».

L'alinéa b) dudit article traite un cas qui mérite d'être détaillé ; c'est celui d'une opération de blanchiment portant sur des fonds générés d'une infraction initiale commise dans un pays autre que le Canada. En effet, :

« [...] lorsque l'infraction de blanchiment et l'infraction principale n'ont pas eu lieu dans le même pays, l'entraide judiciaire ne pourra pas être accordée que si l'infraction principale, source de revenus illicites, constitue bien une infraction similaire dans chacun des deux pays concernés. En second lieu, il faudra vérifier que l'infraction de blanchiment elle-même est bien définie dans les mêmes termes dans chacun des pays. »¹⁵²

Nous pouvons dire que l'alinéa b) constitue un véritable « embêtement » pour les procureurs qui sont tenus de s'assurer que l'acte intéressé constitue une infraction principale ou « désignée » dans les deux pays. De plus, il faut que l'infraction de blanchiment soit identiquement définie dans les législations des pays en question.

Nous proposons dans ce cadre la renonciation à la règle de la double incrimination qui limite la coopération judiciaire aux seules situations où l'infraction est sanctionnée dans les mêmes termes dans les deux pays.

En vertu de ce même article nous dégageons l'idée selon laquelle l'infraction de recyclage des produits de la criminalité est composée de deux éléments :

L'actus reus

¹⁵² M. KOUTOUZIS et J-F. THONY, préc., note 10.

L'*actus reus* ou l'acte matériel de l'infraction de recyclage des produits de la criminalité peut se matérialiser par une série de comportements tels l'utilisation, l'enlèvement, l'envoi, la livraison, et le transfert de produits ou de biens générés d'une infraction désignée.

La mens rea

La *mens rea* selon les termes de cet article renvoie à l'intention de cacher ou de convertir des biens ou leurs produits tout en sachant ou en croyant que ces biens ou produits proviennent d'une infraction de criminalité organisée ou d'une infraction désignée.

Quant à la peine, le régime répressif du blanchiment a créé des règles particulières en matière de détermination de la peine. L'article 462.31 (2) du *Code criminel* dispose ce qui suit :

« Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (1) est coupable :

- a) soit d'un acte criminel et est passible d'un emprisonnement maximal de dix ans
- b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. »

La confiscation des biens infractionnels

Tout comme le Liban, le Canada prévoit la mesure de confiscation des biens infractionnels. Cette mesure peut être prononcée lors de la déclaration de culpabilité ou lors de la détermination de la peine. Ce qui importe est de punir l'acte criminel et de priver les contrevenants des fruits de leurs crimes.

La confiscation prononcée lors de la déclaration de culpabilité est régie par l'article 490.1(1) :

« Sous réserve des articles 490.3 à 490.41 et sur demande du procureur général, le tribunal qui déclare une personne coupable d'un acte criminel prévu par la présente loi ou par la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* et qui est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, que des biens infractionnels sont liés à la perpétration de cet acte criminel ordonne que les biens infractionnels soient confisqués au profit :

- a) soit de Sa Majesté du chef de la province où les procédures relatives à l'infraction ont été engagées
- b) soit de Sa Majesté du chef du Canada pour que le membre du conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application du présent alinéa en dispose en conformité avec la loi, dans tout autre cas. »

Quant à la confiscation prononcée lors de la détermination de peine, l'article 462.37 lui a été consacré.

En effet,

« [p]ar les dispositions sur la confiscation, le législateur a voulu ajouter du mordant aux dispositions générales sur la peine. Alors que ces dernières visent à punir le contrevenant pour la perpétration d'une infraction donnée, la confiscation a plutôt comme objectif de priver le contrevenant et l'organisation criminelle des produits de leur crime et de les dissuader de perpétrer d'autres infractions »¹⁵³.

Il convient de préciser que la mesure de confiscation des biens des trafiquants n'est pas une mesure assez simple à exécuter puisqu'elle affronte une série d'obstacles comme par exemple la fourniture de la preuve de l'illicéité de l'origine des biens saisis ou des objets de l'enquête. Le fait de prouver l'illicéité de l'origine des biens demeure une tâche assez difficile à réaliser à cause des manœuvres frauduleuses et enchevêtrées auxquelles ont recours les criminels. C'est dans ce cadre que :

« [l]a Convention de Vienne a suggéré aux États de prévoir le renversement de la charge de la preuve pour faciliter les poursuites, de telle sorte qu'une personne déclarée coupable de blanchiment de l'argent devrait faire elle-même la preuve que les biens en sa possession ne sont pas dérivés de ses activités criminelles. »¹⁵⁴

Pour conclure, la politique anti-blanchiment canadienne repose sur une série de bases légales : *Code criminel*¹⁵⁵, chap. C-46, Partie XII.2, articles 462.3-462.5 ; *Loi sur les aliments et drogues*¹⁵⁶, chap. F-27, tel qu'amendé, articles 44.2 et 44.3 ; *Loi sur le contrôle des narcotiques*¹⁵⁷, R.S.C. 1985, chap. N-1, tel qu'amendé, articles 19.1 et 19.2. ; *Loi sur la*

¹⁵³ *R. c. Lavigne*, [2006] 1 R.C.S. 392, 2006 CSC 10, para. 16.

¹⁵⁴ M. KOUTOUZIS et J-F. THONY, préc., note 10.

¹⁵⁵ R.S.C. 1985.

¹⁵⁶ R.S.C. 1985.

¹⁵⁷ R.S.C. 1985.

*corruption d'agents publics étrangers*¹⁵⁸ ; *Loi sur le blocage des biens de dirigeants étrangers corrompus*¹⁵⁹.

3. Conclusion

Il est convenu que l'édiction des règles en matière de lutte contre le blanchiment d'argent constitue une étape très importante vers le combat de la criminalité¹⁶⁰. Toutefois, l'unique édicton des règles n'est pas à elle seule suffisante pour atteindre cette fin. Elle devrait être confortée par une certaine harmonisation ou uniformisation de l'ensemble des lois et des règles nationales et internationales réglementant la lutte contre le blanchiment d'argent. Cette sorte d'harmonisation est importante, voire même nécessaire, puisque notre monde est régi par un mélange de lois et de politiques différentes et inéquitables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. L'emploi du terme « inéquitables » pour qualifier les lois et les politiques renvoie notamment à la divergence entre les législations en matière d'incrimination de l'opération de blanchiment d'argent : certaines législations l'incriminent sévèrement, d'autres le font mais de façon modérée, quant à la troisième catégorie de législations, elle n'incrimine pas du tout ladite opération. Cette iniquité des législations en matière d'incrimination de l'opération de blanchiment d'argent fait en sorte qu'une même opération pourrait être jugée légale dans un pays et illégale dans un autre, ce qui complique extrêmement la poursuite des criminels.

Bref, pour faire face au blanchiment d'argent dont la prolifération est si rapide¹⁶¹, les États ainsi que la communauté internationale doivent continuer à édicter des règles et des mesures anti-blanchiment assurant la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire harmonisé et adapté au contexte général ainsi qu'aux besoins tant nationaux qu'internationaux.

Mis à part l'édiction des règles et des lois anti-blanchiment et la nécessité de leur uniformisation ou harmonisation, une lutte efficace contre le blanchiment de l'argent nécessite

¹⁵⁸ L.C. 1998, ch. 34. ; la dernière modification de cette loi a eu lieu le 19 juin 2013.

¹⁵⁹ L.C. 2011, ch. 10.

¹⁶⁰ Voir : V. TANZI, préc., note 20, p. 12-13.

¹⁶¹ Voir : G. BRAYER et CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ, préc., note 4, p. 13.

également une prise de conscience ainsi qu'un effort considérable de la part des professions intéressées de façon directe par le problème de l'argent sale. Nous renvoyons notamment aux institutions financières qui obéissent, lors de l'exercice de leur travail, à un principe majeur : le principe du secret bancaire qui encourage, d'une manière ou d'une autre, le déroulement d'activités illicites, notamment le blanchiment d'argent¹⁶².

¹⁶² Dans ce sens, voir : Nader ABDEL-AZIZ SHAFI, « Le blanchiment d'argent : étude comparative », *Le Magazine de l'Armée*, Beyrouth, septembre 2012. (Traduit)

Partie II : Le secret bancaire et la responsabilité de la banque

Les banques étaient anciennement considérées comme des institutions financières ordinaires dont le rôle était d'accueillir des dépôts et de fournir à la clientèle bancaire des facilités de crédit au moyen de prêts et de transactions bancaires. De nos jours et avec l'avènement de la mondialisation, ces institutions financières ont fini par élargir leur domaine de compétence pour offrir un plus vaste éventail de produits et de services financiers¹⁶³. Elles ont également adopté un mécanisme dont l'objet principal est de protéger la confidentialité des informations de la clientèle bancaire : c'est le principe du secret bancaire. C'est ainsi que les banques d'aujourd'hui ont fini par prendre la forme d'entreprises internationales ou de grandes sociétés¹⁶⁴.

Bien que ce développement considérable touchant la nature de l'activité bancaire ait répondu aux besoins et aux désirs des consommateurs de plus en plus exigeants, il a cependant eu d'importantes retombées négatives sur le système économique, notamment sur le secteur bancaire dont le travail est principalement régi par le mécanisme du secret bancaire.

En effet, le mécanisme susmentionné a été mis en place à l'origine pour favoriser la prospérité du secteur économique et financier et pour protéger la confidentialité des renseignements de la clientèle bancaire. Cependant, il a été dévié de sa finalité et a fini par constituer une couverture pour le déroulement des opérations de blanchiment d'argent.

¹⁶³ Citons, à titre d'exemple, les guichets automatiques, les services bancaires électroniques, les cartes à puce et les mécanismes de conversion ; « L'expression 'services financiers' prend au fil des années un sens de plus en plus large. En effet, la nature des services offerts par les institutions financières évolue. Ces services sont de plus en plus variés et ne sont plus confinés à la simple acceptation des dépôts et à l'octroi de crédit. » : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DES FINANCES, *Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit*, Québec, Le Ministère, 1997, p. 8-9.

¹⁶⁴ « [L]es banques étaient traitées non en tant que telles, mais plutôt en tant que commerçantes. Ceci n'excluait pas le fait que quelques articles du Code de commerce étaient consacrés à certaines opérations de banque : le dépôt (art. 307 et 308), la location de coffre-fort (art. 309), le crédit documentaire (art. 310 à 313). » : Raymond FARHAT, *Le secret bancaire; étude de droit comparé (France, Suisse, Liban)*, coll. « Bibliothèque de science financière v.8 », Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1970, p. 38.

Eu égard à la situation, la communauté internationale a décidé d'imposer aux banques le respect d'un certain nombre d'obligations et de règles afin que les criminels n'en tirent plus profit des avantages bancaires¹⁶⁵.

À partir de là, le premier chapitre (I) de notre présente partie sera consacré à une étude détaillée du principe du secret bancaire. Quant au second chapitre (II), il sera centré sur le développement et le rôle joué par le secteur bancaire en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Finalement, notre analyse portera sur la responsabilité des établissements financiers, notamment les banques, en cas de leur manquement à leur obligation de confidentialité, sauf dans les cas de dérogations prévus dans la loi (III).

I. Le principe du secret bancaire

Il s'agit tout d'abord de définir le secret bancaire, d'étudier son fondement dans les législations libanaise et canadienne et de développer l'idée selon laquelle le secret bancaire est « une arme à double tranchant »¹⁶⁶ ; d'un côté il protège la sphère privée de la clientèle bancaire et il constitue une des sources de la prospérité économique et de l'autre, il sert de couvert à une série de comportements abusifs (A). Finalement, nous évoquerons les dérogations prévues au secret bancaire conformément à la loi¹⁶⁷ ou à la jurisprudence¹⁶⁸ (B).

¹⁶⁵ Avant l'entrée en vigueur des lois relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, les banques étaient obligées de garder secrètes les informations portées à leur connaissance et suscitant des doutes.

Avant le 20 avril 2001, date de promulgation de la *Loi libanaise relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux*, les banques étaient obligées de garder secrètes toutes les informations portées à leur connaissance, y compris celles suscitant des doutes. Après cette date, et en vertu de l'article 7 de ladite loi, les banques ont été obligées de communiquer les opérations à caractère suspect à la Commission d'enquête spéciale.

¹⁶⁶ Paul G. MORCOS, *Le secret bancaire face à ses défis : Liban, France, Suisse, Luxembourg et Moyen-Orient : terrorisme, blanchiment, corruption, criminalité, fiscalité, transparence, technologie bancaire, concurrence, évasion de capitaux, confiance, vie privée, prospérité, souveraineté*, Bruxelles, Bruylant, 2008, p. 35.

¹⁶⁷ Au Liban, une loi spéciale relative au secret bancaire a expressément prévu les dérogations au principe du secret bancaire.

¹⁶⁸ Au Canada, les dérogations au principe du secret bancaire ont tout d'abord été prévues par la jurisprudence et par la suite par la loi.

A. Définition et fondement du secret bancaire

Chaque individu tient à la protection de sa sphère privée, sphère faisant partie intégrante des Droits de l'Homme.

La question qui se pose dans ce cadre est la suivante : dans le secteur bancaire y-a-t-il un moyen par lequel un individu pourrait garantir le respect de sa sphère privée? La réponse à cette question est affirmative puisqu'il existe un mécanisme en vertu duquel les banques sont généralement obligées de ne pas livrer les renseignements personnels de leurs clients à des tiers personnes: c'est le mécanisme du secret bancaire. Ce mécanisme a tiré son fondement de l'éthique professionnelle et morale, des coutumes et des traditions bancaires. C'est avec le développement du travail bancaire qu'il a fini par constituer une notion juridique pour laquelle des lois et des règlements ont été établis.

Qu'entend-t-on exactement par secret bancaire ?

« D'une façon générale, il s'agit de l'obligation, pour l'ensemble des membres des organes de direction et de surveillance des établissements de crédit, ainsi que leurs employés exerçant une activité bancaire, de taire les informations de nature confidentielle qu'ils détiennent sur leurs clients ou des tiers. »¹⁶⁹

Dans un sens large, le secret bancaire n'est qu'une image du secret professionnel devant être respecté par toute personne exerçant une profession particulière. Quant au sens étroit du terme, le secret bancaire est un système juridique rigide dont le respect incombe à la charge du personnel de la banque. Le secret bancaire constitue alors une notion juridique intimement liée à la profession bancaire tandis que le secret professionnel constitue une notion juridique régissant différentes catégories de professions.

Le fondement légal du secret bancaire varie dépendamment du pays concerné : le Liban a par exemple décidé d'instaurer un régime spécial (un texte *ad hoc*) d'un secret

¹⁶⁹ J. LASSERRE CAPDEVILLE, préc., note 15, p. 14.

renforcé¹⁷⁰. Quant au Canada, il s'est contenté de l'application des dispositions générales déjà établies et relatives à la protection des renseignements financiers¹⁷¹.

Le fait que chacun des deux pays susmentionnés consacre un régime de secret bancaire d'intensité variable justifie l'importance de notre étude comparative. Nous étudierons dans un premier temps les dispositions légales régissant le secret bancaire au Liban (1) et au Canada (2) pour ensuite vous faire part de nos observations (3) à la lumière de ce qui sera respectivement présenté dans les deux premières parties.

1. Au Liban

a) Aperçu du contexte libanais avant 1956

Le libéralisme économique qui a progressivement réussi à s'imposer au sein de l'État libanais a joué un rôle majeur au niveau de l'essor du secteur économique du pays. La mise en jeu de la liberté du commerce, l'acquisition des devises étrangères et l'instauration d'une politique fiscale caractérisée par la stabilité de la monnaie et la faiblesse de ses taux d'imposition forment les principales caractéristiques du libéralisme économique.

Outre la libéralisation du marché libanais, le régime dictatorial de certains pays arabes ainsi que l'instabilité politico-militaire du Moyen-Orient ont également contribué à l'essor du secteur financier du pays¹⁷². Pour rentrer un peu plus dans les détails, il s'agit de préciser que la situation instable régnant dans les pays voisins a fini par créer des conditions déséquilibrées, limiter la liberté individuelle et nationaliser plusieurs secteurs économiques à l'intérieur des pays mêmes. Tout cela a abouti à la fuite des capitaux des pays concernés et leur transfert au

¹⁷⁰ « La portée et la rigueur de ce secret débordent le cadre classique du secret professionnel et lui confèrent de la sorte une autonomie propre. » : R. FARHAT, préc., note 164, p. 12.

¹⁷¹ « Les législateurs de certains États ont édicté des dispositions spéciales pour le mécanisme du secret bancaire et sa violation. Quant à d'autres États, ils ont décidé d'élargir l'interprétation des dispositions générales du secret professionnel pour que ces dernières régissent également le secret bancaire. » : Naim MOGHABGHAB, *Le secret bancaire, étude de droit comparé (Belgique, France, Luxembourg, Suisse et Liban)*, 1996, p. 146.

Traduction :

لحظ المشترك، في بعض الدول، أحكاماً خاصة لإنتهاك السرية المصرفية. أما في دول أخرى، فعوض إعتداد أنظمة خاصة لجأ الفقهاء إلى توسيع تفسير الأحكام العائدة للسرية المهنية بشكل عام

¹⁷² Ce secteur était totalement isolé de l'entourage politique instable et a confirmé sa capacité à prospérer indépendamment des circonstances volatiles de la région. Dans ce sens, voir : « Conférence bancaire arabe 2016 à Beyrouth: La complémentarité bancaire arabe », *Union of Arab Banks*, n° 424, mars 2016, p. 31. (Traduit)

sein des banques libanaises¹⁷³. De plus, les *causes physiques* (la position géographique du Liban, son climat ...) et les *causes morales*¹⁷⁴ (les traditions, les mœurs et les coutumes libanaises ...) du Liban ont également joué un rôle considérable dans l'attraction des capitaux étrangers.

L'ensemble de ces éléments d'extranéité susmentionnés a, d'une part offert un cadre privilégié pour le transfert des capitaux étrangers au sein des banques libanaises et de l'autre, renforcé le statut financier et économique de Beyrouth.

À partir de ce contexte économique attrayant, il a fallu chercher un moyen par lequel il serait possible de préserver cette prospérité économique et financière libanaise. Ce moyen fut concrétisé par l'adoption d'un mécanisme pouvant constituer l'axe de confiance pour le client et l'axe de stabilité de la situation financière: c'est le mécanisme du secret bancaire¹⁷⁵.

Personne autre que l'initiateur de la *Loi libanaise de 1956 relative au secret bancaire* n'est en mesure de nous faire parvenir les véritables motifs derrière son adoption :

C'est à la suite d'une rencontre tenue le 12 mars 1980 à Paris que l'ancien député Raymond Eddé, promoteur de la loi libanaise sur le secret bancaire, a clarifié que les véritables motifs derrière l'adoption de cette loi étaient d'ordre économique et financier. En fait, après avoir fait sa tournée en 1947 dans quelques pays européens, il a remarqué un important contraste entre la misère d'une série de pays et l'aisance des états suisses. Il a tiré une conclusion selon laquelle l'adoption du mécanisme du secret bancaire en Suisse était la majeure raison derrière

¹⁷³ Voir : Charles FABIA, « L'institution du secret bancaire au Liban », *Revue trimestrielle de droit commercial*, Tome X, 1957, p. 56 : « [...] le Liban étant devenu le refuge d'avoirs étrangers. Ce refuge fut largement utilisé par des ressortissants de pays orientaux voisins ou proches, désireux de mettre une partie de leur fortune à l'abri des fantaisies autoritaires de régimes dictatoriaux. ».

¹⁷⁴ Selon Montesquieu, chaque pays a ses propres causes morales et physiques inspirant son législateur : c'est *l'Esprit des lois*. Conformément à ce principe, les lois doivent se rapporter à la nature et au principe du gouvernement, au climat, au genre et au rythme de vie des peuples, à la religion et aux mœurs des habitants, à leurs richesses et au commerce. Pour plus d'informations sur la théorie de *l'Esprit des lois*, voir : Denis DE CASABIANCA, *L'Esprit des lois, Montesquieu*, coll. « Philo-œuvres », Paris, Ellipses, 2003.

¹⁷⁵ L'adoption du mécanisme du secret bancaire a été conforté par une série d'autres éléments qui ont également joué un rôle inévitable au niveau de la prospérité du secteur économique et financier libanais. De ces éléments citons à titre d'exemple: la sécurité au sein de l'État libanais, la stabilité politique et économique du pays, l'efficacité et la qualité des services financiers, le savoir-faire du personnel de la banque et la capacité de la banque à faire face à ses engagements.

la prospérité de ce pays¹⁷⁶. Raymond Eddé a alors décidé que la prospérité économique et l'abondance financière pouvaient dépendre de quelques articles d'une loi instituant un secret bancaire particulièrement strict.

Soutenant le point de vue de Raymond Eddé, le législateur libanais a décidé d'édicter une loi relative au secret bancaire pour faire du Liban « la Suisse du Moyen-Orient »¹⁷⁷ et pour le garder comme un paradis pour les capitaux étrangers. En effet, l'exposé des motifs¹⁷⁸ du projet de cette loi n'a laissé aucun doute sur son inspiration du régime suisse¹⁷⁹.

Il ne serait pas approprié de rentrer dans les détails du secret bancaire suisse, mais nous pensons pertinent d'apporter quelques éléments essentiels pour sa juste compréhension.

b) Le secret bancaire suisse : principale source d'inspiration du secret bancaire libanais

Avant la promulgation de la *Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne* du 8 novembre 1934, la Suisse ne disposait d'aucune législation fédérale sur les banques et sur le secret bancaire. À cette époque, la protection du secret bancaire reposait sur les traditions et les coutumes suisses en vigueur et sur les articles 27 et 28 du *Code civil* relatifs à la protection de la personnalité¹⁸⁰. Quant à la violation de l'obligation de confidentialité, elle engageait uniquement la responsabilité civile de la banque.

¹⁷⁶ N. MOGHABGHAB, préc., note 171, p. 20.

Traduction :

لا يستطيع أحد أن يعلمنا عن الدوافع الكامنة وراء اقتراح قانون السرية المصرفية بشكل أفضل من واضع الاقتراح. فعلى أثر المقابلة التي تمت في باريس بتاريخ ١٢ آذار ١٩٨٠ مع النائب والوزير السابق ريمون إدّه، واضع هذا الاقتراح أفادنا بأن غايته كانت في البدء سياسية، فعندما جال في بعض دول أوروبا في سنة ١٩٤٧ لاحظ التباين الصارخ بين الدمار الذي لحق الدول التي كانت مسرحاً للقتال، وبين رفاهية الدول السويسرية. فاستنتج بأن منقذ الحياد في الدول السويسرية لم يكون جيشها ولا جبالها إنما سرّيتها المصرفية.

¹⁷⁷ « En fait, le surnom de « Suisse du Moyen-Orient », qui est souvent attribué au Liban, est naturellement dû en partie à quelques similitudes de paysage géographiques, mais principalement à la comparaison de son système politique et bancaire avec celui de la Suisse » : P. MORCOS, préc., note 166, p. 112.

¹⁷⁸ L'exposé des motifs indique ce qui suit : « [I]e moyen d'assurer une telle situation privilégiée pour le Liban, est d'élaborer une législation instituant un régime de secret bancaire tel qu'il est appliqué en Suisse. ».

¹⁷⁹ « [I]es secrets bancaires de la Suisse et du Liban, tous les deux extensifs, partagent des éléments d'extranéité similaires, dus aux ressemblances socio-politiques. [...] Le pluralisme, l'expérience des conflits, des négociations et des concessions mutuelles sont des ressemblances qui lient le Liban à la Suisse. » : *id.*, p. 101.

¹⁸⁰ Pour le texte intégral des articles, voir Georges SCYBOZ et Pierre-Robert GILLIERON, *Code civil suisse et Code des obligations : annotés*, 4^e éd., Lausanne, Payot, 1988, p. 26 à 34.

Après la promulgation de la *Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne* en 1934, l'obligation de confidentialité incombée à la charge des banquiers fut légalement reconnue par l'article 47 de ladite loi¹⁸¹ adoptée à la suite d'un scandale d'évasion fiscale. Cette loi « instaure certes un secret bancaire quasi infranchissable »¹⁸² et « constitue un véritable édifice législatif règlementant l'ensemble de l'organisation bancaire. »¹⁸³

En effet, l'article 47 susmentionné constitue une disposition de droit pénal qualifiant de délit toute dérogation de la part de la banque à son devoir de discrétion. Par conséquent, toute violation de ce devoir tombera sous le coup du droit pénal et des peines sévères allant d'amendes financières jusqu'à des peines d'emprisonnement encourront à quiconque enfreignant à son obligation de confidentialité.

Une bonne compréhension de l'article 47 requiert son analyse d'une manière concise. Conformément à son contenu actuel¹⁸⁴, l'article 47 dispose ce qui suit :

« 1- Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui, intentionnellement :

- a. en sa qualité d'organe, d'employé, de mandataire ou de liquidateur d'une banque, ou encore d'organe ou d'employé d'une société d'audit, révèle un secret à lui confié ou dont il a eu connaissance en raison de sa charge ou de son emploi ;
- b. incite autrui à violer le secret professionnel ;
- c. révèle un secret qui lui a été confié au sens de la let. a ou exploite ce secret à son profit ou au profit d'un tiers.

Est puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire celui qui obtient pour lui-même ou pour un tiers un avantage pécuniaire en agissant selon l'al. 1, let. a ou c.

2- Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 250 000 francs au plus¹⁸⁵.

3- ...¹⁸⁶

¹⁸¹ *Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne* du 8 novembre 1934.

¹⁸² Gilles FAVAREL-GARRIGUES, Thierry GODEFROY et Pierre LASCOUTES, *Les sentinelles de l'argent sale : les banques aux prises avec l'antiblanchiment*, coll. « Cahiers libres », Paris, La Découverte, 2009, p. 40-41.

¹⁸³ R. FARHAT, préc., note 164, p. 46.

¹⁸⁴ Depuis 1934 jusqu'à présent, le contenu de cet article a connu plusieurs évolutions.

¹⁸⁵ En vertu des dernières modifications apportées à cet article, le nombre des personnes susceptibles d'être poursuivies ainsi que le montant des amendes ont augmenté. Selon le ch. I LB du 11/3/1971, en vigueur depuis le 1/7/1971 (RO 1971 808 825 art. 1^{er} ; FF 1970 I 1157), « [s]i le délinquant a agi par négligence, la peine sera l'amende jusqu'à concurrence de 30 000 francs. » Nous remarquons que l'amende est passée de 30 000 francs à 250 000 francs.

4- La violation du secret professionnel demeure punissable alors même que la charge, l'emploi ou l'exercice de la profession a pris fin.

5- Les dispositions de la législation fédérale et cantonale sur l'obligation de renseigner l'autorité et de témoigner en justice sont réservées.

6- La poursuite et le jugement des infractions réprimées par la présente disposition incombent aux cantons. Les dispositions générales du code pénal sont applicables. »

Une spécificité pouvant être relevée à la vue de cet article consiste en la sanction du non-respect du secret bancaire par négligence. « Il suffit [alors], pour caractériser le délit en Suisse, que le banquier manque, fautivement, à un devoir de prudence, même sans se rendre compte des répercussions exactes de son acte. »¹⁸⁷ Cette solution assez ferme distingue le droit helvétique de plusieurs autres droits qui exigent la présence de l'élément intentionnel¹⁸⁸. Par la sanction du manquement à l'obligation de confidentialité par négligence, le législateur a évidemment voulu pointer sur la gravité des conséquences pouvant résulter de cet acte.

Quant à l'autre spécificité pouvant être notée à la lecture de cet article, elle concerne la rigueur des sanctions imposées en cas de violation du secret bancaire, à savoir que ces sanctions ont été raffermies à la suite d'une révision entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009¹⁸⁹. En raison de la rigueur de la législation suisse en la matière et la gravité de la peine encourue, les banques suisses ont fini par constituer un terrain fertile pour le déroulement de la criminalité.

Tout ce qui a été avancé ci-dessus justifie pourquoi :

« [L']institution du secret bancaire suisse a été accusée, à plusieurs reprises, de favoriser l'évasion fiscale, de couvrir, sinon des opérations criminelles, du moins certaines manipulations douteuses, de donner aux représentants de régimes totalitaires comme aux bas-fonds de la société un asile financier pour leurs

¹⁸⁶ L'alinéa 3 a été abrogé par le ch. 10 de l'annexe à la L du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers, avec effet au 1^{er} janv. 2016 (RO 2015 5339; FF 2014 7235).

¹⁸⁷ J. LASSERRE CAPDEVILLE, préc., note 15, p. 94.

¹⁸⁸ Citons, à titre d'exemple, le droit libanais.

¹⁸⁹ Avec l'entrée en vigueur de la révision de 2009, la sanction du non-respect intentionnel du secret bancaire est passée de six mois à trois ans d'emprisonnement. Quant à l'amende encourue en cas de commission par négligence, celle-ci est passée de 30 000 à 250 000 francs suisses.

malversations et pour des capitaux de provenance occulte, de cacher des fonds importants obtenus illégalement par la vente de la drogue. »¹⁹⁰

Afin de préserver l'intérêt de ses banques et pour tenir éloignés de sa place financière les capitaux d'origine criminelle, la Suisse a promulgué en 1990 une réglementation stricte relative à la lutte contre le blanchiment d'argent en vertu de laquelle les banquiers sont tenus d'être prudents et vigilants lors de l'ouverture de comptes bancaires.

Une autre mesure prise par ce pays en 1991 sous la pression du gouvernement américain est l'abolition du compte à numéro¹⁹¹ qui est caractérisé par le dépôt ou le retrait d'argent sans besoin de révélation de l'identité du client¹⁹². Le dévoilement de l'identité du client à la direction de la banque est devenu obligatoire. L'entrée en jeu de ces deux mesures atténuant la rigueur du secret bancaire s'est accompagnée d'une baisse considérable du taux des opérations de blanchiment d'argent.

Le secret bancaire suisse, comme tous les secrets bancaires au monde, n'est pas absolu et a ses propres exceptions, parmi lesquelles notamment la levée du secret en matière de procédure pénale et en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux.

En ce qui concerne la levée du secret bancaire en matière de procédure pénale, celle-ci est encadrée par le droit afin d'éviter toutes sortes d'abus. Les articles 101 et 102 du *Code de procédure pénale suisse* prévoient la faculté pour l'autorité pénale de restreindre le droit, de toutes les parties ou de quelques-unes d'entre elles, de consulter les actes du dossier pénal. De plus, l'article 73 du même code impose le silence aux membres des autorités pénales ainsi qu'à leurs collaborateurs. Quant à la levée du secret bancaire en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux, le secret bancaire doit être obligatoirement écarté une fois l'intermédiaire financier se tient au courant de l'origine criminelle des fonds ou lorsqu'il a un

¹⁹⁰ Herbert SCHÖNLE, « Le secret bancaire en Suisse », dans *Le Secret bancaire dans la C.E.E. et en Suisse; rapport national du colloque organisé par le Centre d'économie bancaire internationale et le Centre universitaire d'études des Communautés européennes de l'Université de Paris I, les 15 et 16 octobre 1971*, 2^e éd., Paris, Presses universitaires de France, 1974, p. 177.

¹⁹¹ Telle est l'appellation suisse donnée à un compte numéroté.

¹⁹² Voir : Mario POSSAMAI, préc., note 25, p. 147 : « En 1991, quand la Suisse a annoncé qu'elle ne permettrait plus, désormais, aux avocats de cacher l'identité de leurs clients lorsqu'ils déposent des fonds dans des banques suisses son voisin, le Liechtenstein, a continué de permettre aux avocats et aux fiduciaires de fournir un tel anonymat. Résultat : l'argent traversera discrètement la frontière pour aller au Liechtenstein. ».

soupçon fondé de blanchiment d'argent. Dans ce cas, l'intermédiaire financier doit immédiatement informer le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent¹⁹³.

À partir de tout ce qui a été avancé ci-haut nous pouvons constater que les fondements de l'obligation de confidentialité incombée à la charge des banquiers suisses ont évolué au fil des ans. De plus, le régime suisse du secret bancaire a connu un nombre considérable de délimitations durant les trente dernières années afin de limiter autant que possible les possibilités d'abus. En résumé, depuis sa mise en place jusqu'à aujourd'hui, le secret bancaire suisse a été modéré afin qu'il soit adapté aux nouvelles exigences, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Après avoir présenté le secret bancaire suisse, nous étudierons en détail le secret bancaire libanais largement inspiré du modèle suisse.

c) Loi de 1956 relative au secret bancaire

Avant la promulgation de la *Loi relative au secret bancaire*, le législateur libanais reconnaissait le principe du secret professionnel régissant une catégorie de métiers aux termes de l'article 579 du *Code pénal libanais*¹⁹⁴. Le champ d'application de cette disposition pénale était extrêmement imprécis quant aux professions qui y sont assujetties. Dans son ouvrage, Raymond Farhat considère « [qu'] au Liban, on ne pouvait guère parler du banquier confident nécessaire. [...] Cette notion du banquier confident nécessaire n'a jamais eu sa place dans le droit bancaire libanais. Il n'existait aucune raison pour qu'il le soit dans l'absence totale de réglementation. »¹⁹⁵

Quant à la jurisprudence et la majorité de la doctrine, elles soutenaient la position de M. Farhat et refusaient également de considérer le banquier comme une des personnes visées par les

¹⁹³ L'obligation de communiquer au bureau de communication est régie par l'art. 9 de la *Loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme* (LBA) du 10 octobre 1997.

¹⁹⁴ En vertu de cet article : « [q]uiconque ayant à raison de son état, de sa fonction, de sa profession ou de son art, connaissance d'un secret, le révélera sans juste motif, ou bien l'utilisera à son profit ou au profit d'un tiers sera puni, si le fait a été susceptible de causer un préjudice, même moral, d'un emprisonnement d'un an au plus et d'une amende qui n'excèdera pas quatre cent mille livres libanaises ».

¹⁹⁵ R. FARHAT, préc., note 164, p. 39.

termes de l'article 579 du *Code pénal libanais* sous prétexte qu'il n'est pas un confident nécessaire et qu'il n'existe aucune raison pour qu'il le soit. Par voie de conséquence, aucune protection des renseignements privés ne pouvait être conférée à la clientèle bancaire en vertu de l'article susmentionné.

Cependant, l'absence de réglementation du secret professionnel du banquier à cette époque-là n'empêchait pas la sanction de ce dernier en cas de son manquement à son obligation de discrétion. En effet, ce sont les articles 252 et 262¹⁹⁶ du *Code des obligations et des contrats libanais* qui prévoient l'indemnisation en dommages-intérêts¹⁹⁷ du client lésé.

Eu égard à la faille législative en la matière, le législateur libanais a décidé de promulguer en 1956 une loi spéciale¹⁹⁸ relative au secret bancaire. La consécration de cette base légale composée de dix articles¹⁹⁹ et régissant d'une manière explicite l'obligation de confidentialité incombée à la charge du banquier fut considérée comme une étape très importante tant au niveau économique que bancaire.

« Le secret bancaire a été instauré en 1956 avec l'objectif affiché de soutenir l'économie libanaise²⁰⁰. »²⁰¹ Les questions qui se posent dans ce cadre sont les suivantes : « [L]e secret bancaire remplit-il aujourd'hui ce rôle? Ses avantages compensent-ils

¹⁹⁶ L'art. 262 du *Code des obligations et des contrats libanais* dispose ce qui suit:

« En matière contractuelle, la répartition ne concerne que les dommages qui étaient prévisibles lors de la formation de la convention, du moins si le débiteur n'a point commis de dol. »

Traduction :

إن التعويض في حالة التعاقد لا يشمل سوى الأضرار التي كان يمكن توقعها عند إنشاء العقد ما لم يكن المدين قد ارتكب خداعاً

¹⁹⁷ Cette sanction civile n'était évidemment pas en mesure de fournir une garantie suffisante à la protection des informations relatives à la clientèle bancaire.

¹⁹⁸ Toute loi spéciale devrait être interprétée et appliquée d'une manière exclusive et ne pourrait en aucun cas être enfreinte sauf si une disposition explicite en dispose autrement. Dans ce sens, l'article 9 de la *Loi libanaise sur le secret bancaire* dispose que : « [s]ont abrogés tous les textes législatifs qui contredisent ou ne sont pas en accord avec les dispositions de la présente loi. ».

¹⁹⁹ Les dix articles de la *Loi relative au secret bancaire* traitent tous les aspects du mécanisme du secret bancaire : l'article 1 définit le principe de discrétion, l'article 2 délimite son étendue, les articles 2 et 8 traitent les cas de dérogations, l'article 8 régit la sanction de la violation du secret, etc.

²⁰⁰ Atef ELKHOURY, « La présentation du secret bancaire au Liban », dans *Le secret bancaire au Liban : sécurité et risques*, Paris, Ordre des avocats de Paris, 2012, p. 3, en ligne : <<http://www.avocatparis.org/system/files/worksandcommissions/CR%2520juin2012.pdf>> (consulté le 25 mars 2018).

²⁰¹ Sahar AL-ATTAR, « Le secret bancaire, un atout pour le Liban? », *Le Commerce du Levant*, 1 novembre 2016, en ligne : <<https://www.lecommercedulevant.com/article/26761-le-secret-bancaire-un-atout-pour-le-liban->> (consulté le 10 février 2018).

amplement ses inconvénients, comme l'avait affirmé le législateur à l'époque de son adoption? »²⁰².

Pour répondre à ces questions assez complexes, il s'agit de s'attarder sur les principaux articles de la loi de 1956 régissant le mécanisme du secret bancaire.

Le principal article régissant ledit mécanisme dans *La loi relative au secret bancaire* est l'article 2. En vertu de cet article, les directeurs et les employés des établissements bancaires sont tenus au secret absolu en faveur de la clientèle bancaire²⁰³ et ne peuvent divulguer à quiconque les données et les informations en leur possession. Aux termes de cet article :

« [I]es directeurs et les employés des banques mentionnées à l'article 1²⁰⁴, et toute personne qui, de par sa qualité ou sa fonction, a accès par n'importe quel moyen aux comptes, opérations et correspondance desdites banques, sont absolument tenus de garder le secret bancaire dans l'intérêt des clients desdites banques. Ils ne peuvent divulguer les informations portées à leur connaissance à propos des noms, des fonds ou des questions relatives aux clients à aucune personne ou autorité publique, qu'elle soit administrative, militaire²⁰⁵ ou judiciaire, sans une autorisation écrite du client concerné, de ses héritiers ou légataires, ou bien en cas de déclaration de faillite du client, ou d'un procès relatif à des opérations bancaires entre les banques et leurs clients. »

En vertu de cet article, le banquier et toute personne qui, de par sa qualité ou sa fonction a accès aux comptes et aux opérations, a l'obligation de taire les informations de nature confidentielle qui lui ont été parvenues à l'occasion de l'exercice de sa profession²⁰⁶. Par voie de conséquence, ce professionnel a le pouvoir, voire même l'obligation, de s'opposer à toute demande de révélation. Le secret bancaire libanais protecteur de l'intérêt privé du client a

²⁰² *Id.*

²⁰³ *Banques et secret bancaire*, Affaire n° 227, jugement, 31 mai 2001, Al-moustashar - Collections d'affaires pour le juge Afif Shams El-Din, Cour de cassation pénale. (Traduit)

²⁰⁴ Le *Code de la Monnaie et du Crédit* du 1^{er} août 1963 a soumis toutes les banques opérant au Liban au secret bancaire punissable par la loi. Ainsi le privilège relatif à l'octroi du secret bancaire est accordé à toutes les banques libanaises sans exception.

²⁰⁵ L'autorité publique militaire renvoie aux tribunaux militaires libanais qui ont la compétence en cas de survenance d'un litige impliquant un militaire.

²⁰⁶ *Responsabilité de la banque*, arrêt, 12 juillet 1996, Al-moustashar - Collections d'affaires pour le juge Afif Shams El-Din, Cour d'appel du Mont-Liban. (Traduit)

alors un caractère global puisqu'il est opposable à toute personne, quels que soient sa qualité et son rang et ne peut être levé que dans des cas exclusifs prévus par la loi²⁰⁷.

Quant à l'article 3 de la *Loi relative au secret bancaire*, celui-ci dispose que :

« [L]es banques mentionnées à l'article 1 peuvent ouvrir pour leurs clients des comptes de dépôt numérotés dont l'identité des titulaires n'est connue que du directeur de la banque ou son délégué.

L'identité du titulaire d'un compte numéroté ne peut être révélée qu'avec son autorisation écrite ou celle de ses héritiers ou légataires, ou bien en cas de déclaration de faillite du client, ou d'un procès relatif à des opérations bancaires entre les banques et leurs clients.

Ces banques peuvent, dans les mêmes conditions, louer des coffres-forts numérotés. »

En effet, la possibilité d'ouverture d'un compte bancaire numéroté ainsi que la faculté de location d'un coffre-fort numéroté²⁰⁸ ont évidemment renforcé l'institution du secret bancaire par le fait de réduire, autant que possible, les risques de violation des secrets de la clientèle bancaire. Il convient de préciser que l'identification de ce type de comptes est exclusivement réservée à la direction de la banque. Quant au reste des employés de cette institution financière, ils ont uniquement accès au code ou au numéro de compte du client concerné.

Il convient de préciser « [qu'] en matière de secret bancaire, aucune distinction n'est faite entre un compte numéroté et un autre type de compte bancaire. Le régime du secret bancaire libanais couvre toute sorte de comptes, de la façon la plus rigoureuse. »²⁰⁹

Pour le reste des articles de la *Loi relative au secret bancaire*, ils sont relatifs aux dérogations et à la sanction de la violation de l'obligation de confidentialité incombée à la charge de la banque. Nous les étudierons en détail dans nos prochaines sections.

²⁰⁷ Voir : P. MORCOS, préc., note 166, p. 28-29 : « [L]e régime du secret bancaire libanais enjoint au banquier de s'opposer à toute investigation ou communication, même émanant de pouvoirs publics. Les effets du secret bancaire se caractérisent par une opposabilité très large qui exclut l'immixtion non seulement des personnes privées, mais également de la Puissance Publique. ».

²⁰⁸ Il s'agit de préciser que la banque n'est pas responsable du contenu des coffres-forts. Dans ce sens, voir : *La responsabilité de la banque*, arrêt, 17 avril 1996, Al-moustashar - Collections d'affaires pour le juge Afif Shams El-Din, Chambre de première instance du Mont-Liban. (Traduit)

²⁰⁹ P. MORCOS, préc., note 166, p. 279.

À la lumière de notre prise de connaissance du contenu des articles susmentionnés, nous pensons qu'il serait opportun d'avancer quelques propositions de modifications devant être apportées au contenu de *Loi de 1956 relative au secret bancaire*.

d) Propositions de modifications de la Loi de 1956

Malheureusement, la *Loi relative au secret bancaire*, promulguée à la base pour des fins de prospérité et de croissance économique, a fini par soulever un nombre considérable de problèmes. En effet, l'adoption d'un secret bancaire extrêmement extensif constitue un obstacle majeur à la lutte contre la criminalité puisqu'il sert comme un moyen de protection aux opérations illicites.

Nous pensons que cette situation « chaotique » devrait absolument inciter le législateur libanais à reconsidérer la *Loi relative au secret bancaire* promulguée depuis plus de cinquante ans. Il faudrait impérativement trouver une solution pour assouplir la rigidité des dispositions de ladite loi tout en protégeant la confidentialité des données de la clientèle bancaire.

L'ensemble de nos propositions vise à combler les lacunes législatives existant dans la loi de 1956. Les voici énumérées ci-dessous :

i) La redéfinition du secret bancaire

Il est vrai que l'adoption d'un secret bancaire à caractère quasi-absolu ou extensif est la majeure raison derrière la prospérité et la croissance du secteur économique, notamment le secteur bancaire. Toutefois, une révision²¹⁰ de ce mécanisme, à la lumière des développements récents et des nouvelles réalités politiques et économiques, s'avère nécessaire puisqu'il a fini par prendre la forme d'un droit non limitatif engendrant des situations abusives et injustes.

ii) Les « bénéficiaires » du secret bancaire

²¹⁰ L'opposabilité du secret bancaire à l'autorité judiciaire devrait par exemple être abolie.

En vertu de l'article 2 de la *Loi sur le secret bancaire*, les bénéficiaires de l'obligation de confidentialité incombée à la charge de la banque sont « les clients desdites banques ». « En effet, le législateur de 1956 s'est contenté d'édicter le secret au profit des clients sans préciser le sens qu'il assignait à ce terme. »²¹¹

La jurisprudence libanaise a dans un premier temps opté pour le sens strict du terme « client », en vertu duquel sont uniquement protégés par le secret bancaire les clients habituels qui établissent avec la banque des rapports d'affaires permanents et antérieurs²¹². Après quelques années, un jugement²¹³ optant pour une interprétation plus large du terme « client » a été rendu. Cette évolution de la jurisprudence justifie l'idée que le terme « client » employé dans la loi de 1956 ne cesse de créer une ambiguïté quant à sa définition et suscite par conséquent de nombreuses interprétations.

Quant à la doctrine libanaise²¹⁴, elle a depuis toujours opté pour l'interprétation large du terme « client ». Conformément à cette interprétation, une deuxième catégorie de personnes est également capable de tirer profit de l'obligation de confidentialité incombée à la charge de la banque ; ce sont les clients de passage qui n'ont pas entretenu de rapports contractuels avec la banque mais dont certaines de leurs informations ont été portées à la connaissance de cette dernière.

Pour la doctrine libanaise, il n'ait guère nécessaire que les relations d'affaires nouées entre le client et la banque aient un caractère de permanence et d'antériorité. Il se peut par exemple que le bénéficiaire d'un chèque ne fasse pas partie de la clientèle d'une banque déterminée, mais, malgré cela, il bénéficiera du mécanisme du secret bancaire et ses informations inscrites sur le verso du chèque²¹⁵ demeureront confidentielles. Par voie de conséquence, toute

²¹¹ R. FARHAT, préc., note 164, p. 73 ; Dans ce sens, voir : P. Morcos, préc., note 166, p. 93 : « la définition du terme « client de la banque » ne figure pas dans le texte de la loi, ce qui a donné lieu à des interprétations différentes, voire antagonistes, de la doctrine et de la jurisprudence. ».

²¹² Dans ce sens, voir : *Affaire* n° 936, jugement, 9 mai 1960, Rev. jud. lib. 1960, p. 600, Tribunal de première instance de Beyrouth : « On entend par clients, les personnes qui sont en rapports avec la banque et entretiennent avec elles des notions bancaires ». (Traduit)

²¹³ *Affaire* n° 410, arrêt, 18 octobre 1983, Al-Adel 1984, p. 168, Conseil d'État. (Traduit)

²¹⁴ Voir : Peter GERMANOS, *Les dérogations au secret bancaire*, Sader Editeurs, Beirut, 2006, p. 87 à 89. (Traduit)

²¹⁵ Son nom et son numéro de compte bancaire.

demande de photocopie du verso du chèque de la part de son tireur sera définitivement rejetée par la banque²¹⁶.

Après avoir pris une idée sur les interprétations stricte et large du terme « client » et la position de la jurisprudence et la doctrine en la matière, nous trouvons qu'il serait plus convenable de se livrer à l'interprétation large du terme « client ». Selon celle-ci, serait considérée comme une cliente d'une banque déterminée toute personne physique ou morale, habituelle ou occasionnelle, nationale ou étrangère voulant traiter volontairement avec cette institution. Par conséquent et selon l'interprétation large du terme « client », seront protégés par le principe du secret bancaire les clients habituels et occasionnels (ou de passage).

En parlant des clients de passage, il convient de souligner que la banque devrait être en mesure d'entretenir une relation particulière²¹⁷ avec eux puisqu'il lui serait difficile, voire même impossible, d'identifier l'intention et l'aisance de tels clients à partir d'une ou de quelques rencontres avec eux. Les opérations liées à cette catégorie de clients devront être assujetties à une surveillance accrue de la part du personnel de la banque.

À la lumière de notre étude comparative, il convient de préciser qu'au Canada, la définition du terme client est établie et elle ne suscite aucun doute. Dans ce pays, il existe un critère en vertu duquel il serait possible de juger si telle ou telle personne fait partie de la clientèle bancaire. Ce critère se matérialise par le remplissage d'une demande d'ouverture de compte. Dans leur ouvrage, Nicole L'Heureux et Marc Lacoursière ont écrit :

²¹⁶ Une proposition de modification pourrait être avancée dans ce cadre afin de garantir les droits du tireur contre son créancier de mauvaise foi. Notre proposition consiste à autoriser la fourniture de la photocopie de l'endos du chèque encaissé au client tireur du chèque qui peut parfois travailler avec des créanciers de mauvaise foi. L'objet de livrer une photocopie de l'endos du chèque encaissé au tireur est de lui permettre de se défendre en prouvant qu'il est libéré de sa dette et qu'il a déjà versé l'argent à son créancier de mauvaise foi.

²¹⁷ La banque devrait effectuer des vérifications supplémentaires et prévoir des procédures de contrôle plus ou moins renforcées avec ce type de clients.

L'article 4 de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme* énumère une série d'obligations et de procédures devant être obéies par une série d'institutions, y compris les banques. L'on peut citer, à titre d'exemple, le contenu de l'alinéa 2 dudit article :

« Les banques [...] doivent se conformer aux obligations et aux procédures énumérées ci-après [...] :

2. Appliquer les mesures de diligence nécessaires sur les clients de passage afin de vérifier leur identité, si le montant de l'opération unique ou d'une série d'opérations effectuées dépasse le seuil désigné par la Banque du Liban. »

« [I]a durée du rapport banque-client n'est pas un élément essentiel de la qualification, c'est plutôt la demande d'ouverture du compte qu'il faut considérer. Des opérations occasionnelles sans ouverture d'un compte ne sont pas suffisantes. Ainsi, le fait que A ait encaissé à la Banque B, à plusieurs reprises, des chèques dont il est bénéficiaire ne fait pas de A un client de la Banque B, à moins que A ait ouvert un compte à la Banque B. Un client est donc une personne qui a fait une demande d'ouverture d'un compte en son nom. »²¹⁸

iii) Les informations protégées par le secret bancaire

La question qui se pose est de savoir quelles sont les informations protégées par le mécanisme du secret bancaire.

En vertu de l'article 2 de la *Loi de 1956 relative au secret bancaire*,

« [I]es directeurs et les employés des banques [...] sont absolument tenus de garder le secret bancaire dans l'intérêt des clients desdites banques. Ils ne peuvent divulguer les informations portées à leur connaissance à propos des noms, des fonds ou des questions relatives aux clients. »

En effet, l'expression « questions relatives aux clients » qui est employée dans le corps du texte de cet article engendre une certaine ambiguïté en raison de son manque de clarté.

Nous proposons alors d'énumérer d'une manière exclusive et détaillée les informations et les faits devant être régis par le mécanisme du secret bancaire. L'élaboration d'une liste énumérative²¹⁹ rendra le travail bancaire moins compliqué puisque seules les informations figurant dans cette liste seront protégées par le mécanisme du secret bancaire. Le fait d'adopter une telle liste « permet d'éviter les interprétations hasardeuses et de dissiper un certain équivoque pouvant se créer dans l'esprit du client. »²²⁰

Notre proposition de modification ne semble pas constituer la meilleure solution pour M. Farhat. Dans son ouvrage, l'auteur avance une idée selon laquelle il ne serait pas possible

²¹⁸ Nicole L'HEUREUX et Marc LACOURSIÈRE, *Droit bancaire*, 5^e éd., coll. « CÉDÉ », Montréal, Éditions Yvon Blais, 2017, p. 123.

²¹⁹ Nous pensons que cette liste devrait inclure les informations suivantes : le numéro de compte du client, le solde des comptes créditeurs et débiteurs du client, les dépôts du client, la trésorerie du client, les facilités de crédit et de prêts accordés au client, l'engagement du client dans le paiement de ses versements et le montant de ces derniers, les garanties fournies par le client, les chèques tirés par le client sur la banque, et toutes autres informations liées aux activités et aux mouvements du compte du client.

²²⁰ R. FARHAT, préc., note 164, p. 84.

de « prévoir tous les actes, les faits et les circonstances [...] dont les aspects sont si divers et parfois imprévus. » Pour lui, la solution consiste en la recherche d'un critère de base qui rendrait tel acte ou telle circonstance susceptible de l'application du régime du secret bancaire²²¹.

En fin de compte, il s'agit de peser le pour et le contre de chacune des solutions envisagées afin de savoir laquelle pourrait le mieux répondre aux failles législatives de la *Loi de 1956* ainsi qu'aux besoins bancaires actuels.

iv) Le secret bancaire, un secret « éternel »?

Arrive-t-il un moment où le banquier se trouve libéré de son obligation de confidentialité?

Avant d'y répondre, il convient de préciser que l'obligation de confidentialité incombée à la charge du banquier est une obligation qui rentre en jeu une fois ce dernier est tenu au courant d'une information relative à un client, soit en raison de sa propre découverte personnelle, soit par la révélation du client-même ou d'une tierce personne. Selon la logique, tant que l'intérêt du client créancier de l'information confidentielle est mis en jeu, tant que l'obligation de confidentialité incombée à la charge de la banque débitrice de cette obligation doit être obéie.

Il arrive, pour quelle que raison que ce soit, que la personne sur qui porte le secret ne fasse plus partie de la clientèle bancaire, comme il arrive que le banquier détenteur du secret n'exerce plus sa profession. Il s'agit de savoir si dans ces deux cas le respect du secret demeure une obligation incombée à la charge de la banque.

Pour y répondre, nous nous référerons à l'article 2 de la *Loi de 1956 relative au secret bancaire*. En vertu de cet article, « [l]es directeurs et les employés des banques [...] sont absolument tenus de garder le secret bancaire dans l'intérêt des clients desdites banques. » Aucune précision relative à la durée de conservation du secret ne pourrait être relevée du contenu de cet article.

²²¹ *Id.*

Notre proposition de modification consiste à préciser, dans le corps du texte dudit article, le fait que l'obligation de confidentialité incombée à la charge de la banque constitue une obligation à durée continue²²² et ne prend jamais fin même si la relation nouée entre la banque et le client est rompue pour n'importe quelle raison²²³. Il serait intéressant de noter que le texte suisse est parfaitement clair à cet égard puisqu'il dispose ce qui suit : « la violation du secret professionnel demeure punissable alors même que la charge, l'emploi ou l'exercice de la profession a pris fin. »²²⁴

2. Au Canada

En vertu de l'article 91 (15) de la *Loi constitutionnelle de 1867*²²⁵, le gouvernement fédéral est celui à qui revient le droit exclusif de légiférer en matière d'incorporation des banques et de réglementation des opérations bancaires.

« Cependant, selon l'article 92 (13) de cette loi, les provinces ont juridiction en matière de propriété et de droit privé, soit en matière de propriété mobilière et immobilière, de personnes, de contrats, de responsabilité extracontractuelle et de preuve civile. »²²⁶

²²² Voir : Robert Henrion, *Le secret professionnel du banquier*, 2^e éd., coll. « Études d'économie politique », Bruxelles, Institut de sociologie, 1968, p. 63 : « [...] la discrétion s'attache à l'ensemble des relations, même si celles-ci n'ont pas abouti à des résultats concrets. Des projets non exécutés, des négociations infructueuses relatives à une ouverture de crédit, par exemple, tombent sous le coup de la règle. ».

²²³ « La relation entre la banque et son client peut prendre fin en raison de l'expiration de la période du contrat à durée déterminée ou en raison du changement des considérations et des facteurs qui étaient à la base de la conclusion du contrat ou tout simplement par le libre consentement de mettre fin à cette relation ou pour n'importe quelle autre raison mettant fin à la relation. » : Mohammad ASHOUR ALRIAHI, *The impact of money laundering on the provision of banking confidentiality: a comparative study*, Union of Arab Banks, Beirut, p. 148-149.

Traduction:

قد تنتهي العلاقة بانقضاء الفترة الزمنية للعقد إذا كان محدد المدة، أو أن أحدهما قد تحلل من هذه العلاقة القانونية بإرادته المنفردة، أو اختلفت الاعتبارات والعوامل التي قامت على أساسها العلاقة، أو باتفاقهم على إنهاء العلاقة، وغير ذلك من الأسباب التي تنهي العلاقة

²²⁴ Art. 47 de la *Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne du 8 novembre 1934*.

²²⁵ *Loi constitutionnelle de 1867*, 30 & 31 Vict., R.-U., ch. 3.

²²⁶ Nicole L'HEUREUX, Louise LANGEVIN et Édith Fortin, « [l]e secret bancaire et le contrôle de l'État sur les opérations de change et sur leurs effets délictuels – Canada », dans Paolo BERNASCONI, *Blanchiment d'argent et secret bancaire : rapport général : XIV^e Congrès international de droit comparé, Athènes, août 1994 = Money laundering and banking secrecy : general report : XIVth International Congress of Comparative Law, Athens, August 1994*, The Hague, Boston : Kluwer Law International, 1996, p. 97.

Rien n'empêche alors que certaines opérations bancaires comme les prêts, les hypothèques, et les ventes relèvent de la compétence provinciale²²⁷, bien que l'édiction des règles bancaires est en principe réservée au fédéral²²⁸.

Un exemple concrétisant le partage des compétences législatives entre le fédéral et le provincial est celui de la protection des renseignements personnels dans le secteur privé²²⁹. Il convient dans ce cadre de préciser que cette protection implicite²³⁰ se déduisait de la nature du contrat conclu entre la banque et son client²³¹.

Nous étudierons ci-après le développement²³² survenu au niveau de la protection des renseignements de la clientèle bancaire, tant au palier fédéral que provincial, au Québec notamment.

a) Au niveau fédéral

Avant d'étudier les articles régissant la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, il serait intéressant, voire même nécessaire, d'avoir vue sur la position de la jurisprudence en la matière.

L'arrêt clé qui a marqué le début de tout le raisonnement juridique relatif à l'étendue du devoir de discrétion de la banque sur les affaires de son client est l'arrêt *Tournier c. National Provincial and Union Bank of England*²³³.

²²⁷ « Dans les sphères de compétences provinciales on est confronté, soit à la common law d'origine britannique, soit au droit civil d'origine française », à savoir que le Québec est la seule province de droit civil : Claude MORAIS, « Étude comparée sur le secret bancaire (États-Unis, Canada) », (1997) 28 *R.G.D.* 71, 73.

²²⁸ « [...] Il est autorisé, tant au niveau fédéral que provincial, de chevaucher sur les compétences exclusives de l'autre mais selon certaines conditions. » : Guy TREMBLAY, Henri BRUN et Eugénie BROUILLET, *Droit constitutionnel*, 6^e éd., Montréal, Éditions Yvon Blais, 2014, p. 467 et s.

²²⁹ La protection des renseignements de la clientèle bancaire a vu son jour et a été reconnu par la jurisprudence et la doctrine canadiennes. Par la suite, elle a été imposée par les lois protégeant les renseignements personnels dans le secteur privé, tant au niveau fédéral que provincial. Dans ce sens, voir : N. L'HEUREUX et M. LACOURSIÈRE, préc., note 218, p. 503.

²³⁰ *Lecours c. Desjardins*, 2002 CanLII 32139, J.E. 2002-1148, REJB 2002-31982 (C.A.).

²³¹ De nos jours, plusieurs stipulations ou obligations demeurent implicites et découlent de la nature du contrat, de l'usage et des pratiques bancaires. La base juridique permettant de suppléer les clauses implicites est l'art. 1434 C.c.Q.. Dans ce sens, voir : *Banque de Montréal c. Procureur général du Québec*, [1979] 1 R.C.S. 565, EYB 1978-146825.

²³² L'obligation de confidentialité de nature contractuelle à l'origine a été par la suite imposée par la loi.

²³³ *Tournier c. National Provincial and Union Bank of England*, [1924] 1 K.B. 461.

Rappelons les faits

« [...] un directeur de succursale de banque donna des indications à un employeur éventuel à savoir que le compte du client était à découvert, que celui-ci avait tiré des chèques relativement à des paris et que la banque croyait qu'il pariait beaucoup. Il a été décidé que la divulgation de ces informations constituait une contravention aux obligations contractuelles implicites de la banque envers son client de ne pas divulguer ses affaires personnelles. »²³⁴

Dennis Campbell a bel et bien repris le cœur de la décision et a écrit ce qui suit :

« [e]ach member of the Court of Appeal agreed that a duty of secrecy existed in law and not just in morality, and the duty was founded upon the contractual relationship of the parties. It is an implied term of every contract between a bank and its customer that the bank will maintain in confidence the dealings of the customer with the bank. »²³⁵

Dans cette affaire²³⁶, il a alors été décidé que tout contrat conclu entre la banque et son client comporte une stipulation implicite selon laquelle la banque est contrainte de respecter le secret de son client et par conséquent, il lui est prohibé de divulguer à des tiers l'état du compte ainsi que les données personnelles de ce dernier.

Après avoir avancé le rôle crucial qu'a joué la jurisprudence au niveau de la reconnaissance du devoir de discrétion incombé à la charge du personnel de la banque, vint le tour d'étudier les articles qui ont été consacré à cette fin.

En effet, il n'existe aucune législation fédérale *ad hoc* régissant l'étendue de la relation nouée entre la banque et son client ainsi que le cadre juridique du mécanisme du secret bancaire. Toutefois, il existe des dispositions légales qui prévoient certaines mesures pour assurer la confidentialité des informations détenues par les banques. Nous renvoyons notamment aux articles 238 (1), 239 (5), 244 (d), 531 et 533 de la *Loi sur les banques*²³⁷. Cette dernière « [...] stipule la confidentialité des renseignements concernant l'activité commerciale d'une personne faisant affaire avec la banque et ceux obtenus du surintendant des institutions

²³⁴ N. L'HEUREUX et M. LACOURSIÈRE, préc., note 218, p. 504-505.

²³⁵ Dennis CAMPBELL, *International Bank Secrecy*, London, Sweet and Maxwell, 1992, p. 119.

²³⁶ *Tournier c. National Provincial and Union Bank of England*, préc., note 233.

²³⁷ *Loi sur les banques*, L.C. 1991, ch. 46 ; Il convient de préciser que le gouvernement fédéral a présenté le projet de loi C-29 en 2016 pour modifier la *Loi sur les banques* et créer de nouvelles règles de protection des clients dans le secteur bancaire. Ce projet de loi n'a pas été couronné de succès puisqu'il a été rejeté par le Sénat.

financières ou toute personne agissant sur les ordres de celui-ci »²³⁸. Nous évoquerons ci-après en quoi consiste le corps du texte de chacun des articles susmentionnés :

« [l]es articles 238 (1) et 239 (5) empêchent la consultation par les actionnaires et détenteurs de débentures des procès-verbaux du conseil d'administration de la banque et de ses comités de même que des livres de comptabilité.

L'article 244 stipule que la banque doit prendre à l'égard de ses registres des mesures suffisantes pour faire en sorte qu'aucune personne non autorisée n'ait accès aux renseignements qui y sont contenus ou ne les utilise.

L'article 533 prévoit les pouvoirs du surintendant des institutions financières en matière d'inspection des livres de la banque.

L'article 531 lui impose une obligation de confidentialité à l'égard de documents ou de l'information qu'il a pu consulter ou obtenir »²³⁹.

Parallèlement aux articles figurant dans la *Loi sur les banques* et reconnaissant d'une manière ou d'une autre²⁴⁰ la confidentialité des renseignements au sein des établissements bancaires, l'article 20 (1)²⁴¹ de la *Loi sur l'accès à l'information*²⁴² protège également les renseignements financiers et commerciaux d'une banque qui sont transmis à un organisme fédéral par un tiers.

En addition à l'ensemble de ces articles identifiant l'obligation de confidentialité, nous pouvons ajouter les codes de déontologie régissant le travail bancaire ainsi que la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*²⁴³ adoptée par le gouvernement fédéral en 2000 et en vigueur en 2001. Ces deux derniers instruments législatifs protègent également les renseignements personnels dans le secteur privé.

²³⁸ N. L'HEUREUX et M. LACOURSIÈRE, préc., note 218, p. 507.

²³⁹ N. L'HEUREUX, L. LANGEVIN et É. FORTIN, « Le secret bancaire et le contrôle de l'État sur les opérations de change et sur leurs effets délictuels – Canada », dans P. BERNASCONI, préc., note 226, p. 84-85.

²⁴⁰ En effet, aucune disposition de la *Loi sur les banques* n'impose clairement à ses institutions (les banques) le devoir de confidentialité.

²⁴¹ Dans ce sens, voir : *id.*, p. 88 : « [c]ependant, advenant que des renseignements personnels concernant certains clients d'une banque soient entre les mains d'organismes publics fédéraux à la suite d'une enquête dans les affaires de la banque, l'article 20 (1) b) de la *Loi sur l'accès à l'information* protège ces renseignements à caractère confidentiel contre toute divulgation par l'organisme fédéral. ».

²⁴² *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. (1985), c. A-1.

²⁴³ *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, L.C. 2000, ch. 5 [LPRPDÉ] ; « Depuis le 1^{er} janvier 2004, cette loi s'applique aux activités de toutes les entreprises canadiennes et de tous les secteurs de juridiction fédérale – y compris les banques – en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la conservation et l'accès à l'information des renseignements personnels de leurs clients. » : N. L'HEUREUX et M. LACOURSIÈRE, préc., note 218, p. 513.

Il est évident que l'ensemble de ces instruments législatifs susmentionnés ne forment pas un cadre légal uniforme qui impose clairement le devoir de confidentialité devant être obéi par les institutions bancaires.

Le parlement canadien, conscient de cette faille législative en matière de secret bancaire a décidé de se contenter des bases légales déjà établies (celles que nous avons énumérées ci-dessus) et de laisser à la *common law* ou au *Code civil* (dépendamment de la province intéressée) la tâche de mettre en pratique la protection des renseignements personnels de la clientèle bancaire.

b) Au niveau provincial

Nous étudierons ci-dessous les instruments juridiques régissant la protection des renseignements personnels au Québec.

i) Le Code civil du Québec

Le premier instrument législatif régissant la protection des renseignements personnels dans le secteur privé est le nouveau *Code civil du Québec*²⁴⁴ (C.c.Q.), en vigueur depuis janvier 1994.

Le C.c.Q. identifie la base juridique du droit à la réputation et à la vie privée des personnes et détermine les limites et l'étendue de la protection dans ses articles allant de 35 à 41. En vertu de l'article 35, toute personne a droit au respect de sa réputation et de sa vie privée. En effet, cet article reprend le contenu des articles 4 et 5 de la *Charte des droits et libertés de la personne*²⁴⁵ du Québec. Quant à l'article 36, il énumère six cas non limitatifs pouvant constituer une source d'atteinte au droit à la vie privée. Pour le reste des articles (37 à 41), ils réglementent la constitution des dossiers contenant des renseignements personnels :

²⁴⁴ *Code civil du Québec*, L.Q. 1991, c.64.

²⁴⁵ *Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ, c. C-12 ; En vertu de cette Charte, le droit à la confidentialité des informations est reconnu à l'égard des personnes auxquelles une loi impose la confidentialité.

« [l']article 37²⁴⁶ pose le principe de base que toute personne qui constitue un dossier sur une autre doit avoir un intérêt légitime et sérieux à le faire. Les renseignements recueillis doivent être pertinents à l'objet déclaré du dossier et ils ne peuvent être communiqués à des tiers, sans le consentement de la personne concernée ou avec l'autorisation de la loi.

L'article 38 prévoit le droit de toute personne de consulter et de faire corriger son dossier gratuitement.

En réponse à l'article 38, l'article 39 stipule que la personne détenant le dossier ne peut refuser l'accès de la personne concernée à son dossier personnel, à moins de la preuve d'un motif sérieux.

Pour compléter l'article 38, l'article 40 prévoit les motifs pour lesquels une personne peut faire corriger son dossier. De plus, le détenteur du dossier devra informer les utilisateurs antérieurs des rectifications effectuées.

En cas de difficultés, l'article 41 précise que le tribunal pourra déterminer les conditions d'exercice du droit d'accès ou de rectification du dossier. »²⁴⁷

C'est en vertu de ces articles que le nouveau *Code civil du Québec* « protège le droit à la vie privée²⁴⁸ et réglemente la constitution, la consultation et la rectification de dossiers contenant des renseignements personnels détenus, entre autres, par les établissements financiers. »²⁴⁹

Nous nous permettons toutefois de confirmer que la mise en pratique de ces mesures susmentionnées a définitivement eu des conséquences sur les pratiques bancaires car les banques ont été amenées à prévoir des mécanismes et des instruments permettant à leurs clients la consultation et la rectification, en cas d'inexactitude, de leurs dossiers.

ii) La Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé

²⁴⁶ L'article 37 du *Code civil du Québec* dispose littéralement que: « [t]oute personne qui constitue un dossier sur une autre personne doit avoir un intérêt sérieux et légitime à le faire. Elle ne peut recueillir que les renseignements pertinents à l'objet déclaré du dossier et elle ne peut, sans le consentement de l'intéressé ou l'autorisation de la loi, les communiquer à des tiers ou les utiliser à des fins incompatibles avec celles de sa constitution; elle ne peut non plus, dans la constitution ou l'utilisation du dossier, porter autrement atteinte à la vie privée de l'intéressé ni à sa réputation. », en ligne : <<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr>> (consulté le 15 avril 2018).

²⁴⁷ N. L'HEUREUX, L. LANGEVIN et É. FORTIN, préc., note 226, p. 90.

²⁴⁸ Le respect du droit à la vie privée a fini par être codifié par le *Code civil du Québec*. Il convient de préciser qu'avant cette codification, il était déjà protégé à l'article 5 de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec. Pour le texte intégral de la Charte, voir le site : <<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr>> (consulté le 20 avril 2018).

²⁴⁹ N. L'HEUREUX, L. LANGEVIN et É. FORTIN, préc., note 226, p. 82.

Le second instrument législatif régissant et renforçant l'obligation de confidentialité est la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*²⁵⁰. Cette loi qui s'applique à toute personne physique²⁵¹ exploitant une entreprise au Québec, complète le *Code civil* en régissant la constitution des dossiers contenant des données privées et leur utilisation²⁵².

« En plus de compléter le *Code civil du Québec*, cette loi remplit l'engagement du Canada de respecter les *Lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données de caractère personnel* émises par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) en 1980²⁵³. »²⁵⁴

Quant à l'objectif de cette loi, elle se donne l'objectif :

« [...] [d'] établir, à l'égard des renseignements personnels sur autrui qui sont recueillis, détenus, utilisés ou communiqués à des tiers à l'occasion de l'exploitation d'une entreprise dans le secteur privé, des règles particulières pour la mise en œuvre des droits et obligations résultant des dispositions du *Code civil du Québec* en matière de protection des renseignements personnels²⁵⁵. »²⁵⁶

iii) La Loi sur les caisses d'épargne et de crédit

²⁵⁰ *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, RLRQ, c. P-39.1 [LPRPSP].

²⁵¹ « Au Québec, le *Code civil du Québec* traite des renseignements sur les personnes physiques et sur les personnes morales alors que la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé* (chapitre P-39.1) ne traite que des renseignements sur les personnes physiques. » : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DES FINANCES, préc., note 163, p. 47.

²⁵² En vertu de l'article 10 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, l'établissement financier est tenu de garantir le caractère confidentiel des renseignements personnels de son client par le biais de mesures de sécurité adéquates. Cela va évidemment obliger les banques à modifier leurs pratiques bancaires en matière de renseignements personnels.

²⁵³ « Les Lignes directrices de l'OCDE sur la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données de caractère personnel, adoptées le 23 septembre 1980, traduisent toujours un consensus international sur les orientations générales concernant le recueil et la gestion d'informations de caractère personnel. En définissant les principes essentiels applicables dans ce domaine, les Lignes directrices jouent un rôle important en aidant les gouvernements, les entreprises et les représentants des consommateurs, à protéger la vie privée et les données personnelles, tout en évitant des restrictions inutiles aux flux transfrontières de données, en ligne ou hors ligne. ». Voir le site : < www.oecd.org/fr > (consulté le 14 mars 2018).

²⁵⁴ N. L'HEUREUX, L. LANGEVIN et É. FORTIN, préc., note 226, p. 91.

²⁵⁵ Citons, à titre d'exemple, l'article 17 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*. Cet article régit les flux transfrontaliers de renseignements personnels.

²⁵⁶ N. L'HEUREUX, L. LANGEVIN et É. FORTIN, préc., note 226, p. 90-91.

« Le secteur financier a connu d'importantes transformations depuis la mise en vigueur de la *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit* (chapitre C-4.1) (la « Loi ») en 1989. »²⁵⁷

La *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit*²⁵⁸ est venue renforcer les deux instruments législatifs susmentionnés²⁵⁹ en imposant le respect de l'obligation de confidentialité. L'article 196 de cette loi dispose ce qui suit :

« [u]n dirigeant ne peut communiquer un renseignement concernant la caisse ou ses membres que dans la mesure déterminée par les règles adoptées par le comité de déontologie ou par le conseil de surveillance, selon le cas, et par les règlements du gouvernement. »

En effet, le respect de l'obligation de confidentialité ne prend jamais fin et continue même après la rupture ou la fin du contrat. Par conséquent, la banque ne se trouvera jamais libérée de son obligation de confidentialité, à moins qu'elle n'y soit contrainte par une loi ou par le tribunal²⁶⁰.

La *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit* a été remplacée par la *Loi sur les coopératives de services financiers*²⁶¹ (LCSF) qui a été modifiée à plusieurs occasions depuis son entrée en vigueur²⁶³. La LCSF :

²⁵⁷ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DES FINANCES, préc., note 163, p. 1.

²⁵⁸ *Loi sur les caisses d'épargne et de crédit*, RLRQ, c. C-4.1; Le chapitre C-4.1 est remplacé par la *Loi sur les coopératives de services financiers*, RLRQ, c. C-67.3.

²⁵⁹ Le *Code civil du Québec* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*.

²⁶⁰ *Haughton c. Haughton*, [1965] 1 O.R. 481 (S.C.) ; *Banque Royale du Canada c. Trang*, [2016] 2 R.C.S. 412, 2016 CSC 50.

²⁶¹ « Une coopérative de services financiers regroupe des personnes qui ont des besoins économiques communs et qui, en vue de les satisfaire, s'associent pour former une institution de dépôts et de services financiers. Les coopératives de services financiers sont des caisses ou des fédérations. Les caisses sont soumises aux règles d'action coopérative internationalement reconnues : adhésion volontaire et ouverte à tous, pouvoir démocratique exercé par les membres, participation économique des membres, autonomie et indépendance, éducation, formation et information, coopération entre les coopératives, engagement envers la communauté. » : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE, *Rapport sur l'application de la Loi sur les coopératives de services financiers* [Ressource électronique], en ligne :

<http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_loicoopservfin.pdf> (consulté le 26 avril 2018).

²⁶² *Loi sur les coopératives de services financiers*, préc., note 258 ; Cette loi a été sanctionnée le 16 juin 2000 et mise en vigueur le 1^{er} juillet 2001.

²⁶³ Des modifications, citons à titre d'exemple les suivantes : en décembre 2003 (*Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers*, L.Q. 2003, chapitre 20) ; en décembre 2005 (*Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers et la Loi sur le Mouvement Desjardins*, L.Q. 2005, chapitre 35) ; en juin 2009 (*Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2009, chapitre 27) ; Pour plus de détails sur ces modifications, voir, en ligne <http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_loicoopservfin.pdf> (consulté le 18 avril 2018).

« [...] régit notamment les composantes coopératives du plus grand groupe financier coopératif au Canada, avec un actif global de plus de 196 milliards de dollars, le Mouvement Desjardins²⁶⁴, soit 358 caisses, la Fédération des caisses Desjardins du Québec, la Caisse centrale Desjardins et le Fonds de sécurité Desjardins. Elle régit aussi la Caisse des Mutuellistes, Épargne et Crédit présente à Mont-Joli, Amqui et Rimouski, qui affichait 25 millions de dollars d'actif à la fin de son année fiscale, soit au 30 septembre 2012. »²⁶⁵

En juin 2013, l'Autorité des marchés financiers²⁶⁶ a désigné officiellement, selon des critères établis par la Banque des règlements internationaux (BRI)²⁶⁷, le Mouvement Desjardins comme une institution financière d'importance systémique intérieure. À la suite de cette désignation, le Mouvement concerné a subi un contrôle intensifié exercé par l'Autorité. De plus, des exigences substantielles et supérieures à celles qui étaient à l'origine respectées par ce Mouvement sont entrées en jeu²⁶⁸.

Mis à part ce qui a été avancé ci-haut, il s'agit de préciser que le Mouvement Desjardins qui est doté d'une importance systémique a adopté, avec le comité de déontologie

²⁶⁴ Le Mouvement des caisses Desjardins, régi par la *Loi sur les coopératives de services financiers*, *id.*, est devenu un groupe financier coopératif intégré d'importance systémique pour le Québec ; L'entrée en vigueur de la LCSF : « a été concomitante à celle de la *Loi sur le Mouvement Desjardins* (L.Q. 2000, chapitre 77), une loi d'intérêt privé qui contient des dispositions particulières pour écarter l'application de certaines dispositions de la LCSF à la Fédération des caisses Desjardins du Québec, intégrer la Caisse centrale Desjardins (créée par une autre loi d'intérêt privé antérieurement à la LCSF) avec un régime particulier à mi-chemin entre une caisse et une fédération, et continuer l'existence de la Société d'investissement Desjardins, liquidée depuis ce temps. » : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE, *préc.*, note 261.

Sur l'histoire du Mouvement Desjardins, voir : Pierre POULIN, *Histoire du Mouvement Desjardins*, Société historique Alphonse-Desjardins, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1990.

²⁶⁵ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE, *préc.*, note 261.

²⁶⁶ Elle est créée en vertu de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, chapitre A-33.2 ; Son rôle consiste à superviser l'ensemble du secteur financier du Québec, notamment les domaines de l'assurance, des valeurs mobilières, des institutions de dépôts (à l'exception des banques) ainsi que de la distribution de produits et services financiers.

²⁶⁷ « En octobre 2012, [la BRI] a publié à l'intention des autorités de réglementation un document permettant d'évaluer le degré d'importance systémique des institutions financières sur le plan intérieur en fonction de leur effet sur l'économie, de leur taille, de leur interdépendance, de leur complexité, et de leur substituabilité dans le système financier. À ces facteurs, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) a ajouté la concentration sur le territoire. » : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE, *préc.*, note 261.

²⁶⁸ Citons, à titre d'exemple, la gestion des risques et la divulgation d'informations.

de la Fédération des caisses populaires, un code d'éthique et de déontologie qui traite de la protection des renseignements à caractère confidentiel recueillis sur leurs membres²⁶⁹.

c) Observations

Après avoir étudié les dispositifs Libanais et Canadien en matière de secret bancaire, nous remarquons qu'il existe une grande différence vis-à-vis de la base légale régissant ce mécanisme dans chacun des pays intéressés.

Au Liban, une loi *ad hoc*²⁷⁰ composée d'une série d'articles régit en détail les différents côtés de ce mécanisme (sa définition, ses dérogations et la sanction en cas de sa violation). En revanche, au Canada, il n'existe aucune loi intégrale régissant l'obligation de confidentialité et lui créant un cadre réglementaire unifié ; par contre, cette obligation qui a vu le jour dans l'arrêt *Tournier*²⁷¹ fait présentement l'objet d'une série de dispositions légales dispersées dans une série de lois, tant au niveau provincial que fédéral.

En théorie, la consécration d'une loi complète et spéciale au mécanisme du secret bancaire semble être la meilleure solution pour avoir un secret bancaire idéal. Cependant, dans la pratique, il apparaît que ce n'est pas toujours le cas. Au Liban par exemple, la consécration d'une loi spéciale relative au secret bancaire ne constitue pas présentement la meilleure solution. Cette loi n'a, depuis sa promulgation jusqu'à l'heure actuelle, fait l'objet d'aucune modification ou amendement et par conséquent, ses dispositions demeurent les mêmes depuis plus de cinquante ans. Cependant, elle devrait subir des amendements et des modifications qui permettent d'avoir un cadre réglementaire récent capable de répondre aux intérêts actuels du secteur bancaire.

Au Canada, bien que l'obligation de confidentialité soit régie par une série d'articles dispersés dans différentes lois, elle réussit quand même à répondre aux besoins actuels et croissants du secteur bancaire.

²⁶⁹ MOUVEMENT DESJARDINS, *Code d'éthique et de déontologie du Mouvement Desjardins*, 1^{er} mai 2004, en ligne : <https://www.desjardins.com/fr/a_propos/profil/difference/codethi2.pdf> (consulté le 20 avril 2018).

²⁷⁰ La Loi de 1956 relative au secret bancaire.

²⁷¹ *Tournier c. National Provincial and Union Bank of England*, préc., note 233.

Pour conclure, le fait de consacrer une loi *ad hoc* au mécanisme du secret bancaire, comme c'est le cas au Liban, ne constitue pas en soi un critère objectif et suffisant pour apprécier l'efficacité de l'obligation de confidentialité incombée à la charge des banques. En revanche, le critère permettant l'appréciation et l'évaluation de l'efficacité de ladite obligation réside dans son adaptation aux besoins, aux évolutions et aux défis actuels comme c'est le cas, par exemple, au Canada²⁷².

Bref, il faut être en mesure de s'adapter aux événements qui marquent le secteur financier et qui provoquent des modifications aux structures, à la gouvernance et aux modes de fonctionnement de l'ensemble des institutions financières. Cette adaptation se matérialise bien évidemment par l'amendement des lois datant depuis plusieurs années.

Après avoir détaillé la base légale régissant le mécanisme du secret bancaire dans les deux pays faisant l'objet de notre étude, il s'agit maintenant d'étudier les dérogations qui lui ont été prévues par la loi et par la jurisprudence.

B. Les dérogations au secret bancaire

« Selon nous, le secret bancaire doit toujours être vu comme un principe. En effet, tant que l'on n'est pas en présence de l'une de ses dérogations, expressément visées par la loi ou dégagées par la jurisprudence, le secret doit être opposé. »²⁷³

Bien que le banquier soit alors obligé d'opposer une fin de non-recevoir aux demandes des tiers voulant s'informer sur des données de nature confidentielle, il arrive qu'il se trouve obligé de divulguer les informations qu'il a en sa possession. Nous parlons dans ce cas des dérogations au secret bancaire en fonction desquelles le privilège est octroyé à des intérêts publics ou privés différents des intérêts de la clientèle bancaire.

²⁷² Les lois bancaires canadiennes les plus récentes traitent également de l'obligation de confidentialité.

²⁷³ J. LASSERRE CAPDEVILLE, préc., note 15, p. 87.

En effet, les dérogations au devoir de discrétion varient d'une nation à l'autre dépendamment des mœurs, de la situation économique et des bases juridiques de chaque nation. Les dérogations au secret bancaire ne sont pas alors universelles, « [...] mais elles ont en commun le souci de concilier les intérêts divers qui se heurtent très souvent. D'une part, l'intérêt général avec les intérêts particuliers, d'autre part, ces derniers entre eux. »²⁷⁴

Nous étudierons en détail les dérogations au secret bancaire expressément visées par la loi au Liban (1) et dégagées par la jurisprudence au Canada (2).

1) Au Liban

La *Loi de 1956 relative au secret bancaire* prévoit, au nom de la protection de l'intérêt public et au profit de certains intérêts privés, des exceptions à l'obligation de confidentialité incombée à la charge de la banque. En vertu de ces articles, la banque est tenue à une réelle obligation, et non à une simple faculté, de divulgation des informations qu'elle a en sa possession.

Les dérogations au secret bancaire, particulièrement restreintes et limitativement énumérées par le texte de la *Loi de 1956* sont au nombre de cinq²⁷⁵ : le consentement du client, la faillite du client, le procès relatif à des opérations bancaires entre la banque et le client, l'échange d'informations entre les banques et la poursuite pour enrichissement illicite.

Chacune de ces dérogations fera l'objet d'une brève présentation :

a) Le consentement du client, de ses héritiers ou légataires

« Le banquier ne saurait opposer le secret professionnel à son client. Un droit ne pourrait se retourner contre celui qu'il protège. »²⁷⁶

²⁷⁴ R. FARHAT, préc., note 164, p. 34.

²⁷⁵ Il convient de préciser que deux nouvelles dérogations au secret bancaire ont par la suite été ajoutées. La première consiste à lever le secret bancaire dans le cadre du déroulement d'activités liées au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme. Cette dérogation a été instituée par la *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*. Quant à la deuxième dérogation autorisant la levée du secret bancaire sur les renseignements de la clientèle bancaire, celle-ci a trouvé son fondement dans la *Loi n° 43 du 24 novembre 2015 relative à l'échange d'informations fiscales*.

²⁷⁶ R. FARHAT, préc., note 164, p. 28.

Le mécanisme du secret bancaire a été principalement instauré pour l'intérêt du client, maître du secret ou de l'information confidentielle. À partir de là, il est tout à fait raisonnable et logique que le client puisse à tout moment et par son autorisation délier la banque de son obligation de confidentialité.

Conformément aux articles 2 et 3 de la *Loi du 3 septembre 1956 relative au secret bancaire*, le client est en mesure d'autoriser, à tout moment²⁷⁷, la levée du secret bancaire sur ses données.

Aux termes de l'article 2, l'autorisation doit être accordée par écrit²⁷⁸. Il s'agit dans ce cas de différencier les personnes physiques des personnes morales.

Si le client est une personne physique, la banque ne peut divulguer aucune information à moins qu'une autorisation écrite, claire et précise ne lui soit accordée par le client même²⁷⁹.

Si le client bénéficiaire du secret est une personne morale, le représentant légal de cette dernière est la personne capable d'autoriser la levée du secret bancaire. Pour savoir qui est le représentant légal d'une personne morale, il s'agit de revenir au contrat de constitution de cette dernière pour voir la forme juridique de l'entreprise (société de personnes²⁸⁰, société de capitaux²⁸¹...). En d'autres termes, à chaque forme juridique d'entreprises son propre représentant légal²⁸².

En effet, l'autorisation du client peut être absolue c'est-à-dire englobant toutes ses données et transactions, comme elle peut être limitée ou restreinte tant en termes de personnes

²⁷⁷ En vertu de l'article 5 de la Loi relative au secret bancaire, « l'autorisation mentionnée aux articles précédents peut être préalablement accordée dans tout genre de contrat. Cependant, elle ne peut être révoquée que d'un commun accord entre toutes les parties contractantes. »

²⁷⁸ Art. 2 et 3 de la Loi de 1956 relative au secret bancaire.

²⁷⁹ Au cas où le compte ouvert à la banque est un compte-joint, l'autorisation de lever le secret bancaire doit être accordée à la banque par l'ensemble des titulaires du compte.

²⁸⁰ « Les sociétés de personnes sont des sociétés constituées « *intuitu personae* », c'est-à-dire en considération de la personne des associés » : Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE et UNIVERSITÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DES SCIENCES D'AIX-MARSEILLE, *Le secret bancaire : étude de droit comparé (France, Suisse, Luxembourg)*, coll. « Institut de droit des affaires », Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2006, p. 475.

²⁸¹ « À la différence des sociétés de personnes, les sociétés de capitaux sont fondées, non en considération de la personne des associés, mais en fonction des capitaux apportés. » : *id.*, p. 479.

²⁸² Le représentant légal d'une société par actions est par exemple le président directeur-général (CEO) et c'est à lui que revient le droit d'autoriser la divulgation d'informations relatives à la personne morale qu'il représente

qu'en termes d'opérations ou d'informations le visant personnellement²⁸³. Une fois l'autorisation est accordée, elle le restera à moins que les parties ne décident de mettre fin à leur accord et de travailler à nouveau en fonction du mécanisme du secret bancaire

Finalement, la loi n'a pas prévu une formalité spécifique que devrait revêtir l'autorisation²⁸⁴ accordée par le client, ses héritiers ou légataires en cas de décès. Il s'agit de noter qu'aucun des héritiers ou des légataires n'a le droit d'autoriser la levée du secret bancaire sur l'intégralité du compte; ainsi l'autorisation d'un des héritiers ou des légataires de lever le secret bancaire se réduit à la seule part qui lui a été dédiée dans le compte du défunt.

Le consentement du client à la divulgation de ses informations met la banque à l'abri de toute accusation et l'exonère de sa responsabilité même si le client a été lésé par la divulgation. Ce dernier ne peut dans ce cas réclamer une indemnisation.

b) La faillite du client

En vertu des articles 2 et 3 de la *Loi de 1956 relative au secret bancaire* et l'article 4 de la *Loi autorisant l'ouverture d'un compte-joint*²⁸⁵, la faillite²⁸⁶ du client constitue une des dérogations au mécanisme du secret bancaire.

En effet, la faillite touche l'intérêt et l'ordre public par la création d'« un chaos » au sein du marché monétaire et commercial. Pour éviter la survenance de ce désordre dans le monde

²⁸³ Il revient au client de délimiter l'objet et l'étendue du secret bancaire, et ce, dans les limites que lui tracent le droit public et le les règles impératives de droit privé.

²⁸⁴ Les lois libanaises en vigueur ne consacrent pas la possibilité de fournir une preuve par des moyens électroniques. En raison de l'absence d'une loi instituant les moyens de preuve électronique, il serait intéressant d'édicter une loi distincte ou d'ajouter une disposition légale et explicite à la *Loi relative au secret bancaire* en vertu de laquelle il serait loisible d'accepter des documents électroniques. Nous recommandons alors l'édiction d'une législation libanaise reconnaissant la validité de la signature électronique et des documents électroniques.

²⁸⁵ En vertu de cette loi promulguée le 19 Décembre 1961 : « [l]es banques peuvent ouvrir pour leurs clients un compte joint qui fonctionne sur la seule signature de l'un des titulaires de ce compte. En cas de décès de l'un des titulaires du compte joint, le ou les co-titulaires peuvent disposer librement dudit compte. » : en ligne : <www.abl.org.lb/fr/subpage.aspx?pageid=682> (consulté le 20 janvier 2018).

²⁸⁶ La faillite du client est une situation juridique particulière qui intervient lorsqu'un agent économique n'est plus en mesure de faire face à ses engagements. Pour être en mesure de déclarer la faillite d'un client, le juge libanais doit s'assurer de la réunion de trois conditions: tout d'abord le client doit avoir le titre de commerçant, deuxièmement il doit être en mode de cessation de paiement et finalement les dettes impayées doivent être de nature commerciale.

économique, le législateur a décidé de primer l'intérêt public sur l'intérêt privé du client en état de faillite et a par conséquent autorisé la levée du secret bancaire sur les informations relatives au client concerné. Le client en état de faillite sacrifiera alors ses propres intérêts au détriment de l'intérêt public et ses données seront communiquées à l'administrateur judiciaire²⁸⁷ et au juge-commissaire²⁸⁸.

c) Le procès relatif à des opérations bancaires entre la banque et le client

Lorsqu'un procès relatif à une opération bancaire survient entre la banque et le client, l'obligation de confidentialité incombée à la charge de la banque tombe²⁸⁹ afin d'octroyer à cette dernière le droit de défendre ses propres intérêts. Dans ce cadre, il convient de préciser que seules les informations liées à l'opération bancaire sujette à contestation seront communiquées à l'autorité compétente y statuant.

En effet, la levée du secret bancaire en raison de l'existence d'un procès relatif à une opération bancaire entre la banque et le client a divisé la jurisprudence libanaise quant à la définition du terme « procès » employé dans le corps du texte des articles 2 et 3 de la *Loi*²⁹⁰.

Pour la première partie de la jurisprudence, l'interprétation littérale et étroite du terme « procès » est celle adoptée. Dans ce cas, la levée du secret bancaire exige la survenance d'un différend devant les tribunaux. Par voie de conséquence, un simple litige entre la banque et son client ne pourrait pas permettre la levée dudit secret²⁹¹.

²⁸⁷ « Dès le jugement d'ouverture, le tribunal désigne, outre un juge-commissaire, un mandataire de justice faisant office d'administrateur chargé d'administrer les biens d'autrui, d'exercer des fonctions d'assistance ou de surveillance de la gestion de ces biens ou encore de dresser dans un rapport un bilan économique et social de l'entreprise, et de proposer un plan de redressement, l'étendue de leurs pouvoirs étant déterminé par le jugement. » : Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE et UNIVERSITÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DES SCIENCES D'AIX-MARSEILLE, préc., note 280, p. 529.

²⁸⁸ « Le tribunal doit désigner un juge-commissaire chargé de « *veiller au déroulement rapide de la procédure et à la protection des intérêts en présence* ». Pour se faire, ce dernier s'informe auprès des différents organes de la procédure. Mais son pouvoir ne s'arrête pas là. En effet, « *nonobstant toute disposition législative ou réglementaire contraire* », il peut obtenir communication par les établissements de crédit de renseignements de nature à lui donner une exacte information sur la situation économique et financière de l'entreprise. Il bénéficie ainsi d'une dérogation au secret bancaire. » : J. LASSERRE CAPDEVILLE, préc., note 15, p. 61-62.

²⁸⁹ Art. 2 et 3 de la *Loi relative au secret bancaire*.

²⁹⁰ En effet, il n'existe pas une solution claire et précise qui tranche ce problème.

²⁹¹ Dans ce sens, voir : P. GERMANOS, préc., note 214, p. 111.

Quant à l'autre partie de la jurisprudence, elle a opté vers une interprétation extensive du terme « procès » sous prétexte que le législateur a commis une erreur quand il a employé ce terme car dans son intention, il voulait renvoyer à toutes sortes de litiges, y compris ceux qui n'ont pas été déférées devant les tribunaux²⁹². De plus, ce courant jurisprudentiel considère que la *Loi* de 1956 est dotée d'un caractère déterminé et décisif entraînant la marginalisation de l'application des principes généraux d'interprétation²⁹³.

Après avoir présenté les positions divergentes de la jurisprudence sur cette question, nous trouvons que l'adoption de l'interprétation étroite et stricte du terme « procès » répond mieux à l'esprit du texte des articles 2 et 3 de la *Loi* et à l'intention du législateur à cette époque. De ce fait, les contestations ordinaires non déférées devant les tribunaux ne devront pas bénéficier de la levée du secret bancaire, à moins que le client et la banque n'y renoncent expressément au secret concerné afin que leur litige soit résolu. Seules les actions en justice portées devant les autorités judiciaires devront bénéficier de ladite levée.

En effet, les articles 2 et 3 n'ont pas précisé si le procès devrait être intenté par un tiers contre la banque ou vice-versa. Par conséquent, nous nous permettons de raisonner que la banque pourrait tantôt avoir la qualité de demanderesse, tantôt celle de la défenderesse.

d) L'échange d'informations entre les banques

En vertu de l'article 6 de la *Loi relative au secret bancaire* «[...] les banques mentionnées à l'article 1 peuvent échanger entre elles, à titre exclusif et confidentiel, des informations portant sur les comptes débiteurs de leurs clients. »

²⁹² Citons, à titre d'exemple, les litiges faisant l'objet d'un arbitrage.

²⁹³ P. GERMANOS, préc., note 214, p. 112.

Traduction :

لقد أخذ غالبية الفقهاء بالمفهوم الواسع للدعوى معتبرين، أن المشتزع قد أخطأ في استعمال كلمة "دعوى"، وأنه قد عني بهذا التعبير الخلافات على أنواعها حتى ولو لم ترفع أمام المحاكم كما هي الحال مثلاً في حالة التحكيم؛ وأن الطابع الحاسم لقانون ٣ أيلول ١٩٥٦ ليس طابعاً جزائياً واستثنائياً بل هو طابع خاص يستتبع استبعاد تطبيق المبادئ العامة للتفسير

Nous remarquons que cet article établit une distinction claire entre les comptes créditeurs²⁹⁴ et les comptes débiteurs puisque seules les informations liées à ces derniers peuvent être échangées entre les banques. Le but de la levée du secret bancaire dans ce cas est de permettre aux banques de prévenir la survenance d'opérations frauduleuses.

Conformément aux termes de l'article susmentionné, l'échange d'informations entre les banques doit être fait d'une manière confidentielle ce qui exige le recours à des moyens et à des méthodes appropriés pouvant garantir la confidentialité des opérations concernées ;

« [i]l va de soi que les communications téléphoniques, moyens les plus rapides de se mettre en rapport, sont exclues, de même que les lettres ordinaires, et parfois même les lettres recommandées. On a proposé à cet effet, des réunions périodiques entre les responsables des différentes banques intéressées. »²⁹⁵

e) L'enrichissement illicite

« L'article 1 de la loi 154/1999 a considéré l'enrichissement illicite comme étant

(a) l'enrichissement dont profite le fonctionnaire ou tout préposé au service public ou tout magistrat, ou toute personne partenaire dans l'enrichissement ou prête-nom, par la corruption, le trafic d'influence, la concussion, ou par tout autre moyen illégal, même s'il n'est pas reconnu comme crime ;

(b) l'enrichissement dont profitent les fonctionnaires, les magistrats, les préposés au service public ou toute autre personne physique ou morale et les individus, via les expropriations, les licences d'exportation et d'importation, ou tout autre avantage survenu contrairement à la loi ou par des moyens douteux ; et

(c) l'enrichissement survenu suite à l'acquisition et à une exécution défectueuse des adjudications, des concessions ou des licences octroyées par une personne de droit public avec un profit contraire aux lois. »

Quant à l'article 2 de la loi susmentionnée, il énumère à titre exclusif les personnes pouvant être accusées d'enrichissement illicite :

« [...] tout magistrat, fonctionnaire, contractuel, employé... à tout cadre qu'il appartienne, quel que soit son rang dans les ministères et les administrations publiques, le ministère de la Défense nationale et les établissements publics, les municipalités, et tout officier ou individu dans les institutions militaires, sécuritaires et douanières. »

²⁹⁴ Les informations relatives à un compte créditeur ne peuvent en aucun cas être échangées entre les banques, à moins que le titulaire dudit compte ne l'autorise par écrit.

²⁹⁵ R. FARHAT, préc., note 164, p. 189.

Pour revenir à l'enrichissement illicite constituant une des dérogations au secret bancaire, l'article 7 de la *Loi de 1956 relative au secret bancaire* dispose que:

« [L]es banques mentionnées à l'article 1 ne peuvent opposer le secret professionnel stipulé dans la présente loi aux requêtes présentées par les autorités judiciaires dans le cadre de procès relatifs à l'enrichissement illicite, qui sont intentés conformément aux dispositions du décret-loi N° 38 du 18 février 1953²⁹⁶ et à la loi du 14 avril 1954²⁹⁷. »

f) Observations

Dans son ouvrage, Paul Morcos avait tout à fait raison quand il a écrit : « [L]e secret ne doit pas souffrir trop d'exceptions qui en diminueraient son efficacité ainsi que son intérêt économique. »²⁹⁸ Toutefois, les exceptions au secret bancaire prévues par la *Loi libanaise de 1956 relative au secret bancaire* sont assez étendues dans le sens qu'elles devraient être révisées dans un sens moins large.

En effet, les exceptions au secret bancaire établies depuis 1956 dans la *Loi relative au secret bancaire* n'ont, jusqu'à l'heure actuelle, fait l'objet d'aucune révision²⁹⁹.

²⁹⁶ Ce décret-loi porte sur l'enrichissement illicite des fonctionnaires et des individus jouissant d'un mandat public comme le président de la république, le président du conseil, les ministres et les députés ; « Le décret-loi n° 38 du 18 février 1953 qui fut adopté, n'a jamais été appliqué; ce qui favorisa la corruption à tous les niveaux de l'administration et de la classe politique », à savoir qu'il a été abrogé par la loi 154 du 27 décembre 1999 qui constitue le fondement juridique et institutionnel, avec le code pénal (articles 351 à 366), de la lutte contre la corruption ou l'enrichissement illicite : Nadia BASSOUS, « Raymond Eddé », (1994) 10 *Prestige*, en ligne : <www.prestigemag.co/fr/2015/01/raymond-edde/> (consulté le 20 avril 2018) ; « Aucune poursuite judiciaire ou même administrative n'a été intentée en vertu du décret-loi n° 38 du 18 février ou de la loi du 14 avril 1954 » : P. Germanos, préc., note 214, p. 50

Traduction :

لم تجر أية ملاحقة قضائية أو حتى إدارية وفقاً للمرسوم الاشتراعي رقم ٣٨ أو لقانون ١٤ نيسان ١٩٥٤

; En effet, ceci explique pourquoi « [L]e Liban occupe le 136^e rang sur 176 pays du monde au classement 2016 de l'indice de perception de la corruption, publié hier par Transparency International (TI) » : en ligne : <<https://www.lorientlejour.com/article/1031518/perception-de-la-corruption-le-liban-toujours-a-la-traine-selon-transparency-international.html>> (consulté le 10 avril 2018).

²⁹⁷ La *Loi du 14 avril 1954* porte sur les déclarations requises des fonctionnaires sur l'état de leur fortune.

²⁹⁸ P. MORCOS, préc., note 166, p.303.

²⁹⁹ Il convient de préciser que deux nouvelles dérogations au secret bancaire ont été ajoutées mais en vertu de lois distinctes de la *Loi de 1956* régissant le secret bancaire. La première consiste à lever le secret bancaire dans le cadre du déroulement d'activités liées au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme. Cette dérogation a été instituée par la *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*. Quant à la deuxième dérogation autorisant la levée du secret bancaire sur les renseignements de la clientèle bancaire, celle-ci a trouvé son fondement dans la *Loi n° 43 du 24 novembre 2015 relative à l'échange d'informations fiscales*.

En vertu de l'article 2 de la *Loi relative au secret bancaire*, la banque est tenue d'invoquer son obligation de confidentialité à l'encontre de l'autorité publique, qu'elle soit administrative, militaire ou judiciaire³⁰⁰. En effet, le fait de voir la banque s'opposer à l'Administration fiscale et au pouvoir judiciaire ne peut pas être perçu comme un acte « ordinaire ». Nous pensons alors qu'il serait important d'ajouter à l'ensemble des dérogations de la *Loi de 1956* une dérogation supplémentaire en vertu de laquelle le mécanisme du secret bancaire ne pourrait pas être invoqué à l'encontre de l'autorité judiciaire. Il serait utile, voire même nécessaire, dans ce cadre d'accorder au procureur général le pouvoir d'accéder aux comptes bancaires suspects, et ce, dans tous les cas et pour toutes sortes de crimes.

Le but de notre proposition consiste en la divulgation de toute information bancaire entravant la prise d'une décision judiciaire ou paralysant la conduite d'une enquête, dans l'unique cas où des raisons ou des motifs raisonnables le justifient. En d'autres termes, la levée du secret bancaire ne devrait pas être faite d'une manière systématique ; elle requiert cependant la vérification de certains éléments avant d'y recourir³⁰¹.

2) Au Canada

Comme nous l'avons déjà mentionné, le contrat bancaire comporte une stipulation implicite en vertu de laquelle les informations confidentielles relatives à la clientèle bancaire ne peuvent être divulguées, à moins que la banque n'y soit contrainte par une loi ou par un tribunal³⁰².

Dans l'affaire *Tournier*³⁰³, la Cour d'appel de Grande-Bretagne a considéré à l'unanimité que le devoir de discrétion incombé à la charge de la banque n'est pas absolu et que cette dernière est tenue de divulguer, dans certains cas, les informations relatives à sa clientèle. Nous parlons alors d'une obligation de divulgation.

³⁰⁰ Par voie de conséquence, l'article 409 du *Code pénal libanais* relatif à la sanction du refus du témoignage en justice est inapplicable au cas du banquier.

³⁰¹ Citons, à titre d'exemple, la présence de présomptions assez graves ou d'un élément matériel pesant ou d'un commencement de preuve.

³⁰² *Dr. Robert Grossman v. The Toronto-Dominion Bank*, 2014 ONSC 3578.

³⁰³ *Tournier c. National Provincial and Union Bank of England*, préc., note 233.

En effet, l'obligation de discrétion incombée à la charge de la banque s'efface dans quatre cas :

- Lorsqu'une loi ou une ordonnance du tribunal l'y contraint ;
- Lorsque l'intérêt du public l'exige ;
- Lorsque la protection de l'intérêt de la banque l'exige ;
- Lorsque le client donne son consentement exprès ou tacite³⁰⁴.

Chacune de ces exceptions susmentionnées fera l'objet d'un bref exposé :

a) Contrainte d'une loi ou ordonnance du tribunal

i) Domaine fiscal

Les autorités fiscales canadiennes sont dotées de pouvoirs très étendus en termes de saisie, de fouille, de perquisition³⁰⁵ ou de demande de remise de documents lors du déroulement d'une enquête. Ceci se justifie par le fait que l'impôt sur le revenu présente la principale source de recette pour les gouvernements, tant au niveau fédéral que provincial³⁰⁶.

La Cour suprême du Canada a pris position quant à l'importance du domaine fiscal³⁰⁷ et a considéré qu'il est complètement normal que le principe de confidentialité incombée à la charge de la banque soit moins « obéi » dès lors qu'il s'agit de l'administration fiscale³⁰⁸.

En effet, les lois fiscales comportent des mécanismes selon lesquels les fonctionnaires du ministère du Revenu peuvent recueillir des renseignements détenus par des tiers, y compris les banques, afin de pouvoir déterminer le revenu imposable d'un contribuable³⁰⁹. Il convient

³⁰⁴ *Hébert c. Banque Royale du Canada*, J.E. 96-1418 (C.Q.).

³⁰⁵ Le ministère du Revenu a le droit d'effectuer des perquisitions. Dans ce cas, une requête doit être déposée devant un juge avec une dénonciation sous serment exposant les faits qui soutiennent ladite requête.

³⁰⁶ Il convient de préciser qu'au Canada, chaque contribuable est responsable de remplir sa propre déclaration de revenus (auto-déclaration) d'où la forte possibilité de mention d'informations trompeuses ou falsifiées. C'est à partir de là que nous pouvons comprendre pourquoi les autorités fiscales canadiennes sont dotées de pouvoirs très étendus en la matière.

³⁰⁷ *Canadian Bank of Commerce v. Attorney General of Canada*, [1962] R.C.S. 729.

³⁰⁸ Il s'agit dans ce cadre de préciser que la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec ont toutes les deux apporté des limites aux pouvoirs du fisc d'obtenir des renseignements.

³⁰⁹ *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu*, S.C. 1986, c. 6, art. 231. Le but de cette loi consiste à pouvoir déterminer de la manière la plus exacte et la plus efficace possible le revenu imposable de chaque personne.

de préciser que les fonctionnaires n'ont pas besoin d'un mandat pour examiner les livres, registres et comptes d'une banque ou pour demander l'assistance du banquier dans ses recherches. Par contre, la banque ne peut en aucun cas être forcée de produire l'original de ses livres et archives, si ce n'est pas une ordonnance de la Cour pour une raison spéciale.

Revenu Canada a en effet énuméré à titre exclusif les cas où ce droit peut être exercé : « [...] lorsqu'il y a fraude ou évasion fiscale, lorsque le contribuable refuse de dévoiler ou refuse de donner accès à son compte de banque, alors que cette communication est essentielle au calcul de l'impôt [...] »³¹⁰.

ii) Domaine judiciaire

Au Canada, il ne serait pas possible d'invoquer le secret professionnel du banquier dans le cadre d'une instance criminelle. Ce principe fait l'objet de plusieurs lois fédérales et provinciales selon lesquelles le juge a le droit d'obliger la divulgation de données détenues par les banques. La mise à la disposition de ces données par la banque est subordonnée à la délivrance d'un ordre de la Cour. Dans ce contexte, l'article 29 (5) de la *Loi sur la preuve au Canada*³¹¹ dispose que les informations bancaires ne doivent pas être communiquées en tout temps et à chaque fois que le client de la banque est une des parties au litige. Il faut alors que le tribunal ait un motif spécifique pour que la banque divulgue les informations sur son client.

b) Devoir d'intérêt public

Selon l'arrêt *Tournier*³¹², les banques ont un devoir d'intérêt public de divulguer à l'autorité appropriée si elles soupçonnent le déroulement d'activités criminelles menaçant la sécurité d'un État comme la fraude, la contrefaçon ou le blanchiment d'argent. Il en résulte que l'intérêt de l'État ou l'intérêt public prime sur l'obligation de confidentialité incombée à la

³¹⁰ C. MORAIS, préc., note 227, p. 80.

³¹¹ *Loi sur la preuve au Canada*, R.S.C., 1985, chapitre C-5.

³¹² *Tournier c. National Provincial and Union Bank of England*, préc., note 233.

charge de la banque. Malgré l'opposition du client à la divulgation ou l'absence de son autorisation, la banque est tenue d'obéir à son obligation de divulgation.

Pour rentrer un peu plus dans les détails, avant d'informer les autorités compétentes, les banques doivent être sûres de leurs accusations afin d'éviter toute sanction en raison d'une communication d'informations erronées ou trompeuses. Nous renvoyons notamment à l'obligation implicite de prudence et de diligence³¹³ pesant sur la banque lors de la transmission de renseignements. Conformément à cette obligation, le banquier « [...] doit agir de façon à ne pas porter préjudice à son client et à ne pas violer ses droits au secret des affaires, ni à induire en erreur le tiers qui s'informe. »³¹⁴

Bref, la banque peut révéler les informations de ses clients « to the extent to which it is reasonably necessary [...] to protect the bank, or persons interested, or the public, against fraud or crime »³¹⁵.

Si la banque accepte de fournir des renseignements sur un client, elle doit livrer des renseignements exacts et complets³¹⁶. Par voie de conséquence, :

« [L]a banque qui donne des informations erronées ou fournies de façon négligente peut être poursuivie en responsabilité contractuelle par son client et sur un fondement extracontractuel par les tiers qui ont subi préjudice du dévoilement des renseignements³¹⁷. [...] Ils n'ont qu'à prouver que l'information était erronée et que cette erreur constituait une faute civile. »³¹⁸

c) Intérêt de la banque

³¹³ L'obligation de prudence et de diligence est une obligation qui découle implicitement du contrat bancaire et qui devrait être obéie par la banque dans toutes ses activités. « [L]a banque doit agir avec prudence et diligence, c'est-à-dire, avec un soin raisonnable, dans les opérations bancaires qu'elle traite pour son client et dans toutes les autres opérations qu'elle accepte d'entreprendre pour lui. », N. L'HEUREUX et M. LACOURSIÈRE, préc., note 218, p. 128 ; Cette obligation est régie par l'article 1434 C.c.Q. et elle est également reconnue en common law : *Westminster Bank Ltd. c. Hilton*, (1926) 43 T.L.R. 124, 136 L.T. 315 (H.L.). Quant à l'art. 158(1) de la *Loi sur les banques*, préc., note 237, il impose aux administrateurs de la banque un devoir de prudence et de diligence raisonnable dont ils ne peuvent s'exonérer.

³¹⁴ N. L'HEUREUX et M. LACOURSIÈRE, préc., note 218, p. 505.

³¹⁵ C. MORAIS, préc., note 227, p. 77.

³¹⁶ Les tribunaux admettent que si la banque accepte de fournir des renseignements, elle sera responsable si elle fournit un renseignement incomplet. Dans ce sens : *Tolaram Fibers Inc. c. Banque Nationale du Canada*, [1992] R.J.Q. 2426 (C.A.).

³¹⁷ *Fenêtres St-Jean Inc. c. Banque Nationale du Canada*, [1990] R.J.Q. 632 (C.A.).

³¹⁸ N. L'HEUREUX, L. LANGEVIN et É. Fortin, préc., note 226, p. 105.

En vertu du concept d'égalité devant la loi, il est tout à fait raisonnable d'octroyer à la banque qui est une personne morale les mêmes droits que son client. La banque a alors le droit de primer son propre intérêt sur son devoir de confidentialité et de révéler ce qui nécessaire pour faire sa preuve sans que le client ne puisse s'y objecter.

« L'intérêt de la banque peut la forcer à dévoiler des renseignements qu'elle détient quand elle intente une poursuite fondée sur le recouvrement de sa créance ou lorsqu'elle est poursuivie par un tiers qui conteste ses décisions relatives à un compte bancaire. »³¹⁹

d) Consentement exprès ou tacite du client

La banque peut être relevée de son obligation de confidentialité et par conséquent révéler les informations concernant son client si ce dernier lui ait, préalablement à la divulgation, accordé son consentement.

« Les consentements à la divulgation des informations recueillies par les établissements bancaires sur leurs clients sont habituellement très larges et permissifs. »³²⁰ Voici un des modèles manifestant le consentement du client à la divulgation de ses informations : « [j]'autorise la caisse à divulguer à tout prêteur, agence, bureau de crédit ou caution éventuelle qui lui en feront la demande tous les renseignements qu'elle jugera appropriés concernant tout engagement en vertu duquel je pourrais être envers elle. »³²¹

L'article 13 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*³²² prévoit que les établissements financiers doivent obtenir le consentement de leurs clients pour communiquer à des tiers des renseignements personnels qu'ils possèdent, sauf lorsque la loi le prévoit. Ce consentement écrit ou verbal doit être manifeste, libre, éclairé et

³¹⁹ N. L'HEUREUX, L. LANGEVIN et É. Fortin, préc., note 226, p. 105.

³²⁰ *Id.*, p. 99.

³²¹ Extrait de la « Demande de crédit » de la Caisse populaire et la Caisse d'économie Desjardins, formule CF-01255-500.

³²² *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, préc., note 250.

spécifique³²³. Pour des raisons de preuve et pour l'intérêt de la banque, il est sûrement meilleur et préférable que le consentement soit obtenu par écrit.

Après avoir énuméré les dérogations au secret bancaire prévues par la loi (au Liban) et par la jurisprudence (au Canada), nous nous attarderons notamment sur la dérogation relative au blanchiment d'argent. En effet, nous remarquons que la loi libanaise ne contient aucune disposition relative à la levée du secret bancaire en cas de blanchiment d'argent. Par conséquent, la levée du secret bancaire dans le cadre d'opérations liées à du blanchiment n'est certes autorisée par la *Loi de 1956 relative au secret bancaire*. Cependant, cette situation n'a pas duré si longtemps puisque la levée du secret bancaire dans le cadre d'activités soupçonnées d'être liées au blanchiment d'argent a fini par être prévue dans la *Loi n° 318 de 2001 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux*.

Quant à elle, la jurisprudence canadienne a clairement autorisé la levée du secret bancaire en cas de soupçon de blanchiment d'argent, et ce, conformément au devoir d'intérêt public selon lequel les banques sont tenues de divulguer à l'autorité appropriée, le déroulement d'activités soupçonnées menaçant la sécurité d'un État. Par voie de conséquence, la levée du secret bancaire en cas de déroulement d'opérations illicites a depuis le début été prévue au Canada.

Il s'agit dans notre prochain chapitre d'étudier en détail la levée du secret bancaire en cas de soupçon de blanchiment d'argent.

³²³ Article 14 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, *id.*

II. La contribution du secteur bancaire dans la lutte contre le blanchiment

« Le secret bancaire y est, en effet, souvent présenté comme étant absolu, et susceptible, dès lors de favoriser le blanchiment d'argent et de constituer des paravents à un certain nombre d'activités criminelles »³²⁴.

L'adoption d'un secret bancaire presque absolu et l'absence de textes nationaux déterminant l'étendue des devoirs des banquiers en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ont tous les deux poussé la communauté internationale à accuser plusieurs pays, y compris le Liban, de non coopération en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

Par crainte d'être rigoureusement sanctionnés, ces pays ont fini par imposer une série de règles, de dispositions et de mécanismes à leurs établissements financiers.

À partir de là, nous nous intéresserons dans un premier temps à la levée du secret bancaire en cas de soupçon de blanchiment d'argent, au Liban et au Canada (A) et nous avancerons dans un second temps nos observations sur les limites que posent les mécanismes adoptés dans chacun des deux pays à la lutte contre le blanchiment d'argent.

A. La levée du secret bancaire en cas de soupçon de blanchiment d'argent

Comme nous l'avons déjà mentionné, la plupart des pays accusés de non coopération en matière de lutte contre le blanchiment d'argent se sont engagés à mettre sur pied une nouvelle série d'obligations et de procédures spécifiques devant être respectées par leurs banques ainsi qu'un nouvel organisme de lutte contre le blanchiment d'argent doté du droit de lever le secret bancaire sur toute opération et sur tout compte suspect³²⁵. En outre, ces pays ont

³²⁴ Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE et UNIVERSITÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DES SCIENCES D'AIX-MARSEILLE, préc., note 280, p. 435.

³²⁵ Selon la 26-ème recommandation du GAFI, les pays doivent créer une autorité de contrôle bénéficiant d'une indépendance opérationnelle et chargée de recueillir, d'analyser et de communiquer aux autorités compétentes

adopté un système renforcé de surveillance ainsi qu'un système de formation du personnel de leurs banques.

« Longtemps myopes sur les agissements de leurs clients, hésitant à déclarer leurs soupçons, les banques semblent aujourd'hui se plier de plus en plus à ces nouvelles exigences »³²⁶.

Nous nous intéresserons en particulier à l'obligation de déclaration en vertu de laquelle les banques sont tenues à communiquer les opérations suspectes de dissimuler un blanchiment de capitaux à un organisme spécial créé à cette fin. Nous étudierons ci-après le mode de fonctionnement de cet organisme respectivement au Liban³²⁷ (1) et au Canada³²⁸ (2).

1) Au Liban

Après avoir présenté l'institution du secret bancaire, montré qu'elle constitue l'un des principes moteurs régissant le travail bancaire et énuméré les cas dans lesquels elle doit être levée (dans notre I), nous remarquons que dans la *Loi relative au secret bancaire* aucune disposition ne régit le cas de la levée du secret bancaire en cas de blanchiment d'argent. Ainsi, aux termes de la loi de 1956, il est interdit à la banque de lever le secret bancaire sur le compte et les données d'un client accusé de blanchiment d'argent d'où la protection des transactions soupçonnées illicites par le mécanisme du secret bancaire.

Cette situation a duré pour des années mais n'a cessé d'être l'objet de plusieurs critiques. L'ensemble de ces dernières et la pression internationale de 2001 ont fini par inciter le législateur libanais à trouver une façon par laquelle il serait possible de fusionner les dispositions de la lutte contre le blanchiment d'argent avec celles relatives au « sacro-saint principe du secret bancaire »³²⁹.

toutes les activités douteuses. Plusieurs pays se sont conformés à cette recommandation et ont créé leur propre unité d'information. Voir, en ligne : <http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/Recommandations_GAFI.pdf> (consulté le 20 avril 2018).

³²⁶ G. FAVAREL-GARRIGUES, T. GODEFROY et P. LASCOUMES, préc., note 182, p. 8.

³²⁷ Au Liban, c'est la Commission d'Enquête Spéciale.

³²⁸ Au Canada c'est l'unité centrale du renseignement financier : CANAFE (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada).

³²⁹ Voir, en ligne : <<http://www.avocatparis.org/system/files/worksandcommissions/CR%2520juin2012.pdf>> (consulté le 20 mars 2018).

Le résultat de cette fusion fut concrétisé par l'adoption de la *Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux*. Cette loi a instauré deux sortes d'obligation : une obligation de vigilance portant sur l'identification de la clientèle bancaire³³⁰ et de ses opérations et une obligation de déclaration de soupçons à une unité de contrôle : la Commission d'Enquête Spéciale (SIC). Cette dernière a été instituée en vertu de l'article 6 de la loi précitée. Selon les termes de cet article :

« [u]ne entité indépendante à caractère judiciaire dotée de la personnalité morale, dénommée Commission Spéciale d'Investigation (ci-après la "Commission"), sera constituée auprès de la Banque du Liban, sans être soumise, dans l'exercice de ses fonctions, à l'autorité de la Banque du Liban.

1- La Commission Spéciale d'Investigation sera formée de:

- Le Gouverneur de la Banque du Liban, et en cas d'empêchement un des sous gouverneurs mandatés par lui - Président
- Le juge nommé membre de la Commission Bancaire Supérieure, et en cas d'empêchement un juge suppléant nommé par le Conseil Supérieur de la Magistrature pour une durée équivalente à celle du juge initialement nommé - Membre
- Le Président de la Commission de Contrôle des Banques, et en cas d'empêchement un des membres de ladite Commission mandaté par lui - Membre
- Un membre principal/titulaire et un membre suppléant nommés par le Conseil des ministres sur proposition du Gouverneur de la Banque du Liban et à condition qu'ils jouissent d'une expérience d'au moins quinze ans dans le domaine du droit bancaire ou financier - Membre

2- La mission de la « Commission Spéciale d'Investigation » est :

- De recevoir les déclarations d'opérations douteuses (DOD) et les demandes d'assistance; d'enquêter sur les opérations soupçonnées de constituer des délits de blanchiment d'argent ou des crimes de financement du terrorisme³³¹; statuer sur le sérieux des preuves, présomptions et indices relatifs à la perpétration de l'un ou de l'ensemble des délits commis et prendre à cet égard la décision adéquate, en particulier le gel prudentiel et temporaire des comptes suspects et / ou des transactions suspectes,

³³⁰ En vertu de cette obligation chaque banque doit se renseigner, à l'occasion de l'ouverture d'un compte ou lors de la soumission de services, sur certaines informations relatives à ses clients. En se basant sur ces informations, la banque est en mesure de juger si les circonstances encadrant l'opération bancaire suscitent des doutes quant à leur légitimité. Au Liban, ce principe a été institué par les alinéas a) et b) de l'article 5 de la *Loi du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux*. Au Canada, les articles 11 et 12 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité* instaurent l'obligation de vérification d'identité de la clientèle.

³³¹ Selon l'article 6 de la *Loi n° 318 de 2001*, le domaine de compétence de la Commission d'enquête spéciale était moins large puisqu'il concernait uniquement les enquêtes liées à des opérations de blanchiment d'argent. Quant à l'article 6 de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015*, il a élargi le domaine de compétence de la Commission pour lui ajouter le financement du terrorisme.

et ce, pour une période maximale d'un an renouvelable une fois pour six mois supplémentaires s'il s'agit de demandes d'aide provenant de l'étranger, et pour une période maximale de six mois renouvelable une fois pour trois mois supplémentaires pour les DOD et les demandes d'assistance locaux.

- De vérifier le respect par les parties visées aux articles 4 et 5 ci-dessus des obligations prévues dans la présente loi et dans les règlements émis à cet égard, à l'exception des avocats, des comptables agréés et des notaires sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 17 de la présente loi.

- De recueillir et conserver les informations reçues des parties visées aux articles 4 et 5 ci-dessus, ainsi que les informations reçues des autorités officielles libanaises et étrangères, et toutes autres informations collectées, et partager ces informations avec ses homologues en sa qualité d'autorité compétente et organe officiel pour entreprendre une telle tâche.

- Émettre des règlements sur la mise en œuvre des dispositions de la présente loi, adressés aux parties visées à l'article 5 ci-dessus, et émettre des recommandations à toutes les parties concernées.

3- La « Commission », après avoir effectué la vérification et l'analyse nécessaire, a le droit exclusif de décider de:

- Geler définitivement les comptes et/ou les transactions concernées, et/ou lever le secret bancaire en faveur des autorités judiciaires compétentes et de la Commission Bancaire Supérieure représentée par son Président, sur les comptes ou transactions soupçonnées d'être liées au blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme.
- Garder les comptes suspects sous contrôle et suivi (Traçables).

La « Commission » peut revenir partiellement ou entièrement sur ses décisions, en tout ou en partie, au cas où elle obtient toute nouvelle information pertinente à cet égard.

4- « La Commission » a le droit de:

- a- Mettre une mention sur les registres et les entrées relatives aux biens meubles ou immeubles, qui indique que ces actifs font l'objet de vérification de la part de la « Commission », et cette note ou mention sera maintenue jusqu'à effacement des causes de soupçon ou jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit prise à cet égard,
- b- Demander au Procureur général près la Cour de Cassation, de prendre des mesures préventives concernant les biens mobiliers et immobiliers qui ne disposent pas de dossiers ou de registres, de manière à geler ces actifs jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit prise à cet égard, ou quand il y a soupçon que ces actifs sont liés au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme, et/ou au cours de la période du gel temporaire préventif des comptes suspects et/ou des transactions suspectes, comme spécifié dans le paragraphe 2 du présent article, et/ou pendant la période du gel permanent de ces comptes et/ou transactions, comme indiqué au paragraphe 3 du présent article.

5- « La Commission » peut exiger des personnes et parties concernées, qu'elles soient publiques ou privées, de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation de biens mobiliers ou immobiliers appartenant à des noms désignés ou à désigner sur les

listes nationales émises par les autorités libanaises compétentes ou sur toute autre liste qu'elle publie concernant le terrorisme et le financement du terrorisme et des actes y afférents. Les personnes et les parties concernées, qu'elles soient publiques ou privées, doivent se conformer sans délai à cette exigence.

6- La « Commission » se réunit sur convocation de son Président, au moins deux fois par mois et chaque fois que cela s'avère nécessaire. Le quorum légal n'est atteint que si trois de ses membres au moins sont présents.

7- Les décisions de la « Commission » sont prises à la majorité des voix présentes, et en cas d'égalité des voix, celle du Président sera prépondérante.

8- La « Commission Spéciale d'Investigation » nommera un secrétaire général à temps plein auprès d'elle qui accomplira les missions dont elle le chargera. Il mettra en vigueur les décisions de la « Commission », et supervisera directement les employés réguliers et les contractuels travaillant auprès d'elle ainsi que les personnes qu'elle mandatera pour une mission spéciale, sans que ne leur soient opposables les dispositions de la loi du 3/9/1956 relative au secret bancaire.

9- Les membres de la « Commission », son personnel régulier et ses contractuels, ainsi que les personnes déléguées par « la Commission », sont tenus par l'obligation de confidentialité.

10- La « Commission » doit établir ses règles de fonctionnement, ainsi qu'un règlement interne régissant son personnel régulier et ses contractuels qui sont soumis au droit privé.

11- Les dépenses de la « Commission » et de ses organes auxiliaires sont assumées par la Banque du Liban dans les limites du budget préparé par la « Commission », à condition que celui-ci soit approuvé par le Conseil Central de la Banque du Liban. »

Quant à l'article 12 de la *Loi n° 318 sur la lutte contre le blanchiment des capitaux* il dispose que :

« [l]e Président, les membres de la « Commission », son personnel ou les personnes mandatées par elle, jouissent de l'immunité dans le cadre de leur travail, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent faire l'objet de poursuites pénales ou civiles, à titre collectif ou individuel, pour tout acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions, y compris les délits mentionnés dans la loi du 3/9/1956 relative au secret bancaire, sauf en cas de violation dudit secret.

Les parties visées aux articles 4 et 5 ci-dessus et leur personnel, ainsi que les contrôleurs de la Commission de contrôle des banques et les commissaires aux comptes, bénéficient également de la même immunité dans l'exercice de leurs fonctions en vertu des dispositions de la présente loi ou des décisions de la « Commission », en particulier quand ils communiquent de bonne foi à la « Commission » les détails des opérations qu'ils soupçonnent d'être liées au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme. »³³²

³³² Article 12 de la *Loi n° 44 du 24 novembre 2015* amendant l'article 12 de la *Loi n°318 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux*.

Après avoir évoqué le texte intégral de l'article 6 nous pensons opportun de développer et de clarifier certaines idées.

Tout d'abord, selon l'alinéa premier de l'article 6, la Commission est formée de quatre personnes. En effet, c'est à ces dernières que revient le droit de prendre les décisions vis-à-vis des informations qu'elles recueillent. Quant à l'étape de vérification et d'analyse de ces dernières, celle-ci est effectuée par une unité formée d'environ dix enquêteurs et vérificateurs³³³, à noter que cette unité fait ce que la Commission lui demande de faire. De ses missions citons à titre d'exemple les suivantes : enquêter sur les opérations douteuses faisant l'objet des déclarations recueillies par la Commission, collecter des preuves sur lesdites opérations et rédiger des rapports à la Commission sur les résultats des enquêtes qu'elle a faites et soupçonnées d'être liées à du blanchiment d'argent.

Deuxièmement, la Commission d'enquête spéciale est une entité indépendante qui n'est pas soumise, dans l'exercice de ses fonctions, à l'autorité de la Banque du Liban. Toutefois, le gouverneur de la Banque du Liban a dit que, malgré l'indépendance de la Commission, elle reste sous la responsabilité de la Banque du Liban qui doit l'aider dans la mise en œuvre et l'application des recommandations du GAFI et des normes de lutte internationales et de lui fournir les moyens nécessaires pour qu'elle accomplisse ses tâches de la meilleure manière possible³³⁴.

Troisièmement, mis à part l'entrée en jeu d'une nouvelle exception (celle relative au blanchiment d'argent), une autre exception autorisant la levée du secret bancaire sur les renseignements de la clientèle bancaire a vu le jour et est entrée en jeu le 24 novembre 2015, date de promulgation de la *Loi n° 43 du 24 novembre 2015 relative à l'échange*

³³³ Art. 10 de Loi n° 318 sur la lutte contre le blanchiment des capitaux.

³³⁴ « Modifications apportées aux normes internationales anti-blanchiment, Salameh : des mesures pour protéger le système bancaire », *AL-Bank Wal-Mustasmer*, n° 143, octobre 2012, p. 15.

Traduction :

إن مصرف لبنان مسؤول عن هيئة التحقيق الخاصة، رغم إستقلالية الهيئة، وهو بالتالي ملزم بمساعدتها في تطبيق توصيات مجموعة فتف وتوفير الوسائل الكفيلة بمساعدتها في القيام بمهامها بالطريقة الفضلى

*d'informations fiscales*³³⁵. Le secret bancaire libanais est alors en train de souffrir d'exceptions qui lui sont imposées par différentes lois. Nous nous permettons toutefois de développer en quoi consiste l'exception instituée par la *Loi relative à l'échange d'informations fiscales*.

À la suite de l'adoption de la *Loi n° 43 du 24 novembre 2015 relative à l'échange d'informations fiscales*, la Banque du Liban (BDL) a émis une circulaire (n° 138) adressée aux institutions financières ainsi qu'une résolution (n° 12309), le 5 août 2016, relatives à l'échange d'informations fiscales couvertes par le secret bancaire. À cette fin, les banques et les institutions financières ont été appelées à adopter des mesures administratives ainsi que des techniques appropriées afin de fournir à la Commission d'enquête spéciale les informations requises³³⁶ par les autorités étrangères compétentes. Cette opération d'échange d'informations engage le ministère des Finances libanais.

Par l'entrée en jeu de cette nouvelle exception, tous les comptes bancaires ouverts auprès d'une institution financière libanaise et détenus par des non-résidents, ne bénéficieront plus du principe du secret bancaire. Il convient de préciser que cette exception est entrée en jeu à des fins fiscales³³⁷. À la suite de l'adoption en 2015 de la loi susmentionnée, la compétence de la Commission d'enquête spéciale a alors été étendue au domaine fiscal.

Après avoir étudié l'article régissant la déclaration des opérations douteuses à la Commission d'enquête spéciale, vient le tour d'étudier le mode de fonctionnement de l'organisme canadien chargé de recevoir les déclarations concernées.

³³⁵ L'article 1 de la *Loi n° 43 du 24 novembre 2015 relative à l'échange d'informations fiscales* dispose ce qui suit : sous réserve des dispositions de l'article 52 de la Constitution libanaise, le ministre des Finances est habilité, dans le cadre de la coopération internationale, à conclure ou à adhérer à des accords bilatéraux ou multilatéraux pour l'échange d'informations relatives à l'évasion ou à la fraude fiscale, et ce conformément aux procédures législatives adoptées et en application des dispositions de la présente loi. (Traduit)

³³⁶ Ces informations sont relatives aux comptes des personnes résidentes dans les pays des autorités requérantes

³³⁷ Dans ce sens, voir : « Le système GATCA : est-il un moyen de relance et de prospérité pour l'économie libanaise? », *An-nahar*, 13 janvier 2017. (Traduit)

2) Au Canada

En 1996, le GAFI demande à tous les pays membres, y compris le Canada, d'exiger que les intermédiaires financiers signalent les opérations douteuses à une unité centrale du renseignement financier. La même année, le Canada s'engage à mettre sur pied un nouvel organisme de lutte contre le blanchiment d'argent, ouvrant ainsi la voie à la création du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE).

En effet, la première obligation incombée à la charge des banques et de leurs employés³³⁸ en matière de lutte contre le blanchiment d'argent se matérialise par la déclaration des opérations douteuses³³⁹ à l'unité du renseignement financier³⁴⁰ (URF) du Canada : CANAFE³⁴¹. Cet organisme contribue à la sécurité du pays en facilitant la détection, la prévention et la dissuasion du blanchiment d'argent, du financement des activités terroristes³⁴² et des autres menaces à la sécurité du Canada. La mission de cet organisme est de recevoir, d'analyser les opérations douteuses, les autres opérations financières et les autres renseignements qui lui sont transmis par l'ensemble des personnes et entités assujetties à la *Loi sur le recyclage*³⁴³.

« La grande valeur et le principal avantage d'une analyse de renseignements financiers sont l'obtention d'une image détaillée des mouvements d'espèces suspects à mesure qu'ils passent d'une institution, d'un secteur et d'une région du pays à l'autre. De plus, une analyse financière peut permettre d'établir des liens complexes entre des

³³⁸ Les employés des banques ont aussi individuellement l'obligation de déclarer les opérations douteuses au CANAFE.

³³⁹ « La notion d'opération douteuse est relativement nouvelle dans l'industrie des services financiers. Elle a fait son entrée en droit canadien le 2 juin 2000 au moment de l'adoption de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*. » : Marc LEMIEUX, préc., note 143, p. 147.

³⁴⁰ « Comparativement aux services traditionnels de police et du renseignement, le domaine de l'analyse des renseignements financiers est tout nouveau. La première unité du renseignement financier (URF) n'est apparue qu'au début des années 1990, et CANAFE lui-même a été créé en 2000.

Les URF sont les organismes centraux nationaux responsables de la réception et de l'analyse des renseignements financiers et de la communication des opérations financières douteuses aux autorités compétentes. », GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Rapport annuel de CANAFE*, Ottawa, Centre d'analyse des opérations et déclarations du Canada, 2008, p. 6.

³⁴¹ En anglais FINTRAC (Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada) ; Cet organisme a été créé aux termes de la *Loi sur le recyclage*, préc., note 134.

³⁴² Il s'agit de préciser que le Centre a été créé en 2000 afin de détecter les opérations de blanchiment d'argent. À la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, CANAFE a modifié sa structure organisationnelle en ajoutant à son mandat la détection et le découragement du financement des activités terroristes.

³⁴³ *Loi sur le recyclage*, préc., note 134.

personnes, des entreprises et des comptes qu'aucune forme de collecte ou d'analyse de renseignements ne permettrait de détecter. »³⁴⁴

À la lumière de son analyse, et s'il y a des motifs raisonnables de soupçonner que les opérations et les renseignements qu'il a recueillis sont liés à la perpétration d'une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou une infraction de financement des activités terroristes, CANAFE doit communiquer les renseignements financiers douteux aux organismes chargés d'assurer l'application des lois et du renseignement³⁴⁵.

CANAFE est obligatoirement tenu de protéger d'une communication non autorisée³⁴⁶ les données et les renseignements financiers qu'il a recueillis³⁴⁷. Toute communication non permise de renseignements peut faire l'objet de plusieurs pénalités (jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende pouvant atteindre 500 000 \$, ou les deux).

Pour savoir plus sur ce centre d'analyse, il s'agit de préciser que :

« CANAFE est un organisme autonome, indépendant des services de police et des autres ministères et organismes gouvernementaux auxquels il est appelé à communiquer des renseignements financiers (c'est-à-dire le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) et Citoyenneté et Immigration Canada). »³⁴⁸

CANAFE recueille les opérations douteuses, les autres opérations financières et les autres renseignements, d'un nombre considérable de personnes et d'entités : les entités

³⁴⁴ GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, préc., note 340, p. 8.

³⁴⁵ *Loi sur le recyclage*, préc., note 134, art. 55 (3).

³⁴⁶ Le Centre est tenu d'une obligation légale de protection d'une communication non autorisée les renseignements personnels qui lui ont été confiés. Pour cette fin, ce centre doit mettre en application un « solide programme de sécurité qui se matérialise par l'adoption d'« un ensemble complet de pratiques, de politiques et de procédures liées à la gestion de renseignements, à la sécurité des installations et de l'équipement, ainsi qu'à la sécurité du personnel. [...] CANAFE a mis en œuvre les pratiques, politiques et procédures exposées ci-dessus afin de s'assurer que, dans l'accomplissement de ses responsabilités, il respecte la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que les exigences de *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et des autres lois pertinentes. » : GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Rapport annuel de CANAFE*, Ottawa, Centre d'analyse des opérations et déclarations du Canada, 2001, p. 16-17.

³⁴⁷ En cas d'une utilisation ou d'une communication non autorisée des renseignements, la législation impose des sanctions.

³⁴⁸ GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, préc., note 340, p. 3.

financières, les sociétés et les représentants d'assurances-vie, les courtiers en valeurs mobilières, les entreprises de services monétaires, les mandataires de Sa Majesté qui vendent des mandats-poste, les comptables et les cabinets d'expertise comptable, les courtiers, les agents et les promoteurs immobiliers, les casinos, les négociants en pierres et métaux précieux, les notaires publics et les sociétés de notaires de la Colombie-Britannique et uniquement aux fins des opérations douteuses, les employés de ces entités déclarantes.

Après avoir énuméré les entités et les personnes tenues de l'obligation de déclaration d'opérations douteuses il serait intéressant de savoir comment ces déclarations sont parvenues au centre d'analyse.

Selon les rapports annuels publiés par le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, 90% des données et des déclarations sont recueillies par voie électronique, au moyen du site Web sécurisé de CANAFE et de logiciels de chiffrement conçus à cette fin. Ce pourcentage notable montre l'importance ainsi que l'efficacité des structures de technologie de l'information mises en œuvre et aptes à traiter d'un grand volume de déclarations. En effet, CANAFE ne cesse de renforcer sa capacité ainsi que son travail dans le domaine technologique par l'entretien et l'établissement d'une infrastructure technologiquement très avancée.

Dans le rapport annuel de 2008, il a été mentionné que :

« [...] CANAFE est l'une des rares URF à avoir mis sur pied des systèmes électroniques [continuellement révisés et mis à jour] qui permettent la réception automatique d'un fort volume de déclarations financières et une exploration rapide des renseignements contenus dans les millions de déclarations de toutes sortes versées dans [les] bases de données. »³⁴⁹

Il convient de préciser que :

« [l]a réception par voie électronique des renseignements financiers fournis par les entités déclarantes procure à CANAFE d'importants avantages pour la réalisation de ses analyses. En premier lieu, les analystes peuvent accéder sans délai aux renseignements, étant donné l'absence de saisie manuelle. En deuxième lieu les règles et les systèmes analytiques perfectionnés permettent de trier cette grande quantité de

³⁴⁹ GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Rapport annuel de CANAFE*, Ottawa, Centre d'analyse des opérations et déclarations du Canada, 2008, p. 7.

données pour identifier les liens et les schèmes qui faciliteront la tâche aux analystes de CANAFE. »³⁵⁰

Malgré l'absence de statistiques précises sur les chiffres gelés par CANAFE ces dernières années, les commentaires faits par les organismes auxquels CANAFE transmet les communications suggèrent que les mécanismes prévus à la *Loi sur le recyclage*³⁵¹ sont utiles pour lutter contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, et le crime organisé.³⁵²

3) Propositions de modifications

Après avoir présenté le mode de fonctionnement de CANAFE et de la Commission d'enquête spéciale, nous avons noté qu'il n'existe pas, dans les dispositions libanaise et canadienne, une précision quant au moment où la banque ou les autres types d'institutions devront les notifier de l'opération suspecte. Tout ce que nous pouvons dégager des dispositions régissant les organismes susmentionnés est que ces derniers ont pour mission d'enquêter sur les opérations suspectées de constituer des délits de blanchiment de capitaux.

Nous proposons d'inclure dans les dispositions légales intéressées un alinéa précisant à quel moment l'entité devrait être informée comme c'est le cas en Belgique où l'article 12 de la *Loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme* dispose ce qui suit : « lorsque les organismes ou les personnes visés [...] savent ou soupçonnent qu'une opération à exécuter est liée au blanchiment de capitaux, ils en informent la cellule de traitement des informations financières, **avant d'exécuter l'opération** [...]. » Ainsi, en Belgique, au cas où la banque fait face à une opération suspecte ou douteuse, elle doit informer la cellule de traitement des informations financières avant d'exécuter l'opération.

Deuxièmement, le Liban devrait s'inspirer du système canadien quant à l'instauration de structures de technologie de l'information efficaces afin que les entités et les personnes déclarantes puissent faire parvenir leur déclaration à la Commission de la manière la plus

³⁵⁰ *Id.*, p. 11-12.

³⁵¹ En vertu de cette loi, CANAFE a été créé.

³⁵² Voir : M. LEMIEUX, préc., note 143, p.150

rapide et simplifiée. CANAFE a par exemple mis en œuvre des mécanismes aptes à traiter d'un grand volume de déclarations et à réviser continuellement son système électronique ce qui rend possible la réception automatique d'un fort volume de déclarations financières ainsi que l'exploration rapide des renseignements contenus dans les millions de déclarations de toutes sortes versées dans les bases de données. Cette mesure est bien évidemment dotée d'une importance majeure.

Nous proposons alors que le développement de la technologie de l'information fasse partie intégrante des piliers de travail de la Commission d'enquête spéciale.

B. Responsabilité de la banque

En effet, toute divulgation en dehors des cas de dérogations prévus par la loi ou par la jurisprudence est considérée comme étant illicite et par conséquent est réprimée. Nous étudierons ci-dessus les régimes de responsabilité instaurés respectivement au Liban (1) et au Canada (2), à noter qu'il existe une grande différence entre les deux pays quant à la sévérité des sanctions qui y sont imposées.

1) Au Liban

Au Liban, la violation de l'obligation de confidentialité incombée à la charge de la banque est rigoureusement sanctionnée. En effet, avant 1956, la non-observation de cette obligation permettait uniquement au lésé d'obtenir la réparation du dommage subi par le recours à l'action civile qui engendre des sanctions civiles (a) touchant le patrimoine de la personne. Cependant, avec la promulgation de la loi relative au secret bancaire en 1956, le lésé a été doté d'un moyen supplémentaire pour obtenir justice : le recours à l'action pénale³⁵³ qui

³⁵³ Voir : Naim MOGHABGHAB, préc., note 171, p. 9 : « En cas de divulgation, le client lésé a le droit de réclamer la réparation de son préjudice par le biais de dommages-intérêts. Cette sanction n'est pas à elle seule suffisante pour garantir la protection dudit client. À partir de ce manque, est née l'idée du recours à l'action pénale en cas de divulgation. »

Traduction :

génère des sanctions pénales (b) ayant des répercussions directes sur la personne de l'individu. Parallèlement à ces deux types de sanctions (pénale et civile) s'en ajoute un troisième type de sanctions d'ordre administratif et professionnel (c); celles-ci touchent directement la profession de l'accusé.

Il s'agit de noter que chacune de ces sanctions est indépendante des autres dans le sens qu'il serait possible qu'elles soient cumulées.

a) Les sanctions civiles

L'obligation de confidentialité découle de la nature des rapports contractuels existant entre la banque et le client en dehors de toute clause. Elle ressort de la nature même du contrat et par conséquent, il n'est pas nécessaire de la stipuler expressément.

Il revient à la personne lésée de la divulgation de réclamer la réparation proportionnelle au dommage qu'elle a subi aux termes de l'article 252 et s. du Code des obligations et des contrats libanais (COC), et ce, après avoir démontré l'existence d'un lien de causalité entre la divulgation et le dommage.

En effet, toute violation des dispositions de la *Loi sur le secret bancaire* engage la responsabilité civile du banquier ainsi que la responsabilité de la banque du fait de son employé³⁵⁴. C'est en vertu de l'article 127 du COC que le banquier est tenu responsable du fait de ses employés. Ceci est tout à fait raisonnable puisque cette institution financière remplit ses fonctions par l'intermédiaire de son personnel et des membres de son administration. Selon les termes de l'article 127 :

« [I]es maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par le fait illicite de leurs domestiques et préposés dans les fonctions ou à l'occasion des fonctions auxquelles ils les ont employés, et quand bien même ils ne les auraient pas librement choisis, pourvu qu'ils soient investis sur eux d'un pouvoir effectif de contrôle et de direction. »

من المسلم به أنه يحق للزبون المتضرر من أعمال المصرف، ملاحقة هذا الأخير أمام المحاكم المدنية، والحكم عليه بالتعويض. غير أن العطل والضرر، المحكوم بهما لمصلحته، لا تكفيان بي بعض الأحيان بإصلاح الخطأ الناجم عن عدم التكمم المصرفي. من هنا وجب التساؤل عن إمكانية إقامة دعوى جزائية في نطاق السرية المهنية لتحفظ هذا الحق

³⁵⁴ Dans ce sens, voir : *Compte d'épargne*, Affaire n° 38, arrêt, 23 mars 1987, Al-moustashar - Collections d'affaires pour le juge Afif Shams El-Din, Tribunal de première instance (Beyrouth). (Traduit)

« De cette façon la banque, en tant que personne morale, aura à répondre du fait de son employé même en dehors de toute faute de sa part. »³⁵⁵ Toutefois, la banque dispose d'un droit de recours contre son propre employé coupable si elle a été tenue de réparer le préjudice causé par ce dernier à condition de la présence d'une clause dans les règlements du travail bancaire.

b) Les sanctions pénales

Au Liban, « [...] la sanction pénale constitue la clé de voûte du système de discrétion. »³⁵⁶

En vertu de l'article 8 de la loi de 1956 :

« Toute personne qui viole intentionnellement les dispositions de la présente loi est passible d'une peine d'emprisonnement de trois à douze mois. La même sanction s'applique à la tentative de violation³⁵⁷.

Le Parquet ne peut intervenir que sur plainte de la partie lésée. »

En effet, « la garantie du respect du secret bancaire est en partie assurée par sa fermeté et par la sévérité de la sanction qui y est attachée, qui expose son auteur à une peine d'emprisonnement allant de trois à douze mois »³⁵⁸ prononcée par le juge. En effet, seule la personne physique est concernée par la peine d'emprisonnement.

Quant à la responsabilité pénale de la banque qui est une personne morale, elle sera engagée en application de l'article 210-2 du *Code pénal libanais* (CPL) en vertu duquel : « les entités juridiques sont pénalement engagées par les actes de leurs directeurs, administrateurs représentants et agents, lorsque ces actes ont été accomplis au nom desdites entités ou avec les moyens qu'elles procurent. ». Il s'agit de préciser que la banque ne peut être condamnée qu'à une amende, à la confiscation et à la publication de la sentence.

³⁵⁵ R. FARHAT, préc., note 164, p. 148

³⁵⁶ *Id.*, 129.

³⁵⁷ En Suisse par exemple, la tentative de violation du secret bancaire n'est pas sanctionnée.

³⁵⁸ Voir : <<http://www.avocatparis.org/system/files/worksandcommissions/CR%2520juin2012.pdf>> (consulté le 28 octobre 2017).

En vertu de l'article 8 susmentionné, le délit de violation du secret bancaire « donne naissance au droit de la Puissance Publique de poursuivre et de punir le délinquant »³⁵⁹ à condition qu'une plainte préalable de la partie lésée³⁶⁰ soit portée³⁶¹. C'est à ce niveau-là que réside l'originalité dudit article puisqu'en principe, tout délit pénalement sanctionné par la loi permet d'engager d'office l'action pénale dès qu'aura été constatée l'infraction et sans la plainte de la partie intéressée. Nous pouvons alors affirmer que l'alinéa 2 de l'article 8 de la *Loi libanaise relative au secret bancaire* pose une solution extrêmement particulière car l'action publique ne serait engagée que sur plainte de la partie lésée. De plus, « l'action publique mise en mouvement par une plainte du client, ne peut être arrêtée par un désistement de celui-ci ou un retrait de sa plainte. »³⁶² Ainsi une décision tranchant l'action pénale devrait être rendue une fois une plainte de la part du client est déposée.

Ensuite, cet article met l'accent sur l'élément moral de l'infraction matérialisé par l'intention criminelle³⁶³ du directeur, du chef de service ou du simple employé. En effet, l'intention de révélation consiste dans la volonté consciente et réfléchie de vouloir divulguer le secret. Le banquier doit alors avoir agi volontairement et en connaissance de cause pour être accusé de violation du secret bancaire.

La question qui se pose dans ce cadre est la suivante : en cas de négligence ou d'imprudence, le banquier est-il considéré comme ayant commis le délit de violation du secret bancaire aux termes de la *Loi* de 1956?

La réponse est négative. La *Loi de 1956 relative au secret bancaire* est claire à ce sujet : le délit de violation du secret bancaire est un délit intentionnel. Par voie de conséquence, la sanction pénale prévue par l'article 8 de la *Loi* sera attribuée à tout banquier ayant violé le secret bancaire intentionnellement³⁶⁴. Toute violation non intentionnelle³⁶⁵ des prescriptions de cette loi n'encourra pas alors la sanction pénale prévue aux termes dudit article. Il convient

³⁵⁹ R. FARHAT, préc., note 164, p.135.

³⁶⁰ Par l'expression « partie lésée », le législateur vise le client, son représentant légal et ses héritiers en cas de son décès.

³⁶¹ Alinéa 2 de l'article 8.

³⁶² R. FARHAT, préc., note 164, p. 139.

³⁶³ Art. 188 du *Code pénal Libanais*.

³⁶⁴ En Suisse, toute violation du secret bancaire, intentionnelle ou non intentionnelle, est pénalement punie.

³⁶⁵ Il se peut par exemple que l'enveloppe dans laquelle figure le relevé du compte d'un client soit mal fermée.

de préciser, qu'en cas de négligence, des sanctions civiles ou/et disciplinaires pourront être prises contre le banquier négligent.

Finalement, « l'action pénale se prescrit par trois ans³⁶⁶ à compter de l'accomplissement du délit. Dans le cas où la violation de la discrétion a été répétée, le délai ne commence à courir qu'à partir du dernier acte de révélation. »³⁶⁷

c) Les sanctions professionnelles ou disciplinaires

« S'il est incontestable que le droit civil et le droit pénal jouent un rôle important en matière de préservation du secret bancaire, il n'en demeure pas moins que les sanctions disciplinaires, visant spécifiquement le banquier, ont renforcé le caractère impératif de l'obligation de secret imposée au banquier. »³⁶⁸

Il s'agit de noter que ce type de sanctions peut être prononcé à l'encontre du salarié qui a manqué à ses obligations professionnelles et/ou à l'encontre de l'établissement-même. En vertu de l'article 208 du Code de la Monnaie et du Crédit (CMC), la Banque du Liban est habilitée à radier de la liste des banques nommées auprès d'elles toute banque violant le secret bancaire.

Quant à l'employé de la banque, il encourra – éventuellement avec son supérieur – des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à son exclusion de la profession bancaire en général, car la divulgation du secret bancaire constitue une infraction « impardonnable » dans la profession bancaire.

2) Au Canada

À titre de personne morale, la banque endosse la responsabilité pour les actes de ses représentants et de ses préposés. Par conséquent, si un de ces derniers rompt le secret d'un client, la responsabilité contractuelle de cette dernière sera engagée. Pourquoi la responsabilité contractuelle?

³⁶⁶ En Suisse par exemple, l'action se prescrit par cinq ans.

³⁶⁷ R. FARHAT, préc., note 164, p. 138.

³⁶⁸ J. LASSERRE CAPDEVILLE, préc., note 15, p. 47

En effet, « la banque assume une responsabilité contractuelle envers ses clients en raison des contrats qu'elle a conclus avec eux³⁶⁹. Si elle manque à l'un de ses devoirs, elle engage sa responsabilité, s'il en résulte un dommage pour son client. »³⁷⁰

Ainsi, en cas de divulgation de l'information, le client lésé peut poursuivre la banque pour faute contractuelle nonobstant une stipulation de non-responsabilité, et réclamer des dommages-intérêts en raison du préjudice qu'il a subi par suite de la divulgation³⁷¹. À partir de là nous pouvons confirmer que le manquement de la banque à son obligation de confidentialité, obligation non prévue par une clause écrite, ne l'exposera pas à des sanctions pénales.

En effet, « [i]l ne fait pas de doute que les actions ou inactions des banques dans la gestion d'un compte client peuvent entraîner sa responsabilité à l'égard de tiers, dans la mesure prévue à l'article 1457³⁷² C.c.Q.». ³⁷³

³⁶⁹ Art. 1458 C.c.Q.

³⁷⁰ N. L'HEUREUX et M. LACOURSIÈRE, préc., note 218, p. 445.

³⁷¹ *Murano c. Bank of Montreal*, (1995) 31 C.B.R. (3d) 1 (G.D.).

³⁷² En vertu de cet article : « [t]oute personne a le devoir de respecter les règles de conduite qui, suivant les circonstances, les usages ou la loi, s'imposent à elle, de manière à ne pas causer préjudice à autrui. »

³⁷³ M. LEMIEUX, préc., note 143, p. 187.

Conclusion

Pour conclure, le secteur bancaire contribue activement à la prévention, à la détection et au signalement des activités criminelles, notamment celles liées au blanchiment d'argent. La contribution se matérialise par l'obéissance de ce secteur à un certain nombre d'obligations telles l'obligation de vérification de l'identité de la clientèle ou obligation de vigilance, l'obligation de tenue de dossiers et de conformité et l'obligation de déclaration de soupçons matérialisée par la levée du secret bancaire suivie par la renonciation des opérations douteuses ou suspectes aux autorités compétentes.

Toutefois, malgré l'obéissance des banques aux obligations susmentionnées, un nombre considérable d'opérations de blanchiment d'argent échappent à la vigilance et à l'attention de ces institutions financières, et ce, en raison du recours des fraudeurs financiers à des manœuvres frauduleuses assez avancées et compliquées. Par conséquent, un nombre considérable d'opérations demeurent protégées par le mécanisme du secret bancaire. À partir de là, nous pouvons dégager l'idée selon laquelle les opérations de blanchiment d'argent ne cessent de représenter une menace pour le secteur bancaire, malgré l'intérêt porté par les banques à les combattre.

Bref, chacun des concepts susmentionnés (le secret bancaire et le blanchiment d'argent) déploie ses effets sur l'autre³⁷⁴. De son côté, le secret bancaire assure une protection aux criminels, notamment les blanchisseurs réussissant à dissimuler l'origine illicite de leurs capitaux et laisse leurs informations confidentielles à l'abri de toute communication. Quant au blanchiment d'argent, il a une série de retombées négatives sur le secteur bancaire.

Nous croyons opportun de présenter à cette étape-ci certaines de ces retombées compromettant gravement la stabilité du secteur bancaire et du marché économique. Tout d'abord, les opérations de blanchiment d'argent qui se déroulent à travers les banques nuisent profondément au bien le plus précieux de ce type d'établissements financiers: leur réputation. En effet, une attaque en réputation engendre toute une série de retombées négatives, y compris

³⁷⁴ En effet, la relation entre le blanchiment d'argent et le secret bancaire est régie par ce qui ressemble au marché de l'offre et de la demande : quand le secret bancaire est extensif, la quantité d'argent blanchi est élevée, et quand le secret bancaire est atténué, la quantité d'argent blanchi diminue.

la réticence de la nouvelle clientèle à traiter avec la banque concernée, le retrait du solde de compte de la part des clients honorables, la déstabilisation financière de la banque et le déclin de la position économique de cette institution.

De plus, le déroulement d'opérations liées au blanchiment d'argent peut être à l'origine de la propagation de la corruption financière au sein des institutions bancaires et financières ; il arrive qu'une tranche d'employés de banques cèdent à la tentation des criminels, tombent dans leur piège et tolèrent par conséquent le déroulement de leurs opérations de blanchiment d'argent.

Mis à part les retombées du blanchiment d'argent sur le secteur bancaire, celles-ci ont également des effets sérieux et prolongés sur le fonctionnement du marché. Les transactions financières et bancaires réalisées à des fins de blanchiment d'argent augmentent la demande de liquidité et rendent instables les taux d'intérêt et les taux de change ce qui conduit à l'entrée en jeu d'une concurrence déloyale et d'une hausse de l'inflation dans les pays où les criminels opèrent.

En fin de compte, il s'agit d'un problème majeur pour les banques qui doivent concilier entre le respect des textes de lois, des accords et des traités internationaux relatifs à la lutte contre le blanchiment d'argent et le respect des dispositions régissant le secret bancaire auxquelles elles sont soumises. Ce qui importe, c'est de renforcer autant que possible les mesures de contrôle bancaire de manière à combattre les opérations de blanchiment d'argent tout en protégeant la sphère privée des clients honnêtes.

Bibliographie

Législation

Canadienne :

Charte des droits et libertés de la personne, RLRQ, c. C-12.

Code civil du Québec, L.Q. 1991, c. 64.

Code criminel, L.R.C., 1985, ch. C-46.

Loi antiterroriste, L.C. 2001, ch. 41.

Loi sur la preuve au Canada, R.S.C., 1985, ch. C-5.

Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, L.C. 2000, ch. 5 [LPRPDÉ].

Loi sur les banques, L.C. 1991, ch. 46.

Loi sur l'accès à l'information, L.R.C. (1985), c. A-1.

Loi sur les coopératives de services financiers, L.R.Q., c. C-67.3.

Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, RLRQ, c. P-39.1 [LPRPSP].

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, RLRQ, c. C-4.1.

Loi sur les coopératives de services financiers, RLRQ, c. C-67.3.

Loi sur le Mouvement Desjardins, L.Q. 2000, ch. 77.

Loi sur l'Autorité des marchés financiers, RLRQ, chapitre A-33.2.

Libanaise :

Loi autorisant l'ouverture d'un compte-joint du 19 décembre 1961.

Loi n° 154 du 27 décembre 1999 relative à l'enrichissement illicite.

Loi n° 44 du 24 novembre 2015 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux.

Loi n° 673 du 16 mars 1998 relative aux stupéfiants, aux hallucinogènes et aux psychotropes.

Loi n° 42 du 24 novembre 2015 relative à la déclaration relative au transport transfrontalier de l'argent liquide.

Loi n° 43 du 24 novembre 2015 relative à l'échange d'informations fiscales.

Loi n° 53 du 24 novembre 2015 autorisant le Gouvernement libanais à adhérer à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme signée à New York le 9 décembre 1999.

Internationale :

Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes adoptée à Vienne (Autriche) en décembre 1988.

Lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données de caractère personnel émises par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) en 1980.

Convention des Nations Unies contre la criminalité internationale organisée, 2000 (Convention de Palerme).

Jurisprudence

Canada :

Banque canadienne de l'Ouest c. Alberta, [2007] 2 R.C.S. 2, 2007, CSC 22, EYB 2007-120167.

Banque de Montréal c. Procureur général du Québec, [1979] 1 R.C.S. 565, EYB 1978-146825.

Banque Royale du Canada c. Trang, [2016] 2 R.C.S. 412, 2016 CSC 50.

Haughton c. Haughton, [1965] 1 O.R. 481 (S.C.).

Lecours c. Desjardins, 2002 CanLII 32139, J.E. 2002-1148, REJB 2002-31982.

Murano c. Bank of Montreal, (1995) 31 C.B.R. (3d) 1 (G.D.).

Tolaram Fibers Inc. c. Banque Nationale du Canada, [1992] R.J.Q. 2426 (C.A.).

Tournier c. National Provincial and Union Bank of England, [1924] 1 K.B. 461.

Liban :

حكم رقم ٢٦٥، ٢٣ كانون الأول ١٩٧٤، محكمة إستئناف بيروت

حكم رقم ٤١٠، العدل ١٩٨٤، ١٨ تشرين الأول ١٩٩٣، مجلس شورى الدولة

مسؤولية البنك، حكم صادر في ١٧ نيسان ١٩٩٦، المستشار - مجموعة المصنفات للقاضي الدكتور عفيف شمس الدين،
الغرفة الابتدائية في جبل لبنان

مخدرات، حكم نهائي رقم ٢٠٠، ٣٠ تموز ٢٠٠٢، المستشار - مجموعة المصنفات للقاضي الدكتور عفيف شمس الدين،
محكمة التمييز الجزائية

مصارف، سرية مصرفية، حكم نهائي رقم ٢٢٧، ٣١ أيار ٢٠٠١، المستشار - مجموعة المصنفات للقاضي الدكتور عفيف
شمس الدين، محكمة التمييز الجزائية

مسؤولية المصرف، حكم صادر في ١٢ تموز ١٩٩٦، المستشار - مجموعة المصنفات للقاضي الدكتور عفيف شمس الدين،
محكمة استئناف الجناح في جبل لبنان

Doctrine

Monographies et ouvrages collectifs :

AMMOUN, F., *Code pénal : précédé du rapport général sur la réforme pénale par M. Fouad Ammoun*, Beyrouth, Antoine Édition, 2009.

ANDERSON, G., V. PARKER et P. COLE, *The Most Popular Transferring Systems in North America*, septembre 2017, en ligne : <<http://paymentsystemreview.ca/>>.

BEARE, M. et S. SCHNEIDER, *Money laundering in Canada: chasing dirty and dangerous dollars*, Toronto, University of Toronto Press, 2007.

BLUM, J. A., NATIONS UNIES, office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et NATIONS UNIES, programme pour le contrôle international des drogues, *Paradis financiers, secret bancaire et blanchiment d'argent*, vol. 8, coll. « Technical Series du PNUCID », New York, Nations Unies, office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, 1999.

BODUROV, I., *Les transferts de fonds virtuels – une technologie innovatrice et un moyen potentiel de blanchiment d'argent*, travail dirigé, Montréal, Faculté des Arts et des Sciences, Université de Montréal, 2016.

BRAYER, G. et CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ, *La lutte internationale contre le blanchiment et le financement du terrorisme : colloque du 1^{er} décembre 2006*, vol. 9, Paris, Société de législation comparée, 2007.

BROYER, P., *Criminalité financière*, Paris, Éditions d'Organisation, 2002.

CRAWFORD, B. et J. D. FALCONBRIDGE, *Crawford and Falconbridge, Banking and bills of exchange: a treatise on the law of banks, banking, bills of exchange and the payment system in Canada*, 8^e éd., Toronto, Canada Law Book, 1986.

CAMPBELL, D., *International Bank Secrecy*, London, Sweet and Maxwell, 1992.

CHAIGNEAU, P., M. CHESNEY et F. LUDOVIC, *Criminalité financière. Comment le blanchiment de l'argent sale et le financement du terrorisme sont devenus une menace pour les entreprises et les marchés financiers*, Éditions d'organisation, Paris, 2002.

CHAVAGNEUX, C. et R. PALAN, *Les paradis fiscaux*, 4^e éd., coll. « Repères », Paris, La Découverte, 2016.

EL BANNA, B.N., *La place du Liban dans la répression internationale du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme*, Liban, SADER Éditeurs, 2010.

FAVAREL-GARRIGUES, G., T. GODEFROY et P. LASCOUMES, *Les sentinelles de l'argent sale : les banques aux prises avec l'antiblanchiment*, coll. « Cahiers libres », Paris, La Découverte, 2009.

GODEFROY, T. et P. LESCOUMES, *Le capitalisme clandestin : l'illusoire régulation des places offshore*, Paris, Découverte, 2004.

JEREZ, O., *Le blanchiment de l'argent*, 2^e éd., Paris, La Revue Banque Édition, 2003.

KOUTOUZIS, M. et J.-F. THONY, *Le blanchiment*, Paris, Presses universitaires de France, 2005.

Loi n° 318 du 20 avril 2001 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent, Beyrouth, L'Argus des documents libanais (Bureau de documentation libanaise et arabe), 2009.

LABORDE, J.P., *État de droit et crime organisé : les apports de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée*, coll. « États de droits », Paris, Dalloz, 2005.

LASSERRE CAPDEVILLE, J., *Le secret bancaire : approches nationale et internationale*, Paris, Revue Banque Édition, 2013.

LASSERRE CAPDEVILLE, J. et UNIVERSITÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DES SCIENCES D'AIX-MARSEILLE, *Le secret bancaire : étude de droit comparé*

(France, Suisse, Luxembourg), coll. « Institut de droit des affaires », Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2006.

LEMIEUX, M., « La responsabilité du banquier face à une opération liée au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme », dans S.F.C.B.Q., vol. 427, *Développements récents en droit bancaire (2017)*, Québec, Éditions Yvon Blais.

MEHDI, D., *Les instruments de lutte contre le blanchiment d'argent en Algérie*, thèse de doctorat, Nice, Faculté de Droit et Science politique, Université Nice Sophia Antipolis, 2015.

POSSAMAI, M., *Le blanchiment de l'argent au Canada : Duvalier, Ceausescu, Marcos, Carlos et les autres*, Laval, Guy Saint-Jean Éditeur Inc., 1994.

REUTER, P. et E. M. TRUMAN, *Chasing dirty money: the fight against money laundering*, Washington, DC, Institute for International Economics, 2004.

SAMUEL-LAJEUNESSE, D. et GROUPE D'ACTION FINANCIÈRE SUR LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX, *La lutte contre le blanchiment de capitaux : rapport demandé par les chefs d'États lors du Sommet de l'Arche*, Paris, La Documentation Française, 1990.

TANZI, V., « Macroeconomic aspects of offshore centres and the importance of money-laundering in offshore financial flows », dans Ian HAMILTON FAZEY, NATIONS UNIES, office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et GLOBAL PROGRAMME AGAINST MONEY-LAUNDERING, *Attacking the profits of crime : drugs, money and laundering : a panel discussion held at the United Nations, New York on 10 June 1998*, Vienna, United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention, 1998.

THIOLLET, J.-P., *Beau linge & argent sale : fraude fiscale internationale et blanchiment des capitaux*, Croissy-sur-Seine, Anagramme Éditions, 2002.

VANEMPTEN, J. et L. VERDUYN, *Blanchiment: mode d'emploi*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, 1997.

VERNIER, É., *Techniques de blanchiment et moyens de lutte*, 3^e éd., Paris, Dunod, 2013.

مغيب، ن.، *السرية المصرفية (دراسة في القانون المقارن: بلجيكا، فرنسا، اللوكسمبورغ، سويسرا ولبنان)*، ١٩٩٦

سفر، أ.، *المصارف وتبييض الأموال: تجارب عربية وأجنبية*، بيروت، اتحاد المصارف العربية، ٢٠٠١

صبح، د.، *تبييض الأموال والسرية المصرفية (الفساد أصل العلة)*، بيروت، مكتبة صادر ناشرون، ٢٠٠٢

جرمانوس، ب.، *حالات عدم التقيد بالسر المصرفي*، بيروت، مكتبة صادر ناشرون، بيروت، مكتبة صادر ناشرون، ٢٠٠٦

بيضون، ف.، *الرشوة وتبييض الأموال*، بيروت، منشورات الحلبي الحقوقية، ٢٠١٣

الحسين الموسوي، ع.، *دور قانون العقوبات في مكافحة جرائم تبييض الأموال (دراسة مقارنة في القانون الفرنسي واللبناني والمصري)*، الطبعة الأولى، الشياح، مكتبة زين الحقوقية والأدبية، ٢٠١٦

عاشور الرياحي، م.، *أثر تبييض الأموال على أحكام السرية المصرفية (دراسة مقارنة)*، كليمنصو، اتحاد المصارف العربية

Périodiques :

PARLEMENT, CHAMBRE DES COMMUNES, COMITÉ LÉGISLATIF SUR LE PROJET
DE LOI C-61, *Procès-verbaux et témoignages du Comité législatif sur le projet de loi*

C-61 : Loi modifiant le code criminel, la Loi des aliments et drogues et la Loi sur les stupéfiants, 1988.

MORAIS, C., « Étude comparée sur le secret bancaire (États-Unis, Canada) », (1997) 28 *R.G.D.*

Rapports et études :

JEANNERET, A., P. DE SELLIERS et R. CHOPRA, *Le blanchiment d'argent en Suisse*, étude, Lausanne, École des HEC, Université de Lausanne, 2003.

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES BANQUES ET DU COMMERCE, *Suivre l'argent à la trace : le Canada progresse-t-il dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes? Pas vraiment*, en ligne : <<https://sencanada.ca/content/sen/Committee/411/BANC/rep/rep10mar13-f.pdf>>.

GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Typologies et tendances en matière de blanchiment d'argent dans les casinos canadiens*, en ligne : <<http://www.canafe-fintrac.gc.ca/publications/typologies/2009-11-01-fra.asp#s4-1>> (consulté le 1 décembre 2017).

GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Rapport annuel de CANAFE*, Ottawa, Centre d'analyse des opérations et déclarations du Canada, 2001.

GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Rapport annuel de CANAFE*, Ottawa, Centre d'analyse des opérations et déclarations du Canada, 2002.

GOUVERNEMENT DU CANADA, CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA, *Rapport annuel de CANAFE*, Ottawa, Centre d'analyse des opérations et déclarations du Canada, 2008.

GROUPE D'ACTION FINANCIÈRE SUR LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, *Rapport Annuel 1996-97*, n°8, 1997, en ligne : <<http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/1996%201997%20FR.pdf>>.

GROUPE DE TRAVAIL INTERNATIONAL CHARGÉ D'ÉTUDIER LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, *Rapport du Groupe de travail international chargé d'étudier la Convention unique sur les stupéfiants de 1961: 20-24 septembre 1982*, Toronto, Addiction Research Foundation, 1983.

NATIONS UNIES, office des nations unies contre la drogue et le crime, *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant*, en ligne : <<https://www.unodc.org/pdf/cld/TOCebook-f.pdf>>.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DES FINANCES, *Rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit*, Québec, Le Ministère, 1997.

Articles :

ROUSSELET, F., « Définition : Banque Offshore », *Bethelfinance.com*, 23 octobre 2012, en ligne : <<http://www.bethelfinance.com/fr/banque-offshore/>>.

«تعدیلات على المعايير الدولية لمكافحة تبييض الأموال، سلامة: إجراءات لحماية النظام المصرفي والنقد»، *البنك والمستثمر*، العدد ١٤٣، تشرين الأول / أكتوبر ٢٠١٢

سعادة، ط، «هل يودع لبنان السرية المصرفية؟»، *الاقتصاد الجديد*، العدد الثامن، آب ٢٠١٦

شروف، ن.، «بين ٥٩٠ مليار دولار و ١٥٠٠ حجم الأموال المبيضة سنويا في العالم»، *الاعمار والاقتصاد*، العدد ٢٨٠، تشرين الأول ٢٠١٢

«المعيار الدولي للإفصاح المشترك في المسائل الضريبية»، *اتحاد المصارف العربية*، العدد ٤٣٧، نيسان / أبريل ٢٠١٧

«هل يكون نظام غاتكا فرصة إنتعاش وازدهار للاقتصاد اللبناني؟»، *جريدة النهار*، ١٣ يناير ٢٠١٧

«ليس صحيحا القول ان السرية المصرفية ألغيت»، *البيان الاقتصادية*، العدد ٥٤٠، تشرين الثاني ٢٠١٦

«لبنان يستوفي شروط مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب»، *جريدة النهار*، ٢٢ شباط ٢٠١٦

«سلامة في الدورة ال 40 لمجلس محافظي المصارف المركزية في الرباط: لإصدار الأنظمة المطلوبة لمكافحة تبييض الأموال ومكافحة الإرهاب»، *اتحاد المصارف العربية*، العدد ٤٣٢، تشرين الثاني ٢٠١٦

شرف الدين، ر.، «لبنان تجاوز مرحلة الشك بالتزام القواعد الدولية لمكافحة تبييض الأموال»، *الشؤون الاقتصادية*، العدد ٩٩، كانون الأول ٢٠١٥

«سلامة: لبنان يلتزم المعايير لحماية قطاعه المصرفي»، *البنك والمستثمر*، حزيران ٢٠١٦

«هيئة التحقيق الخاصة: استراتيجية مكافحة تمويل الإرهاب»، *الاقتصاد والأعمال اللبنانية*، العدد ٨٨، ١٥ حزيران - ١٥ تموز، ٢٠١٦